

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

P.-J. PROUDHON ET LA PROPRIÉTÉ

UN
SOCIALISME POUR LES PAYSANS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 10 Janvier 1910, à 3 heures

PAR

AIMÉ BERTHOD

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
AGRÉGÉ DE PHILOSOPHIE

Président : M. CH. GIDE, professeur
Suffragants { MM. FERNAND FAURE, professeur
SOUCHON, professeur

PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

P.-J. PROUDHON ET LA PROPRIÉTÉ

UN
SOCIALISME POUR LES PAYSANS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 10 Janvier 1910, à 3 heures

PAR

AIMÉ BERTHOD

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
AGRÉGÉ DE PHILOSOPHIE



Président : M. CH. GIDE, professeur
Suffragants { MM. FERNAND FAURE, professeur
SOUCHON, professeur

PARIS (5^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1910

INTRODUCTION

Délimitation de notre étude; caractère général de la doctrine de P.-J. Proudhon sur la propriété; Proudhon et les paysans; le sentiment de la nature; le mariage de l'homme avec la terre. *La propriété c'est le vol*; l'interprétation que Proudhon donne de cette formule change avec ses idées sur la propriété; quelques mots sur la dialectique sérielle. La proposition de Proudhon n'implique à aucune époque la condamnation absolue de la propriété.

Quelques interprètes des idées de Proudhon sur la propriété : Karl Diehl et Arthur Desjardins.

L'étude brève qu'on va lire n'est qu'un fragment, ou, plus exactement un chapitre d'un travail d'ensemble que nous avons entrepris sur les idées économiques, politiques et philosophiques de P.-J. Proudhon et dont quelques provisoires esquisses ont paru déjà dans le *Bulletin de la Société d'histoire de la Révolution de 1848* (1) et dans la *Revue Socialiste* (2). On la trouvera donc nécessairement incomplète par quelques côtés. C'est une des originalités, une des difficultés, et aussi l'un des attrait de la doctrine de Proudhon que chez

(1) N° de janvier-février 1909.

(2) N° de février et de mars 1909.

est autodidacte, dédaigneux des classifications traditionnelles, et malhabile à démêler l'écheveau confus de ses idées, tous les points de vue sont constamment mêlés, et conséquemment, chaque partie de l'œuvre ne s'éclaire pleinement qu'en la rapprochant laborieusement des autres. Economie, droit, politique, histoire métaphysique, religion même, c'est de tout cela que Proudhon nous entretient à la fois à propos de la propriété. Force est cependant au critique, pour être clair, d'analyser et de choisir. Nous nous occuperons surtout dans les pages qui suivent d'économie. Nous nous en tiendrons pour le reste à des indications brèves. Mais, comme simple étude d'économie, notre exposé, à moins de s'étendre à l'ensemble des théories économiques de Proudhon — et tel n'est pas, pour l'instant, notre dessein — sera nécessairement incomplet encore. La propriété, en effet, « quelle que soit son importance dans la société, n'existe pas seule... elle ne constitue pas tout le système. Elle vit dans un milieu organisé, entourée d'un certain nombre de fonctions analogues et d'institutions spéciales, avec lesquelles, par conséquent il faut qu'elle compte (1) ». Plus spécialement, les idées de Proudhon sur la propriété sont en étroit rapport avec ses idées sur l'organisation de la circulation et sur le crédit. Nous y insisterons dans notre

(1) *Théorie de la Propriété*, 2^e éd., p. 176-177. et ce que nous disons plus loin page 135.

dernier chapitre (1). Et c'est bien la principale lacune de notre travail que nous marquerons ainsi ; mais il faudra pour remplir cette lacune, toute une nouvelle étude qui ne pouvait entrer dans le cadre restreint de celle-ci.

Tel quel, notre exposé présente à nos yeux un double intérêt, celui de montrer, en dépit des contradictions apparentes et d'une évolution très certaine, l'*unité* réelle des idées de Proudhon sur la propriété, et celui d'insister, plus qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour, sur le côté *positif* de ces idées. C'est du moins vers ce double objet que nous avons fait converger nos efforts. Il est trop aisé de traiter Proudhon de démolisseur. *Destruam et ædificabo*, écrivait-il en tête des Contradictions Economiques. Qu'a-t-il voulu édifier ?

Ainsi conduite, notre recherche nous fait voir Proudhon constamment préoccupé, dans ses premières œuvres comme dans ses dernières, de mettre le paysan en possession du lopin de terre qu'il cultive, et, suivant sa forte expression, de « consommer le mariage de l'homme avec la nature (2) ». Commencant par une critique générale et théorique de la propriété, notre étude se détermine et se limite ainsi en une étude sur la propriété foncière, ou, plus précisément, en une recherche des moyens pratiques, propres à défendre et à développer la propriété paysanne. Et il nous suffisait, pour en ar-

(1) Voir plus loin pages 174 et suiv.

(2) *Contr. Ec.*, V, 233.

river là; de dégager de la contradiction quelque peu déconcertante des formules les sentiments invariables qui animent notre auteur.

Singuliers sentiments, dira-t-on, pour un socialiste, pour le pamphlétaire fougueux qui fit sa réputation dans le monde en assimilant la propriété au vol, pour le critique impitoyable aux attaques duquel se réfèrent encore aujourd'hui, comme aux plus décisives et aux plus fortes qu'aient jamais subies la propriété individuelle, ceux qui réclament à grands cris sa socialisation. Sentiments dictés, en vérité, par une connaissance profonde de la vie paysanne, par une sympathie héréditaire pour l'homme des champs.

« Quand on étudie une théorie de la propriété, écrit M. Georges Sorel, l'un des rares interprètes de Proudhon qui ait bien mis en lumière ce caractère de sa doctrine il faut toujours se demander quelles étaient les *tendances esthétiques* de l'auteur. Dans ces discussions chacun de nous apporte, en effet, quelque chose de la partie la plus profonde de son âme. Un homme de la ville, financier ou politicien, savant ou littérateur ne comprend pas la propriété comme un homme de la campagne; — dans le premier cas la propriété est surtout représentée par la maison, c'est-à-dire par un immeuble qui ressemble presque à un titre de rente; dans le second, elle évoque surtout l'idée de la culture; nous passons ainsi de la jouissance au travail. Proudhon n'a jamais été un vrai citadin; il était un paysan et

son âme se reportait toujours loin de Paris (1) »...

Nous avons nous-même, dans une précédente étude (2), essayé de montrer à quel point la sympathie de Proudhon pour le paysan était sincère et profonde, et quelle influence capitale elle devait exercer sur le cours de ses idées. Alors que la plupart des théoriciens socialistes étaient des citadins écrivant pour des ouvriers, Proudhon a vécu parmi les paysans, et il est entré dans l'intimité de leur âme.

« Jusqu'à douze ans, écrit-il (3), ma vie s'est passée presque toute aux champs, occupée tantôt de petits travaux rustiques, tantôt à garder les vaches. J'ai été cinq ans bouvier. Je ne connais pas d'existence à la fois plus contemplative et plus réaliste, plus opposé à cet absurde spiritualisme qui fait le fond de l'éducation et de la vie chrétienne que celle de l'homme des champs. A la ville je me sentais dépaysé. L'ouvrier n'a rien du campagnard : patois à part, il ne parle pas la même langue, il n'adore pas les mêmes dieux. On sent qu'il a passé par le polissoir ; il loge entre la caserne et le séminaire, il touche à l'Académie et à l'Hôtel de ville. Quel exil pour moi quand il me fallut suivre les classes du collège où je ne vivais plus que par le cerveau, où, entre autres naïvetés, on prétendait m'initier à la na-

(1) *Introduction à l'Economie Moderne*, deuxième édition, p. 144 et 145.

(2) L'attitude sociale de Proudhon dans le *Bulletin de la Société d'Histoire de la Révolution de 1848*.

(3) *De la Justice dans la Révolution*, XXII, p. 208.

ture, que je quittais, par des narrations et des thèmes ! »

Il faut relire les deux admirables pages qu'il consacre à cet amour réaliste et passionné du paysan pour sa terre. On ne trouvera rien, dans notre littérature, d'une poésie plus saine, plus savoureuse et plus forte.

« Le paysan est le moins romantique, le moins idéaliste des hommes... il aime la nature comme l'enfant aime sa nourrice, moins occupé de ses charmes, dont le sentiment ne lui est pas étranger, cependant, que de sa fécondité... Le paysan aime la nature pour ses puissantes mamelles, pour la vie dont elle regorge. Il ne l'effleure pas d'un œil d'artiste, il la caresse à pleins bras, comme l'amoureux du Cantique : *Veni et inebriemur uberibus*, il la mange. Lisez Michelet racontant la tournée du paysan le dimanche, autour de sa terre ! Quelle jouissance intime ! quels regards ! Il m'a fallu du temps et de l'étude, je l'avoue, pour trouver de l'agrément à ces descriptions du lever et du coucher du soleil, du clair de lune et des quatre saisons. J'avais vingt-cinq ans que le précepteur d'*Emile* ne me paraissait encore, en ce qui regarde le sentiment de la nature, qu'un maigre fils d'horloger (1). »

« Et toujours, cette préoccupation le dominera d'assurer au paysan cette possession intime de la terre qui est pour celui-ci toute sa vie. C'est ce sentiment que nous n'aurons pas la peine à discerner même derrière

(1) *Justice*, p. 209, XXII.

ces formules tapageuses du premier Mémoire où tant d'interprètes mal avisés ont voulu lire une menace de dépossession générale. Ce qui soulève Proudhon contre le propriétaire, contre le maître, c'est que celui-ci est étranger à la terre, qu'il ne la possède pas réellement, qu'il ne l'aime pas pour elle-même (1), mais uniquement pour les profits qu'il en peut tirer, c'est qu'il en a fait, au lieu d'une épouse, une « prostituée ».

« On ne tient plus au sol comme autrefois, parce qu'on l'habite, parce qu'on le cultive, qu'on en respire les émanations, qu'on vit de sa substance, qu'on l'a reçu de ses pères avec le sang et qu'on le transmettra de génération en génération dans sa race, parce qu'on y a pris son corps, son tempérament, ses instincts, ses idées, son caractère, et qu'on ne saurait s'en séparer sans mourir. On tient au sol comme à un outil, moins que cela, à une inscription de rente au moyen de laquelle on perçoit chaque année sur la masse commune, un certain revenu. Quant à ce sentiment profond de la nature, à cet amour du sol que donne seul la vie rustique, il s'est éteint. Une sensibilité de convention, particulière aux sociétés blasées à qui la nature ne se révèle plus que dans le roman, le salon, le théâtre, a pris sa place (2). »

(1) « Car ce n'est pas seulement d'exploiter la terre qu'il s'agit pour l'homme, c'est de la cultiver, de l'embellir, de l'aimer. » *Contr. Ec.*, V, 194.

(2) De la justice... 5^e étude, cité de nouveau dans la *Théorie de la Propriété*, 2^e éd. p. 158.

Et, quand il écrira ce livre sur la *Capacité politique des classes ouvrières* qui devait être comme son testament, ne séparant pas, dans son programme d'affranchissement, le paysan du travailleur urbain « les deux grandes classes qui représentent le travail », « la Marianne des champs et la Sociale des cités (1) », c'est dans ce désir ardent de posséder pleinement et librement le sol qu'il découvrira, la pensée profonde, l'idée fixe du paysan. « Sagrande préoccupation est, suivant une expression du vieux droit qu'il n'a pas oubliée, d'*expulser le forain*. Il veut régner seul sur la terre (2). »

Ces sympathies déclarées de Proudhon pour le petit propriétaire paysan sont quelque chose de tout à fait particulier dans l'histoire du socialisme. D'autres, autant ou plus que lui, comme Fourier ou Colins, ont proclamé l'importance primordiale de l'agriculture ou dirigé vers les travaux des champs l'activité de leurs disciples ; seul Proudhon, dans son idéal social, garantit pleinement l'individualisme de l'exploitation paysanne. Son socialisme agraire est bien *un socialisme pour les paysans*. A l'heure où le parti socialiste français semble concentrer ses efforts sur l'élaboration d'un programme agraire, et se heurte dans cette tâche à de telles difficultés, qu'il a dû clore son dernier congrès, (3) après plu-

(1) *Capacité politique des classes ouvrières*, p. 18, éd. de 1868.

(2) *Ibidem*, p. 16.

(3) Sixième Congrès national, tenu à Saint-Etienne les 11, 12, 13 et 14 avril 1909. Le compte rendu sténographique a été publié en

sieurs jours de discussion, sans se décider à conclure, n'est-il pas vrai qu'il est d'un intérêt tout à fait actuel de chercher ce qu'était exactement en ces matières la pensée de Proudhon ?

Avant d'entrer dans le détail de cet examen, il est nécessaire d'expliquer la tapageuse formule que Proudhon écrivait en tête de son mémoire de 1840, et qui a tant contribué, en fondant sa détestable réputation d'*homme-terreur*, à égarer les esprits de ses contemporains sur la signification réelle de ses idées. « *La propriété, c'est le vol !* » « La définition est mienne, écrivait-il, en 1846, et toute mon ambition est de prouver que j'en ai compris le sens et l'étendue. *La propriété c'est le vol !* Il ne se dit pas, en mille ans, deux mots comme celui-là. Je n'ai d'autre bien sur la terre que cette définition ; mais je la tiens pour plus précieuse que les millions des Rothschild, et j'ose dire qu'elle sera l'événement le plus considérable du règne de Louis Philippe (1). » Et, ailleurs, dans sa Lettre à V. Considérant : « Cette proposition fera le tour du monde et causera plus d'émoi que la cocarde de Lafayette (2). » En réalité la formule était moins nouvelle que ne l'ima-

volume au siège du Conseil national, 16, rue de la Corderie, Paris.

(1) *Contr. Ec.*, t. II, p. 257.

(2) *Avertissement aux propriétaires*, t. II, p. 38.

ginait son auteur. *Sudre*, dans son *Histoire du Communisme* a montré que soixante ans avant Proudhon, *Brissot* avait dit quelque chose du même genre (1). C'est du moins Proudhon qui l'a lancée, dans le monde, par le commentaire retentissant dont il l'entoura. Et nous n'avons aucune raison de suspecter sa bonne foi, quand il nous déclare n'avoir connu son devancier que par les extraits qu'on donne *Sudre* (2).

Au reste, la priorité de l'expression importe assez peu (3). Tout dépend de l'interprétation qu'on en donne. Malheureusement Proudhon, sur ce point comme sur tant d'autres a varié. Il explique différemment sa formule à mesure que changent ses idées sur la propriété.

(1) Voir *Sudre*, *Histoire du Communisme*, 4^e éd., Paris 1850, p. 385. *Sudre* analyse pages 260 et. suiv. l'ouvrage de *Brissot* : *Recherches philosophiques sur le droit de propriété et de vol*. Suivant la distinction mise à la mode par *Rousseau* entre l'état de nature et l'état de société, *Brissot* considère que le droit suivant la nature a pour fondement et pour limite le besoin. « La mesure de nos besoins doit être celle de notre fortune et si 40 écus sont suffisants pour conserver notre existence, posséder 200.000 écus est un vol évident, une injustice... La propriété exclusive est un vol dans la nature... Le voleur dans l'état de la nature est le riche celui qui a du superflu. » En dépit des rapprochements de *Sudre* et de certaines analogies verbales, il y a peu de rapports entre la naïveté de ce naturalisme et les discussions juridiques et rationalistes de Proudhon.

(2) *Théorie de la Propriété*, p. 211.

(3) Proudhon lui-même (*Avertissement aux propriétaires*, II, 100) fait honneur à *Diderot* d'avoir dit « il y a plus d'un siècle », que « le bénéfice, l'intérêt, le droit d'aubaine, la propriété ou suzeraineté enfin, est une usurpation, un vol. » V. aussi *Diehl*, P.-J. Proudhon, *Seine Lehre und Sein Leben*, t. I. p. 87.

Dans la *théorie de la Propriété*, comme déjà dans *Justice*, et dans cette lettre à *Vuillaumé*, du 24 janvier 1856, où il fait un exposé si curieux, encore qu'un peu reconstruit après coup, de l'évolution de ses idées, dire que la propriété c'est le vol, c'est suivant lui, affirmer qu'en son principe et comme « fait brut », comme force de la nature, la propriété est identique au vol ; de part et d'autre, c'est le même « principe de concupiscence », la même force désordonnée, sans frein ni loi, « absolutiste, envahissante et abusive (1) », la même « puissance d'égoïsme qui pousse l'homme, s'il ne rencontre pas d'empêchement, à s'appropriier tout ce qui l'entoure, hommes et choses et à affirmer son domaine sur l'univers (2) ». « En résumé, la propriété, dans le régime imparfait de notre société, mal gouvernée par la liberté, la justice, etc... produit fréquemment, habituellement même, les effets du vol pur, tandis que dans la société bien réglée, elle passe de cet état de nature sauvage à l'état de nature civilisée et juridique, sans que pour cela elle cesse d'être elle-même, à peu près comme l'éducation fait passer l'individu de l'état de sauvagerie à l'état policé, sans qu'il cesse d'être lui-même, sans qu'il puisse abdiquer sa race et son tempéra-

(1) *Théorie de la Propriété*, p. 212.

(2) *La Justice poursuivie par l'Eglise*, XX, 165 ; et montrant comment la propriété se transforme par la justice, « ôtez cette légitimation par le droit et par la tendance à l'égalité, déclare-t-il, et la propriété reste ce que l'a fait la nature, une manifestation de l'égoïsme, une usurpation pure, un vol » (*Ibidem*).

ment (1). C'est le sens qu'il donnera de plus en plus à sa formule dans les dernières années, à mesure que s'élaborera et se précisera cette conception de *l'équilibre* qui l'amène à réhabiliter la propriété *absolue* (2). Mais ce n'est pas le sens qu'elle avait dans les premiers mémoires.

Pour le bien comprendre, il nous faut dire un mot de cette « infallible » (3) méthode à laquelle il attribuait, en 1840, tout le mérite de ses découvertes, de cette « dialectique sérielle », à laquelle il attachait tant de prix qu'il considérait comme la principale gloire de Fourier d'en avoir été l'obscur et incomplet divinateur (4). Raménée à ce qu'elle a d'essentiel et de plus intelligible, la dialectique sérielle consiste à rechercher, dans une série d'idées ou de faits par ailleurs aussi disparates qu'on voudra le côté, ou, comme dit Proudhon le « point de vue » sous lequel ces idées ou ces faits apparaissent comme *identiques*. Ceci fait, il sera permis d'affirmer pour toute la série, sous ce

(1) Lettre à Vuillaumé, *Corr.*, VII, 13.

(2) Voir plus loin page 44.

(3) *V. Corr.*, I, 178. « Je cherche, pour les problèmes de la morale, de la société, de la métaphysique, des méthodes de solution infailibles, analogues aux méthodes de géomètres. » V. aussi *Corr.*, I, 189. « Je crée une méthode d'investigation pour les problèmes sociaux et psychologiques, comme les géomètres en créent pour les problèmes de mathématiques. »

(4) Création de l'ordre, III, 120. « Le révélateur de la loi sérielle fut Fourier. » V. aussi sur les rapports de Fourier et Proudhon notre étude sur « Les tendances maitresses de P.-J. Proudhon » dans la *Revue socialiste* de février 1909, p. 125 et suiv.

point de vue, ce qu'on aura reconnu vrai d'un des éléments qui la composent.

Lorsque Fourier a dit : « Dans les lieux où le peuple civilisé ne meurt pas de faim *pressante*, il meurt de faim *lente* par les privations, de faim *spéculative* qui l'oblige à se nourrir de choses malsaines, de faim *imminente* en s'excédant du travail, en se livrant par besoin à des fonctions pernicieuses, à des fatigues outrées d'où naissent les fièvres, les infirmités (1) » Fourier a fait un raisonnement que l'on pourrait allonger encore, mais qui, comme tel, est d'une saisissante justesse. Quelle est la maladie qui en général tue le peuple ?... Fourier répond : « *la faim*. Il est absurde de le dire, seulement, lorsqu'elle tue sur le coup, pour être plus ou moins immédiate, la cause n'en est pas moins réelle. Peu importe la durée du supplice, le consentement de la victime, la terreur causée par l'horrible spectre, dans tous les cas je ne vois qu'une cause, la faim ». Telle est la pensée de Fourier, si cet homme avait toujours procédé de même et qu'il eût donné la théorie de son procédé, la métaphysique serait faite, la science sociale très avancée, et je n'aurais jamais songé à prendre la plume.

« Reprenons le raisonnement de Fourier, et rendons-en, par un signe typographique, la vérité saisissable aux yeux.

(1) Ce passage est dans la Théorie des Quatre Mouvements.

La faim tue le peuple	{	1° sur le champ : faim pressante.
		2° à la longue : faim lente.
		3° par empoisonnement : faim spéculative.
		4° par la peur : faim imminente.

« C'est toujours la faim. La faim est ici considérée comme un genre, qui, sous quatre espèces principales, donne la mort au peuple. Dans cette série, le point de vue... ce sont les effets plus ou moins éloignés de la faim. On voit par cet exemple que la série consiste à ramener à une vérité reconnue prise, non comme *principe* mais comme *type*, ou premier terme, une ou plusieurs propositions douteuses, prises, non pas à titre de conséquences, mais d'espèces ou variétés. Le signe indicateur de la série est l'accolade (1). »

Voici un autre exemple emprunté à l'une des idées les plus chères à notre auteur :

« Au iv^e siècle de notre ère, quelques chrétiens prêteurs d'argent, n'osant par scrupule de conscience recevoir l'intérêt de leurs sommes, s'étaient imaginés, avec plus ou moins de bonne foi, que ce qui n'était point monnaie ne donnait point matière à usure. En conséquence, au lieu de placer leurs capitaux à tant d'or pour cent, ils les plaçaient à tant de livres de pain, tant de chlamydes, tant de vases pour cent. Saint Am-

(1) *De la création de l'ordre dans l'Humanité*, III, 146 147.

broise s'écrie à cette occasion : *Et vestis usura est, et esca usura est*. Voici sous forme de série le raisonnement de ce père :

Argent pour loyer d'argent	}	usure.
Habit pour loyer d'argent		
Denree pour loyer d'argent		
Meuble pour loyer d'argent		
Toutes choses enfin pour loyer d'argent		

« On a peine à comprendre aujourd'hui comment une vérité si simple pouvait paraître obscure aux dévots de l'Eglise primitive. Or, nous sommes tout aussi peu raisonnables comme on va le voir par la série suivante, qui n'est que la première retournée :

Argent pour loyer d'argent	}	usure.
Argent pour loyer de meuble		
Argent pour loyer de maison		
Argent pour loyer de pré		
Argent pour loyer de champ		
Argent pour loyer de quoi que ce soit.		

« Voilà ce que depuis saint Ambroise qui avait fait, comme on voit la moitié du chemin, l'église catholique n'a pu comprendre, J'ai consacré six cents pages à démontrer cette série sous toutes ses faces. Bien que je n'eusse pas conclu au partage des biens, j'ai converti peu de monde (1). »

On saisit le procédé. Nous ne voulons pas ici en dis-

(1) *Création de l'ordre*, p. 149-150.

cuter la valeur, ni chercher si l'application qu'en fait Proudhon est toujours conforme aux règles qu'il pose lui-même. Il serait aisé de montrer qu'il se contente souvent d'analogies vagues ou purement verbales, là où le raisonnement exigerait, pour être valable, la rigoureuse identité des faits. Mais nous ne voulons qu'expliquer la formule retentissante du premier Mémoire. Elle est la conclusion, ou, plus exactement, l'expression d'une *série*.

Cette série, Proudhon la présentait dès l'époque où il écrivait son Mémoire sur *La célébration du dimanche* ; ou plutôt, il la découvrait, très explicitement formulée déjà, dans ces livres saints, dont il avait pris une connaissance si complète, alors qu'il imprimait chez Gauthier frères, les publications de l'archevêché (1). « *Tu ne voleras pas*, dit le Décalogue, c'est-à-dire, selon l'énergie du terme original *lo thignob*, tu ne détourneras rien, tu ne mettras rien de côté pour toi. L'expression est générique comme l'idée même ; elle proscriit non seulement le vol commis avec violence et par la ruse, l'escroquerie et le brigandage, mais encore toute espèce de gain obtenu sur les autres sans leur plein acquiescement. Elle implique, en un mot, que toute infraction à l'égalité de partage, toute prime arbitrairement demandée et tyranniquement perçue, soit dans l'échange, soit sur le travail d'autrui est une vio-

(1) V. Sainte-Beuve, P.-J. Proudhon, p. 20.

lation de la justice commutative, est une concussion (1) ». C'est cette série, autant au moins que la précédente, que Proudhon retourne sous toutes ses faces, dans les trois Mémoires sur la Propriété. Nous la retrouverons, plus complète et plus claire, dans les Contradictions Economiques : « Le rapt du bien d'autrui s'exerce par une infinité de moyens, que les législateurs ont soigneusement distingués et classés, selon leur degré de brutalité ou de finesse, comme s'ils eussent voulu tantôt punir, tantôt encourager le larcin. Ainsi *l'on vole en assassinant sur la voie publique, isolément ou en bande, par effraction, escalade, etc... par soustraction simple, par faux en écriture publique ou privée, par fabrication de fausse monnaie*. Cette espèce comprend tous les voleurs qui exercent sans autre moyen que la force ou la fraude ouverte... *On vole par escroquerie, abus de confiance, loterie et jeux...* Aujourd'hui encore et par tout pays, c'est un genre de mérite fort considéré chez les paysans, dans le haut et petit commerce que de *savoir faire un marché*, ce qui veut dire duper son monde. La première vertu de la mère de famille est de savoir voler ceux qui lui vendent ou qu'elle occupe... *On vole par usure*. Cette espèce, si odieuse autrefois dans l'église et punie si sévèrement encore de notre temps, ne se distingue point du prêt à intérêt, l'un des ressorts les

(1) *De la célébration du dimanche*. II, 148.

plus énergiques de la production et forme la transition entre les vols défendus et les vols autorisés. Aussi donne-t-elle lieu, par sa nature équivoque, à une foule de contradictions dans les lois et dans la morale, contradictions fort habilement exploitées des gens de palais, de finance et de commerce. Ainsi l'usurier qui prête à 10 0/0 sur hypothèque encourt une amende énorme, s'il est surpris ; le banquier qui perçoit le même intérêt, non, il est vrai à titre de prêt, mais à titre de *commission*, est protégé par privilège royal... *On vole par constitution de rente, fermage, loyer et amodiation...* Il y a *vol* dans le travail et l'industrie toutes les fois que *l'entrepreneur retient à l'ouvrier quelque chose sur le salaire*, ou perçoit une bonification en sus de ce qui lui revient (1) »...

Il ne nous est pas possible d'analyser ici en détail tous les termes de cette série. L'ensemble des théories économiques de Proudhon y passerait. Mais quel en est, pour prendre l'expression de Proudhon, le point de vue ? C'est qu'il y a *vol* toutes les fois qu'un gain n'est pas la récompense d'un *travail* correspondant. Nous dirons plus loin quelles difficultés, très bien aperçues par Proudhon, soulève la formule chère à Anton Menger du droit au produit intégral du travail (2) ; mais il reste que les attaques de Proudhon contre la

(1) *Contr. Ec.*, v, 243 à 246.

(2) V. plus loin pages 64 et suiv.

propriété ne tendent qu'à la suppression de tous les revenus sans travail. C'est parce que la propriété est le grand moyen de jouir, sans travailler, des fruits du travail d'autrui, qu'elle est vol ; c'est là ce qui constitue ce *droit d'aubaine* (1), tellement inhérent, « tellement intime à la propriété que là où il n'existe pas la propriété est nulle (2) », c'est de là que dérivent, à cela que se ramènent tous ces *abus* dont la disparition équivaut, à ses yeux, en 1840, à la disparition de la propriété elle-même.

Ainsi, tandis que, dans ses dernières années, Proudhon interprète de telle sorte sa fameuse proposition qu'il s'en sert pour justifier la propriété absolue, au moins en son principe, le véritable sens de cette proposition dans les premiers mémoires impliquait la condamnation de l'absolutisme de la propriété ; mais c'était pour aboutir à la défense de cette propriété relative, limitée et subordonnée à laquelle il donne le nom de *possession*. Pas plus ici que là il ne conclut au communisme ou ne préconise la dépossession générale. On l'aurait moins fréquemment accusé de contradiction si l'on avait toujours pris garde de n'être pas dupe des mots.

*
* *

Nous dirons peu de chose ici des nombreux auteurs qui ont écrit, avant nous, sur les idées de Proudhon

(1) *Premier Mémoire*, t. 122 et suiv.

(2) *Ibidem*, 123.

relatives à la propriété; nous en citerons, utiliserons ou rectifierons un certain nombre chemin faisant; beaucoup en face d'œuvres qui furent surtout des œuvres de polémique, répondirent par d'autres polémiques, et se soucièrent moins d'expliquer notre auteur que de le réfuter; beaucoup aussi, écrivant du vivant de Proudhon comme Sudre que nous citons tout à l'heure, ou comme Ludwig Stein (1), n'ont pu présenter de ses idées qu'un exposé fragmentaire, auquel manquait le nécessaire complément des œuvres postérieures, beaucoup enfin et des meilleurs comme Arthur Mülberger (2), Edouard Droz (3) et Hubert Bourgin (4), dans des études rapides de l'œuvre totale de Proudhon n'ont pu donner sur ce sujet spécial de la propriété, que des indications utiles mais brèves. Nous ne voyons à signaler, comme exposés d'ensemble des idées de Proudhon sur la propriété que celui de Karl Diehl (5) qui a consacré à ce sujet la plus grande partie de son premier volume, et celui d'Arthur Desjardins (6), dans son deuxième volume. Mais

(1) Ludwig von Stein, *Geschichte der sociale Bewegung in Frankreich*; Leipzig, 1850.

(2) Arthur Mülberger, P.-J. Proudhon, *Leben and Werke*, Stuttgart, Frommann, 1899.

(3) Edouard Droz, P.-J. Proudhon. Librairie de « Pages libres », Paris, 1909.

(4) Hubert Bourgin, Proudhon, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1901.

(5) Karl Diehl, P.-J. Proudhon, *Seine Lehre and Sein Leben*, Iéna, Gust. Fischer, 1^{er} vol. 1888, 2^e vol. 1890, 3^e vol. 1896.

(6) Arthur Desjardins. P.-J. Proudhon, *Sa vie, ses œuvres, sa doctrine*, Paris, librairie académique, Perrin et Cie, 1896, 2 vol.

ni l'une ni l'autre de ces deux études ne sont de nature à nous satisfaire. S'agit-il de Karl Diehl, outre que, suivant la méthode qu'il a adoptée dans son ouvrage, il réduit au minimum l'exposé des idées de Proudhon et en prend texte pour un long exposé de ses propres idées, qu'il s'en tient à peu près exclusivement à l'examen du Premier Mémoire et ne nous donne sur les œuvres ultérieures que des indications extrêmement incomplètes et vagues, il a si peu tenté d'approfondir la critique de Proudhon qu'il paraît la considérer quelque part (1) comme une condamnation absolue de toute espèce de propriété ; et, quand il passe à l'exposé des idées positives, il croit les avoir suffisamment expliquées et condamnées en y voyant une simple apologie du *mir* russe. Comment Diehl n'a-t-il pas compris, notamment, que Proudhon est partisan à toute époque de la possession *héréditaire* du sol, et qu'ainsi la plupart des critiques adressées justement aux communautés de village ne portent pas contre sa propre conception ? Quant au livre d'Arthur Desjardins,

(1) V. son livre, p. 33 à 52, en particulier p. 47 et 48 et l'interprétation erronée que donne Diehl du mot de Proudhon dans sa réponse à Blanqui : « M. Blanqui reconnaît qu'il y a dans la propriété une foule d'abus et d'odieux abus ; de mon côté j'appelle exclusivement propriété la somme de ces abus » ; I, 10, cela ne signifie pas, comme l'écrit Diehl que la propriété « ne soit qu'une source d'abus » et ne se justifie à aucun degré ; Proudhon sera le premier à défendre la propriété *moins ses abus*, c'est-à-dire la *possession*. Dans la dernière période de sa vie, il se déclarera d'ailleurs pour la propriété *avec ses abus*.

nous ne pouvons que pleinement souscrire au jugement que porte sur lui Edouard Droz (1). « Ce conservateur avait choisi Proudhon comme son héros afin d'en faire sa victime, sûr qu'il aurait enterré tout le socialisme français s'il en avait une fois mis à mal le représentant le plus considérable. Cette entreprise de polémique condamnait d'avance à la partialité l'ouvrage qui devait en résulter. De fait M. Arthur Desjardins a cherché partout l'occasion d'incriminer, de ravalier, de ridiculiser Proudhon... C'est une chicane perpétuelle quand ce n'est pas une calomnie ». Pour le sujet particulier qui nous occupe, nous aurons suffisamment dit ce que vaut l'exposé de M. Desjardins, quand nous aurons rappelé, avec Ed. Droz, qu'il ignore, et passe entièrement sous silence la *Théorie de la Propriété* ! Etrange ignorance ! dit Ed. Droz. En vérité.

(1) Ed. Droz, *loc. cit.*, p. 23, 34 et 25.

CHAPITRE PREMIER

Evolution des idées de Proudhon sur la propriété. — Propriété et possession. — La possession à Rome et chez les Hébreux. — Le fief et l'alleu. — Rapport des idées de Proudhon sur la propriété avec ses idées politiques et ses idées philosophiques. — Le but permanent : la terre à celui qui la cultive.

La question de la *Propriété* ressort au premier plan dans l'œuvre de Proudhon.

Elle était pour lui de capitale importance. « La question sociale tout entière se résume pour nous dans la propriété », écrira-t-il en 1848 (1). L'organisation de la propriété ne détermine pas seulement toute l'organisation économique, elle détermine aussi toute l'organisation politique, toute l'organisation militaire et administrative, le régime familial, la religion, la philosophie elle-même (2). « Le problème de la propriété est après

(1) Représentant du Peuple du 9 mai 1848. *Résumé de la Question sociale* *œ. c.*, t. VI. p. 170.

(2) *Deuxième Mémoire*, p. 281.

celui de la destinée humaine le plus grand que puisse se proposer la raison (1). »

Il s'en préoccupa toute sa vie.

Avant même que le mémoire de 1840, affirmant l'identité, ou, comme il dit, la synonymie de la propriété et du vol (2), l'eût posé devant l'opinion comme le plus violent des antipropriétaires, il entrevoyait, à travers la législation mosaïque un type d'organisation économique dans lequel le souci constant d'assurer « l'égalité des conditions et des fortunes (3) », entourait de prescriptions minutieuses la possession et la transmission des « héritages (4) ». De 1840 à 1842 la question de la propriété le domine exclusivement. Il y revient dans la Création de l'Ordre (1843) (5) et dans les Contradictions économiques (1845) (6), dans les articles et brochures des tumultueuses années de la Révolution (1848-1852) (7), dans le grand traité de la

(1) *Contr. Ec.*, p. 159, t. V.

(2) *Premier Mémoire*, I, 16.

(3) *De la célébration du dimanche*, p. 174 et ce que nous disons sur le même sujet dans notre article sur les tendances maîtresses de Proudhon. *Revue socialiste*, février 1909, page 136.

(4) *De la célébration du dimanche*, p. 142 et suiv. et ce que nous disons plus loin page 34.

(5) En particulier chap. IV, *L'Economie politique*.

(6) Le chapitre XI du tome II est consacré tout entier à la propriété.

(7) *Solution du problème social. — Organisation du crédit et de la circulation. — Le droit au travail et le droit de propriété. — Résumé de la question sociale : banque d'échange 1848. Confessions d'un révolutionnaire 1849*, et tout particulièrement *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle* (1851).

Justice (1858) (1) et dans le mémoire sur l'Impôt (1860) (2). Il la précise, d'un point de vue spécial, en 1862, à propos de la propriété littéraire (3). On pourrait croire alors, après vingt ans de réflexions et de polémiques, qu'il a tout dit. Mais à ce moment même, il nous annonce une étude nouvelle où il reprendra le problème par la base, et posera, pour la première fois, ses « conclusions (4). » C'est l'heure où la question des nationalités passionne l'opinion européenne. L'Italie achèvera-t-elle son unité ? Que deviendra l'Allemagne ? Et la Pologne, la triste nation mutilée pour laquelle la France brûle, depuis le début du siècle, d'un romantique amour, dont on retrouve le nom, de 1830 à 1860 dans tous les espoirs, toutes les révoltes, tous les enthousiasmes populaires, dont les malheurs servaient de prétexte en 1848, au soulèvement inconsidéré du 15 mai, dont on discute le sort dans les sociétés secrètes, dans les clubs et jusque dans les associations ouvrières (5), que fera-t-on pour la Pologne (6) ?

(1) Dans le chapitre sur *les Biens*, troisième étude.

(2) En particulier ch. iv, § 4, impôt sur la *rente foncière*.

(3) *Les Majorats littéraires*, examen d'un projet de loi ayant pour but de créer au profit des auteurs, inventeurs et artistes un monopole perpétuel, *œ. c.*, t. XVI.

(4) *Ibidem*, p. 124.

(5) On sait que c'est dans un Congrès provoqué par la question polonaise que prit naissance, à Saint-Martin's Halle, le 28 septembre 1864, l'Association internationale des travailleurs.

(6) Cette préoccupation polonaise remplit la correspondance des dernières années. Nous lui devons, outre un manuscrit encore inédit, la *Théorie de la Propriété* et le *Principe fédératif*. ¶

Proudhon, qui n'est pas homme à suivre aveuglément les grands mouvements irréfléchis de l'opinion, entreprend de répondre à cette question par une patiente et scientifique étude. Il consulte les historiens. Il s'efforce de préciser le caractère de la société polonaise et les raisons profondes de la ruine de cette nation. Mais ce qu'il retrouve au bout de son enquête, c'est encore le problème de la propriété (1). Et c'est comme un « nouveau travail sur la *propriété* », qu'il annonce en 1863 son prochain livre sur la Pologne (2). Sa récente ébauche sur le *Principe fédératif* (3), de même que les *Majorats littéraires*, ne sont à ses yeux que des fragments détachés (4) de cette théorie de la Propriété qui lui semble devoir être la plus extraordinaire de ses œuvres. « Ce travail, écrit-il, formera de 100 à 120 pages pour ce qui concerne la philosophie générale de l'institution seulement. L'ouvrage entier aura deux volumes de 360 à 400 pages... J'ai cherché à bien me pénétrer de ce qu'est la *propriété* (c'est l'*alleu* que je désigne exclusivement par ce mot) la *possession germanique* et *slave*, et enfin le *fief*; — j'ai tâché de m'éclairer à l'aide de quelques faits historiques empruntés surtout aux institutions de Rome, du Moyen Age et de

(1) *Corr.*, XII, 317 et XIII, 174.

(2) *Lettre à M. Grandclément* du 28 février 1863. *Corr.* XII, p. 311 et déjà *Corr.*, XI, 311 (décembre 1861).

(3) Du *Principe fédératif* et de la nécessité de reconstituer le parti de la révolution, 1863.

(4) *Lettre à Grandclément*, p. 312, XII.

l'histoire de Pologne ; j'ai essayé de répandre sur le tout la lumière que me fournissaient mes faibles études d'économie politique, de morale et de religion, et je crois avoir assez bien connu l'essence et la fonction de la propriété pour oser vous présenter les 120 pages que je vous annonce comme une *solution du problème* (1). »

On sait que la mort l'empêcha de réaliser ce beau projet. Du moins ses fidèles amis, Langlois, Duchêne, Bergmann, Delhasse, purent-ils recueillir et éditer, l'année suivante (1866), ce livre posthume sur la propriété qui n'est sans doute qu'un fragment détaché du grand ouvrage qu'avait conçu le maître (2), mais où se trouve exprimée, avec pleine vigueur et pleine clarté, sa pensée dernière.

1839, 1865, entre ces deux dates extrêmes, qui limitent toute sa période de fécondité littéraire, Proudhon a sans doute beaucoup changé. Une critique malveillante, plus attachée à la lettre qu'à l'esprit, n'aura pas de peine à montrer la contradiction partout. Et nous savons au reste que Proudhon lui-même, par ses outrances de langage, par son goût pour les affirmations déconcertantes, semblait parfois plus soucieux de favoriser une pareille interprétation que de la combattre (3).

(1) *Lettre à Grandclément*, p. 312 et 313.

(2) « Ma théorie fédéraliste est déjà un fragment enlevé à mon travail soi-disant Polonais, la Propriété sera le second. » *Corr.*, XIII, 174.

(3) Il a toujours aimé, en effet, à déconcerter ses lecteurs, et,

Mais d'autre part, dans ces passages mêmes où il se vante, lui, Proudhon l'antipropriétaire, de prendre en mains la défense de la propriété, compromise par des avocats inhabiles, il se refuse à rétracter un seul mot de sa précédente critique (1). Il prétendait, nous disent les éditeurs de la « Théorie de la Propriété », qui entreprendront de le démontrer à sa place, que ses idées sur cette matière « s'étaient développées suivant une série rationnelle dont le dernier terme avait toujours son point de départ dans le précédent » et que sa conclusion dernière n'avait « rien de contradictoire avec ses prémisses (2) ».

Nous espérons prouver, à notre tour, que, dès les premiers mémoires, si la négation et la critique tiennent

quand il ne lui suffit plus d'exagérer le contraste entre ses idées et celles des autres, il lui arrive de chercher son effet dans les oppositions de sa propre pensée. « Songez, écrit-il à ses éditeurs fidèles, les frères Garnier, à propos de sa brochure sur les *Majorats littéraires*, songez que la grande nouveauté de ma brochure est tout entière dans ce mot : *Proudhon défenseur de la propriété*. » (Corr. t. XII, p. 24, c'est Proudhon qui souligne). Et manifestement l'idée le séduit, après avoir passé pendant vingt-deux ans pour le plus implacable ennemi de la propriété et, comme il dit « après avoir effrayé le monde par la critique » de le « rassurer par la doctrine » (Corr., XI, 304, 28 déc. 1851). Nous montrerons tout à l'heure que le changement est beaucoup moins grand qu'il ne paraît. Et lui-même le dit à plusieurs reprises. Mais les choses seraient à son goût trop simples, s'il se résignait à le dire toujours.

(1) *Théorie de la Propriété*, éd. de 1866, p. II de la préface.

(2) V. Corr., XIII, 175, où il déclare sa précédente critique « indestructible en elle-même ».

assurément la plus grande place, une conception très positive de la propriété, ou, plus exactement, de la propriété foncière, se laisse aisément entrevoir, et que si dans la suite cette conception se modifie, outre que cette transformation s'opère dans un sens très défini et conformément à une évolution générale de l'esprit de Proudhon que nous avons eu déjà l'occasion d'indiquer (1), le changement, quoique réel, et destiné à répondre à des préoccupations d'un ordre nouveau, est moins considérable cependant dans le fond que dans la forme, la théorie finale sauvegardant pratiquement tous les résultats essentiels auxquels visait l'ancienne critique.

..

Pour nous faire comprendre, il nous faut d'abord, suivant le conseil de Proudhon lui-même, bien distinguer la *possession* et la *propriété*, « tout le monde, savants et ignorants, même des légistes » (2) confondant nous dit-il l'une avec l'autre, et appelant propriété ce qui n'est en réalité que possession. Dès les premiers mémoires, s'il attaque furieusement la propriété, qu'il veut « tuer dans un duel à outrance » (3) il ne touche pas

(1) V. notre étude sur les *Tendances maitresses de Proudhon. Revue Socialiste*, février 1909, page 137.

(2) *Théorie de la Propriété*, préface, page I.

(3) Lettre à Ackermann du 12 février 1840. *Corr.*, I, p, 185.

au « droit de possession » ; il se propose au contraire de le consolider. On aurait évité bien des contre-sens sur la pensée de Proudhon, bien des critiques qui ne portent pas, si l'on avait fait plus grande attention à cette distinction capitale. On aurait compris qu'à aucune époque ce rural n'a voulu « déposséder » le paysan de son lopin (1), que ce n'est pas seulement par un goût scholastique pour les antinomies qu'il repousse la communauté après avoir condamné la propriété, que son véritable but fut, dès l'origine, de réaliser l'union, le mariage, du travailleur et de la terre, et qu'un de ses premiers griefs contre la propriété fut précisément que, grâce à l'abstraction de ce prétendu droit absolu, le propriétaire peut vivre loin de sa terre, et vivre d'elle, sans la cultiver, sans l'aimer, sans la féconder de son patient et continu effort.

A vrai dire la « possession » n'a pas exactement pour Proudhon le sens que lui donnait le droit romain et elle n'a pas non plus le sens que lui donne notre droit français. Lui-même se fait quelque illusion quand il s' imagine employer ici « la langue classique de Rome et du Code civil (2) ».

Cf. aussi lettre du 15 novembre 1840 : « Il faut absolument culbuter les propriétaires ». *Corr.*, I, p. 253.

(1) V. plus haut p. 4 et suiv. et, II, 94. « On confond l'idée de dépossession que je repousse, avec celle d'abolition du domaine de propriété, que je proclame. » Explications présentées au ministère public sur le droit de propriété (3 février 1842).

(2) *Deuxième Mémoire*, p. 313, I.

En droit français la possession s'oppose à la propriété comme le *fait* s'oppose au *droit*. Le possesseur n'est pas propriétaire, mais il agit comme tel ; il a, nous disent les juristes, le *corpus* et l'*animus* ; il lui manque un titre régulier. Ce qui caractérise précisément la possession, c'est que la loi consent, dans certains cas et dans certaines limites, à considérer le possesseur comme un légitime propriétaire ; le possesseur peut même devenir réellement propriétaire ; c'est l'effet de l'usucapion. Ainsi la possession aboutit, en fait, à des résultats analogues à ceux de la propriété, et c'est précisément pour ce motif que seuls sont susceptibles de possession les biens qui sont susceptibles de propriété privée.

Or, tout ceci ne ressemble en rien à ce que veut dire Proudhon.

Pour lui la *possession* est bien une sorte de propriété diminuée. Mais le possesseur ne peut en aucun cas être considéré comme propriétaire ni devenir propriétaire. Pour parler le langage des juristes, il a le *corpus*, mais il n'a pas l'*animus* ; un titre régulier s'y oppose. En vertu de ce titre, le possesseur subira un certain nombre de restrictions et de servitudes que lui impose une autorité supérieure, laquelle, plus que lui, est maîtresse de son bien, et de laquelle il le détient. Bref, il est ce que notre droit appelle un *détenteur* ou *possesseur* précaire (1) : les types les plus usuels de la

(1) V. *Premier Mémoire*, I, 38. « Le locataire, le fermier, le commandité, l'usufruitier sont possesseurs. »

possession précaire étant le *fermage*, le *métayage*, et, ce dernier longtemps délaissé mais sans doute riche d'avenir, l'*emphytéose*.

Ce sens tout particulier du mot possession n'est pas sans quelque analogue en droit romain. Sans doute, en droit romain comme en droit français, c'est surtout à munir le possesseur sans titre de moyens de défense analogues à ceux dont dispose le légitime propriétaire que vise la théorie de la possession: La possession tend naturellement vers la propriété: elle finit par se confondre avec celle-ci. Mais, dans les premiers temps, c'est aux biens qui faisaient partie de l'*ager publicus* (terres conquises de l'Italie et des provinces) que le préteur eut surtout — quoique non exclusivement — l'occasion d'accorder ses interdicts possessoires. Le *dominium* ne pouvait s'appliquer à ces terres, parce qu'elles restaient soumises au droit éminent de l'Etat; à l'origine, elles payaient tribut (*vestigalia*); elles pouvaient, en théorie du moins, être reprises à leurs détenteurs provisoires et rentrer dans le domaine public.

Tel est le type de possession vers lequel vont, dans les premières œuvres, les préférences de Proudhon.

« La notion la plus exacte de la propriété, écrit-il en 1841, (1) nous est donnée par le droit romain, sur ce point fidèlement suivi par les anciens jurisconsultes: c'est le domaine absolu, exclusif, autocratique de l'homme

(1) *Deuxième Mémoire*, I, 284.

sur la chose, domaine qui identifie l'homme et la chose de telle sorte que le propriétaire peut dire : « Celui qui exploite mon champ est comme celui qui me fait travailler moi-même ; donc il me doit récompense... » Aussi Pothier disait-il, le *domaine de propriété* et non pas simplement la propriété. Et les plus savants jurisconsultes à l'instar du prêteur romain qui reconnaissait un *droit de propriété* et un *droit de possession* ont soigneusement distingué le *domaine* et le droit d'usufruit, d'usage, d'habitation, qui, *réduit à ses limites naturelles, est l'expression même de la justice*, et que je regarde comme devant supplanter la propriété domaniale et constituer finalement toute la jurisprudence. »

Proudhon assimile trop complètement le droit de possession tel qu'il l'entend avec la possession romaine ; mais son idée est claire : au *domaine de propriété* (*dominium ex jure quiritum*) droit absolu de l'homme sur la chose, il oppose le *droit de possession* (*possessio vel usufructus*, dira Gaius) (1) droit limité, droit concédé, soumis au contrôle d'une autorité supérieure qui sera pour Proudhon l'Etat, ou, terme moins inquiétant un « an-archiste », la société.

Cette importante distinction est au fond de toutes les conceptions qui tour à tour séduisirent Proudhon sur cette question de la propriété. Elle domine la critique des

(1) Lib., II, § 7 des Institutes.

trois premiers mémoires, la justifie et la limite à la fois (1). Et déjà, en 1839, dans le mémoire sur *la Célébration du Dimanche*, si la théorie de la possession était plutôt supposée qu'explicitement formulée, par la complaisance avec laquelle il décrivait le régime agraire des Hébreux Proudhon marquait fort nettement ses préférences (2): « Dès l'origine, les terres avaient été soumises à un partage égal: une espèce de cadastre général avait été exécuté par les soins de Josué, afin que, dans certains cantons la stérilité naturelle du sol fut compensée par une plus grande étendue de territoire ou par d'autres équivalents. D'après la loi aucun bien immeuble ne pouvait être aliéné à perpétuité... Toutenfant d'Abraham était donc obligé de conserver son patrimoine. Chacun devait pouvoir, dans la prospérité

(1) V. la curieuse interprétation qu'il donne du *tien* et du *mien* dans le premier mémoire; « en un mot tien et mien sont signes et expression de biens personnels, mais égaux [mon talent]: appliqués aux choses hors de nous, ils impliquent *possession, fonction, usage* et non *propriété* » (On doit dire mon champ comme on dit mon tailleur), I, 50.

(2) Dans le même ouvrage, II, 145, il soumet aux lecteurs un certain nombre de propositions « puisées, dit-il, aux seules sources de la fraternité et de la solidarité »; la septième de ces propositions est la suivante (p. 146): « L'homme est passager sur la terre; le même sol qui le nourrit a nourri son père et nourrira ses enfants. Le domaine de l'homme, sur quoi que ce soit, n'est point absolu: la *jouissance* des biens doit être réglée par la loi. » Et dans la conclusion, parmi les vérités qu'il voudrait entendre proclamées par le « réformateur » attendu, nous lisons: « Le travail est obligatoire, la *propriété n'est qu'usufruit*; l'héritage est un mode de partage », II, 189.

générale, manger sous sa vigne et sous son figuier : il n'y avait ni grandes exploitations ni grands domaines. L'Israélite malheureux ou ruiné pouvait engager son héritage, l'héritage de son père, comme il pouvait louer sa personne et ses bras : mais à l'année jubilaire toutes les propriétés étaient franches et revenaient à leurs maîtres... (1) » Nous savons qu'avec Hegel et Adam Smith, la Bible eut, de l'avis de Proudhon, une influence décisive sur la formation de ses idées. Nous voyons ici ce qu'il pût lui emprunter dans la question qui toute sa vie lui tint le plus à cœur.

Dans la théorie posthume de la propriété, nous retrouverons, avec toute la clarté et la précision désirable, la définition de la *possession*. Depuis 1839-1840 Proudhon a beaucoup étudié, beaucoup appris. Au cours de ses travaux historiques, il s'est convaincu que ce système, dans lequel « le domaine éminent... reste à l'Etat », le chef de famille n'ayant « pas autre chose qu'une faculté d'exploitation et une garantie d'usufruit » (2), fut originairement, sous une forme plus ou moins explicite, « celui de tous les peuples, Egyptiens, Arabes, Juifs, Celtes, Germains, Slaves, et des Romains eux-mêmes » (3). « Il est acquis, écrit-il fort justement, que la possession, malgré sa modeste figure, a tenu jusqu'ici beaucoup plus de place dans la

(1) *De la célébration du dimanche*, page 142 et 413.

(2) *Théorie de la Propriété*, p. 87.

(3) *Ibidem*, p. 88.

civilisation que la propriété. La terre, pour l'immense majorité de ceux qui la cultivent, quand ils n'ont pas été serfs de la glèbe, a été tenue en *colonat*, *emphytéose*, *bénéfice*, *précaire*, *commande*, *main-morte*, *bail à ferme et à cheptel*, etc., tous termes synonymes ou équivalents de possession (1). » A partir de 1861 surtout les recherches dans lesquelles le plonge l'examen de la question polonaise lui ont permis de mieux connaître la *possession* germanique et slave (2) et d'approfondir la fameuse distinction qu'établissait le droit féodal entre l'*alleu* et le *fief*. L'*alleu* et le *fief*, ce sont d'autres mots pour désigner la *propriété* et la *possession*. « Oui vous avez raison, écrit-il le 21 novembre 1861 à Grandclément, dont un court manuscrit vient de l'aider à comprendre l'entière portée de cette distinction, on peut ramener toute la théorie de la propriété à deux catégories fondamentales : l'*alleu* et le *fief*. Comment n'ai-je pas eu cette idée qui m'assiégeait aussi bien que vous (3)? » L'*alleu*, (*al integer, od bonum*) (4) c'est la propriété pleine et entière, pareille au *dominium* romain, libre de toutes redevances et de toute restriction ; le *fief*, et au fief il faut joindre toutes les espèces si variées de *tenures* que

(1) *Théorie de la Propriété*, p. 90 et 91.

(2) V. plus haut la citation de la page 26.

(3) *Corr.*, XI, 293.

(4) Cette étymologie n'est pas de Proudhon. Celui-ci, peu scrupuleux en matière d'étymologie, malgré son goût pour la linguistique, rapproche *alleu* de *lot*.

vit se développer le Moyen Age (précaire, long bail, emphytéose, bail à cens et à rente) c'est la propriété diminuée, dépendante, au-dessus de laquelle plane le droit *éminent* du suzerain, la *directe* du seigneur ou du roi. Seul le propriétaire d'*alleu* est maître absolu de son bien. Ainsi le droit féodal, avec plus de clarté et de précision que le droit romain ou le Code civil, fournit à Proudhon l'exemple de cette distinction fondamentale autour de laquelle gravitent toutes ses idées sur la propriété. Mais, tandis qu'en 1840, il condamne la propriété et ne considère comme légitime que la possession, en 1861 comme aussi dans la théorie posthume c'est l'*alleu* qui a toutes ses préférences. *Je suis pour l'alleu contre le fief* déclare-t-il hautement dans la lettre que nous venons de rappeler (1).

On a beau jeu, en vérité, pour accuser Proudhon de contradiction et pour déclarer avec M. A. Desjardins qu'il donne ainsi « le coup de grâce au mémoire de 1840 (2) ».

La contradiction est-elle cependant aussi profonde qu'elle paraît ?

..

« Je n'ai point à me déjuger, à me rétracter, écrit-il à Chaudey le 28 décembre 1861 ; j'étais dans la bonne

(1) *Corr.*, XI, 294.

(2) Desjardins, *loc. cit.*, t. II, p. 179.

voie (1). » Telle est sa prétention constante. Comme le remarque M. Desjardins, « il n'en démordra pas (2) ». Ne serait-ce de sa part qu'outrecuidance et « jonglerie (3) » ?

Il convient de noter d'abord que, dans la « théorie de la Propriété », s'il abandonne le système de la *possession*, qu'il défendait dans les premiers Mémoires, il ne considère nullement ses affirmations d'alors comme fausses ; elles étaient simplement incomplètes. Elles ne tenaient pas compte de tous les éléments du problème. Pour parler le langage de la *Création de l'Ordre* elles n'étaient vraies que sous *un point de vue* déterminé. La critique des premiers Mémoires cherche les conditions dans lesquelles peut se développer l'égalité sociale, se réaliser la justice ; elle se place au point de vue de l'économie politique et de la morale. Or, la possession terrienne, telle qu'il la préconisait alors, est « essentiellement égalitaire (4) ». « Au point de vue de la justice et de l'économie politique, ce système *défie la critique* (5) ». « Que demande l'économie politique ? ajoute-t-il, que le travailleur soit libre : c'est ce qui arrive aujourd'hui pour le paysan russe comme en France pour tout usufruitier ; qu'il soit

(1) *Corr.*, XI, 304. V. aussi *Justice*, XXI, 326 et 327.

(2) Desjardins. *Ibidem*, p. 178, t. II.

(3) *Ibidem*, p. 179, t. II.

(4) *Théorie de la Propriété*, page 89.

(5) *Ibidem*, p. 88.

maître de ses mouvements ; il l'est dès qu'il travaille pour lui-même, sauf la contribution à payer à la commune et à l'Etat, c'est encore ce qui a lieu. Ici, point de servitude personnelle point de salariat, point de prolétariat, pas de réglementation : qu'est-ce que la science peut exiger de plus ?... Si la maxime *Chacun chez soi, chacun pour soi* peut être considérée comme une vérité d'économie politique et de droit, elle reçoit son application aussi bien avec la possession ou propriété restreinte qu'avec la propriété absolue : il y a même en celle-ci une pointe d'égoïsme féroce qui ne se trouve point en celle-là. Au point de vue de la morale comme à celui de la liberté, la possession est *irréprochable* (1). » Si le système de la possession n'a pas prévalu, c'est que des motifs étrangers à l'économie politique aussi bien qu'à la morale inspiraient « cette raison immanente qui dirige les collectivités humaines et dont les conceptions dépassent la portée naturelle de la raison particulière (2). » La propriété se justifie comme une *sauvegarde contre l'absolutisme de l'Etat*. Les arguments qui plaident pour elle sont tirés de la *politique*.

Ainsi, la théorie de la propriété, défendue dans les dernières années, ne contredit pas la théorie antérieure de la possession (3), elle s'y superpose. Les déclara-

(1) *Théorie de la propriété*, p. 89 et 90.

(2) *Ibidem*, p. 103.

(3) « Pour rendre raison de la propriété, dit-il en critiquant ses

tions posthumes que nous venons de citer en font foi. Mais dès 1851, dans *l'Idée générale de la Révolution XIX^e siècle*, Proudhon écrivait :

« Tous les socialistes, Saint-Simon, Fourier, Owen, Cabet, Louis Blanc, les chartistes, ont conçu l'organisation agricole de deux manières :

« Ou bien le laboureur est simplement *ouvrier associé d'un grand atelier de culture* qui est la Commune, le Phalanstère ;

« Ou bien la propriété territoriale étant rappelée à l'Etat, chaque cultivateur devient lui-même fermier de l'*Etat qui seul est propriétaire*, seul rentier. Dans ce cas la rente foncière compte au budget et peut même le remplacer intégralement.

« Le premier de ces deux systèmes est à la fois gouvernemental et communiste : par ce double motif il n'a aucune chance de succès. Conception utopique, mort-née. Les phalanstériens parleront longtemps encore de leur commune modèle ; les communistes ne sont pas près de renoncer à leur fraternité champêtre. Qu'on leur laisse cette consolation. Si l'idée d'association agri-

devanciers, ils sont remontés aux origines, ils ont scruté, analysé les principes, ils ont évoqué les besoins de la personnalité et les droits du travail et fait appel à la souveraineté du législateur, c'était se placer sur le terrain de la possession... Ce n'est ni dans son principe, ni dans ses origines, ni dans sa matière qu'il faut chercher la raison de la propriété ; à tous ces égards, je le répète, la propriété ne peut rien offrir de plus que la possession ; c'est dans ses fins. » *Théorie de la Propriété*, 2^e éd., p. 128. V. ce que nous disons plus loin p. 159 et suiv.

coleou de culture par le gouvernement se produisait jamais d'une manière sérieuse dans la Révolution, à supposer que le gouvernement subsistât dans une révolution dirigée principalement contre lui, le cas d'insurrection serait posé au paysan. Il y aurait pour lui, de la part de ceux-là mêmes qui se diraient socialistes, menace de tyrannie.

« Le second système semble plus libéral : il laisse le cultivateur maître dans son exploitation, ne le soumet à aucun conseil, ne lui impose aucun règlement. En comparaison du sort actuel des fermiers, il est probable qu'avec la longueur des baux et la modération des fermages l'établissement de ce système ne rencontrerait pas d'opposition dans les campagnes. J'avoue, pour mon compte, que *je me suis longtemps arrêté à cette idée qui fait une certaine part à la liberté, et à laquelle je ne trouvais à reprocher aucune irrégularité de droit.*

« Toutefois elle ne m'a jamais complètement satisfait. J'y trouve toujours un caractère *d'autocratie gouvernementale* qui me déplaît ; j'y vois une barrière à la liberté des transactions et des héritages (1) ; la libre disposition du sol enlevée à celui qui le cultive, et cette souveraineté précieuse, ce *domaine éminent*, comme

(1) V. plus loin page 175 et suiv., l'importance que prit de plus en plus pour Proudhon cette « liberté des transactions et des héritages », et le rapport de cette question avec celle du crédit. Il y a là une raison *économique* de l'évolution des idées de Proudhon, sur laquelle nous insisterons plus loin, mais qu'il faut dès à présent indiquer.

disent les légistes, de l'homme sur la terre interdit au citoyen et réservé tout entier à cet être fictif, sans génie, sans passion, sans moralité qu'on appelle l'*Etat*, dans cette condition le nouvel exploitant est moins, relativement au sol, que l'ancien, il a perdu plus qu'il n'a gagné ; il semble que la motte de terre se dresse contre lui et lui dise : « Tu n'es qu'un esclave du fisc, je ne te connais pas (1). »

Bref, la théorie de la possession est satisfaisante si l'on n'envisage que l'économie politique, la morale, le droit ; mais elle ne l'est plus dès qu'on se préoccupe des rapports du citoyen et de l'Etat : les variations de Proudhon sur le problème de la propriété sont en étroite liaison avec le développement de ses idées politiques.

Or, nous le savons (2), les préoccupations politiques sont chez Proudhon contemporaines des préoccupations économiques et apparaissent dès le *Mémoire de 1840* ; mais tandis que, dès 1849, Proudhon avait formulé les principes essentiels de ses théories économiques et passait aux applications pratiques, en matière politique il n'avait guère exprimé à cette même époque que ses postulats, ou, si l'on veut ses préjugés, il n'avait rien

(1) *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*, choix d'étude sur la pratique révolutionnaire et industrielle, *œ. c.*, t. X, p. 218 et 219.

(2) C'est à la fin du *Premier Mémoire sur la Propriété* que Proudhon formule sa profession de foi d'*an-archiste*. Ce mémoire porte d'ailleurs comme sous-titre : *Recherches sur le principe du droit et du gouvernement*.

approfondi. C'est après l'échec de la Banque du Peuple — échec occasionné du reste par les violents articles de Proudhon contre la Présidence et la condamnation qui s'ensuivit (1), c'est-à-dire par des raisons politiques plutôt qu'économiques — c'est donc vers le milieu de l'année 1849 seulement que le problème politique se pose décidément pour lui au premier plan. Ce souci nouveau apparaît dès avril 1849, dans les articles du *Peuple* sur la République et la Coalition (2), dans les Confessions d'un Révolutionnaire (novembre 1849) où, retournant l'aphorisme fameux des Jacobins il déclare que « la Révolution sociale est le moyen » mais que « la Révolution politique c'est-à-dire l'abolition de l'autorité parmi les hommes est le but (3) », dans l'âpre polémique engagée par la *Voix du Peuple* (novembre-décembre 1849), contre Louis Blanc et Pierre Leroux (4), enfin et surtout dans cette « Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle », son dernier ouvrage avant le coup d'Etat, où se trouve le premier exposé d'ensemble de sa conception de l'*anarchie*. Mais c'est précisément dans cet ouvrage que Proudhon, après avoir préféré dans les premiers mémoires la *possession* à la *propriété*, après avoir présenté, dans les Contradictions Econo-

(1) V. *Corr.*, II, 366, la lettre du 8 mars 1849 par laquelle il annonce à Guillemin sa détermination de dissoudre la Banque du Peuple.

(2) *œ. c.*, t. XVIII, p. 121 et suiv.

(3) *œ. c.*, t. IX, p. 25.

(4) *œ. c.*, t. XIX, p. 5 et suiv.

miques la défense de la propriété comme une nécessité de dialectique plutôt que comme l'expression d'une conviction personnelle, après plus d'une hésitation et plus d'une contradiction, opta décidément pour la propriété. C'est bien la préoccupation politique qui peu à peu pénètre et progressivement transforme la doctrine économique; ou encore c'est l'idée de liberté qui de plus en plus balance et finalement domine l'idée d'égalité (1).

Mais c'est aussi, tant se mêlent intimement chez notre auteur tous les ordres de recherches, sa conception de la propriété qui suit l'évolution générale de ses idées philosophiques.

Ce que Proudhon attaquait, en 1840, dans la propriété telle qu'il la trouvait définie par les juristes et les économistes, par le droit romain et le Code civil, c'était son caractère d'*absolu*. « La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière *la plus absolue* »... c'est cette définition prise elle-même absolument — et sans tenir un compte suffisant de la restriction qui l'accompagne (2) — qui sert de point de

(1) V. notre étude sur les Tendances Maîtresses de Proudhon, *Revue Socialiste*, février et mars 1909.

(2) KARL DIEHL (*loc. cit.* p. 24 et suiv., t. I), et, après lui TARBOURIECH, *Essai sur la Propriété*, Paris, 1904, p. 62 et suiv., reprochent à Proudhon d'avoir pris comme point de départ de ses déductions une notion *abstraite et générale* de la propriété *absolue*, qui ne correspond à rien de réel. Il faut répondre à ce reproche que Proudhon ne fait ainsi qu'adopter le point de vue des

départ à sa critique. Et il semble bien que les observations qu'il fit alors sur les abus de l'absolutisme propriétaire lui aient donné la première idée de cette condamnation de l'*absolu*, en tout et partout, qu'il nous présenta plus tard comme le principe et la fin de sa philosophie ? Et c'est aussi l'exemple de la propriété qui lui fit concevoir la possibilité de trouver, par delà l'antagonisme sans fin des principes absolus les idées synthétiques qui les concilient. La *possession* n'était-elle pas déjà l'une de ces idées ? Ne réunit-elle pas en elle, par l'effet d'une conciliation supérieure, tout ce qu'il y a « de vrai, de conforme au vœu de la nature et aux lois de la sociabilité (1) » dans ces deux idées impossibles et contradictoires que sont la propriété et la communauté ? « La communauté cherche l'égalité et la loi, écrit Proudhon dans la conclusion du Premier Mémoire, la propriété, née de l'autonomie de la raison et du sentiment du mérite personnel, veut sur toutes choses l'indépendance et la proportionnalité. Mais la communauté, prenant l'uniformité pour la loi et le nivellement pour l'égalité, devient tyrannique et injuste : la propriété, par son despotisme et ses envahisse-

juristes et des économistes qu'il critique. Tous, en effet, s'attachaient à défendre la même notion abstraite ; Tarbouriech le montre fort justement lui-même. Et la critique de Proudhon aboutit précisément, dans ce premier Mémoire, à démontrer que toute propriété réelle, et surtout toute propriété *juste* (ce qu'il appelle *possession*) est une propriété restreinte, *relative*.

(1) *Premier Mémoire*, p. 220, I.

ments, se montre bientôt oppressive et insociable ». Il s'agit de trouver une troisième forme de société qui sera « la synthèse de la communauté et de la propriété (1) ». Proudhon lui donne dans ce passage le nom de *liberté*, mais c'est bien dans le régime de « la *possession individuelle*, condition de la vie sociale (2), » que cette société de liberté se réalise. Ainsi, longtemps avant de subir le tyrannique prestige de la dialectique hegelienne, Proudhon pratique déjà la synthèse des contradictoires (3). Mais la notion même de synthèse cessa bientôt de le satisfaire (4), vers 1854, il lui substitue l'idée d'*équilibre*. Il ne s'agit plus alors de nier

(1) *Ibidem*, p. 219.

(2) *Ibidem*, p. 222.

(3) Il n'ignore pas d'ailleurs, dès cette époque, qu'il fait usage d'une « formule hegelienne ». *Ibidem*, p. 202. Il écrira dans la théorie posthume : « Quelle était dès lors ma pensée ? c'est que la propriété étant un absolu, une notion qui implique deux contraires, ou, comme je disais avec Kant et Hegel une *antinomie*, devait être *synthétisée* en une formule supérieure qui, donnant également satisfaction à l'intérêt collectif et à l'initiative individuelle, devait, disais-je, réunir tous les avantages de la propriété et de l'association sans aucun de leurs inconvénients. Je donnais à cette formule supérieure, prévue et affirmée par moi, dès 1840, en vertu de la dialectique hegelienne, mais non encore expliquée ni définie le nom provisoire de *possession*, terme équivoque, qui rappelait une forme d'institution dont je ne pouvais vouloir et que j'ai abandonnée » (*Théorie de la propriété*, p. 205).

(4) *Théorie de la Propriété*, p. 286, « vers 1854 je m'aperçus que la dialectique d'Hegel .. était fautive en un point... l'antinomie ne se résout pas... seulement elle peut être *balancée* soit par l'équilibration des contraires, soit par son opposition à d'autres antinomies. »

les principes antagoniques, dont l'éternelle opposition fait toute la vie et le mouvement de l'univers, il suffit de les *mettre en balance* les uns avec les autres. La propriété absolue reçoit ainsi de la philosophie une consécration aussi solide que de la politique. Et c'est bien de la propriété *absolue* qu'à partir de 1862 Proudhon prend vigoureusement la défense (1). « Pour changer les effets d'une institution qui dans ses commencements fut le comble de l'iniquité, pour métamorphoser l'ange des ténèbres un ange de lumière, » il ne fut besoin que de « *l'opposer à lui-même en même temps qu'au pouvoir*, de l'entourer de garanties »... « Cette transformation que je cherchais sous le nom de synthèse, ajoutait-il, nous l'avons obtenue, sans aucune altération de principe, par un simple équilibre (2). »

Mais, qu'il s'agisse de la propriété « équilibrée » des dernières années ou de la « propriété restreinte » qui fut, sous le nom de *possession* l'idéal de ses premiers écrits, il est permis de dire que ce changement — quelque importance que Proudhon attache à toute cette philosophie — touche à la forme plus qu'au fond. Ou plutôt, comme il prend soin de nous en avertir lui-même, si ce changement apporte une transformation notable à ses théories politiques, la conception de la propriété absolue faisant partie intégrante à ses yeux,

(1) *Ibidem*, p. 208.

(2) *Théorie de la Propriété*, p. 210.

du système de la fédération, au point de vue de l'économie politique, de la justice économique, qui fut le point de vue des premiers mémoires, le but poursuivi n'a pas sensiblement varié. Il espère l'atteindre par d'autres moyens, avec une moindre intervention de l'autorité, de l'Etat, avec une initiative plus grande laissée aux énergies, disons plus, aux égoïsmes des individus (1). Mais ce qu'il veut c'est bien au fond la même chose et nous pouvons définir cet idéal d'un mot. Il faut laisser la terre à ceux qui la cultivent, toute réserve faite des injustices résultant de l'inégale fécondité des lots, il faut que le produit de la terre cesse d'aller à ceux qui ne l'ont pas conquis par leur travail, il faut enfin que chaque cultivateur, ou plutôt, chaque famille de cultivateur ait autant de terre qu'elle peut en mettre en valeur, jamais plus.

Nous allons voir cet idéal se déterminer au cours des violentes critiques des premiers Mémoires. Nous sommes à présent suffisamment avertis pour ne donner à ces critiques, en dépit des exagérations de forme, que leur exacte portée.

(1) *Theorie de la Propriété*, p. 228. « La propriété est l'égoïsme idéalisé, consacré, investi d'une fonction politique et juridique. Il faut qu'il en soit ainsi parce que jamais le droit n'est mieux observé qu'autant qu'il trouve un défenseur dans l'égoïsme et dans la coalition des égoïsmes. »

CHAPITRE II

LA CRITIQUE DE LA PROPRIÉTÉ

Propriété et inégalité.

I

Critique des arguments présentés en faveur de la propriété. — *L'occupation* ne fonde pas la propriété ; elle donne à tous les hommes un droit égal de *possession*. — La propriété est-elle fondée sur le *travail* ? — Proudhon et les économistes classiques ; le droit au produit intégral du travail et la solidarité sociale ; le travail ne donne aucun droit sur la matière ; il conduit à l'égalité des *possessions*. — Argumentations fondées sur le *droit naturel*, le *consentement universel*, la *loi*, la *liberté*. — La propriété équilibrée par le droit.

II

Critique des *abus* de la propriété : le droit d'aubaine, le fermage.
— Accaparement et morcellement.
La propriété paysanne.

La critique de la propriété, telle qu'elle est présentée dans les premiers Mémoires, est tout entière dominée par l'idée d'égalité. L'égalité n'est pas seulement,

à cette date, la passion suprême de Proudhon (1). C'est l'idée d'égalité que l'application méthodique de la dialectique des identités (2) lui révèle comme le fond commun ou la conclusion nécessaire de tous les raisonnements, *quels qu'ils soient*, qu'ont imaginés les juristes, les économistes ou les philosophes pour défendre la propriété (3). L'égalité est historiquement à l'origine de l'institution de la propriété ; c'est elle qui dirigeait confusément dans les premiers âges la raison instinctive et spontanée du genre humain (4), comme elle inspire, à leur insu, la pensée académique des doctes (5). Mais c'est aussi l'égalité qui condamne la propriété. C'est parce que, par la fatalité de sa nature, la propriété engendre nécessairement l'inégalité que Proudhon la déclare « impossible » qu'il y voit une pure « négation, un mensonge, un *rien* (6) ». Et c'est encore parce qu'elle est inégalité, privilège, oppression, qu'à toutes les époques, chez tous les peuples, la propriété a été la cause et « le principe générateur de toutes les

(1) V. notre étude sur les tendances maîtresses de Proudhon *Revue Socialiste* de février 1909.

(2) V. Introduction, pages 12 et suiv.

(3) V. *Corr.*, I, 179. « Je prouve que toutes les théories imaginées par les philosophes, les légistes, etc, supposent implicitement l'égalité. »

(4) *Premier Mémoire*, I, 64, 65.

(5) *Corr.*, I, 179. « L'égalité est la loi nécessaire... à laquelle tous obéissent à leur insu, même lorsqu'ils s'en écartent, dans toutes les doctrines sur la propriété. »

(6) *Premier Mémoire*, pages 174-175.

révolutions (1) ». Enfin, c'est à constituer, en dehors de toute communauté un régime permanent d'égalité que tend, en 1840, la théorie de la *possession* (2), comme y tendront encore, en 1862, les garanties dont Proudhon s'efforcera d'entourer la *propriété* réhabilitée.

Gravitant autour de cette idée centrale, l'argumentation de Proudhon se présente sous deux aspects différents : d'une part c'est une critique très serrée des diverses raisons alléguées en faveur de la propriété; et cette critique est d'une vigueur que les juges les moins indulgents (3) reconnaissent et dont ils n'ont pas toujours triomphé eux-mêmes aussi aisément qu'ils paraissent

(1) *Premier Mémoire*, page 195. « Sans doute, ajoute Proudhon, le progrès de l'humanité a d'autres éléments, mais dans la multitude des causes secrètes qui agitent les peuples, il n'en est pas de plus puissantes, de plus régulières, de moins méconnaissables que les explosions périodiques du prolétariat contre la propriété. » C'est en s'appuyant sur des passages de ce genre qu'on a pu voir en Proudhon un précurseur du matérialisme historique. Nous examinerons cette question plus tard. Mais dès le *Premier Mémoire* comme dans les *Contradictions économiques*, comme enfin dans le grand traité *De la Justice*, c'est la « Justice s'objectivant » dans la matérialité des faits économiques, c'est une idée morale s'exprimant, se réalisant dans les choses, qui, suivant lui, domine et explique le devenir historique. Il y a là beaucoup plus d'hégélianisme que de matérialisme (v. *Premier Mémoire*, page 34).

(2) Cf. *Premier Mémoire*, préface de la 2^e édition, I, 10 : « Trouver un système d'égalité absolue, dans lequel toutes les institutions actuelles, moins la propriété ou la somme des abus de la propriété, non seulement puissent trouver place, mais soient elles-mêmes des moyens d'égalité. »

(3) V. Desjardins, II, 102.

s'en flatter ; et d'autre part, Proudhon, approfondissant par une étude directe la nature de la propriété, démontre toutes les impossibilités, tous les abus, toutes les conséquences désastreuses auxquelles cette institution de misère, de spoliation et d'esclavage aboutit.

Nous examinerons successivement ces deux points.

I

Les raisons alléguées en faveur de la propriété sont diverses. Mais aucune ne résiste à l'examen, les plus solides justifiant bien une certaine forme de *possession*, non la propriété.

La plus ancienne en date, la plus familière aux juristes, hommes de tradition, qui prennent pour point de départ de leurs études les institutions établies et les « droits acquis », est celle qui voit dans l'*occupation* à la fois l'origine de la propriété et son légitime fondement. Cette idée jouait un rôle considérable en droit romain. Elle n'a pas entièrement disparu de notre code civil. Et l'importante théorie de l'*usucapion* n'en est en somme que le principal corrolaire.

Quemadmodum theatrum cum commune sit, écrit Cicéron, comparant la terre à un vaste théâtre, *rectè tamen dici potest ejus esse eum locum quem*

quisque occuparit (1). Et le philosophe écossais Reid, commentant l'écrivain latin : « La terre est un vaste théâtre que le Tout-puissant a disposé avec une sagesse et une bonté infinie pour les plaisirs ou les travaux de l'humanité tout entière. Chacun a le droit de s'y placer comme spectateur et d'y remplir son rôle comme acteur, sans troubler les autres (2) » ; voilà toute la théorie ; la terre n'est à personne, à chacun d'en prendre la part nécessaire à sa nourriture et à son habitacle : *quod enim nullius est, id ratione naturali occupanti conceditur* (3) ». Or, cette comparaison est loin de déplaire à Proudhon. Mais ce sont les conséquences qu'il conteste. Soit, la terre appartient primitivement à tous les hommes (4) ; chacun a le droit de s'y établir, et même cet établissement, avec des ga-

(1) *Premier Mémoire*, p. 46, Proudhon ajoute : « Ce passage est tout ce que l'antiquité nous a laissé de plus philosophique sur l'origine de la propriété » (*Ibidem*).

(2) *Ibidem*, p. 48.

(3) Digeste., *de acquir. rerum dominio*, 41, I.

(4) Il y aurait beaucoup à dire sur la théorie de l'occupation comme explication de l'origine historique de la propriété. Comme l'a montré avec force Sumner Maine dans son étude sur les Villages Communies : « C'est la propriété collective, non la propriété individuelle, qui est la véritable institution primitive. » (Proudhon le déclare lui aussi ailleurs. V. plus haut page 35) ; et l'idée que l'occupation « donne un titre à la propriété des objets qui n'appartiennent à personne est très probablement la conséquence d'une jurisprudence raffinée et d'un état de droit avancé ». Mais ce problème historique n'a qu'une importance secondaire pour l'argumentation de Proudhon qui porte ici sur le droit plus que sur le fait.

ranties sérieuses de durée, d'hérédité, est la condition de toute richesse agraire, de toute culture attentive et féconde. Proudhon ira dans ce sens aussi loin qu'on voudra. Ceux-là l'ont bien mal lu, qui lui objectent la mauvaise exploitation, la pauvreté des *mir*s russes, ou qui font appel à l'histoire des Fuégiens, des Peaux-Rouges ou des Hindous, pour lui démontrer que partout « l'effort du cultivateur tend à s'émanciper de la propriété indivise (1) » et que les progrès de la civilisation sont en raison directe des atteintes portées au communisme primitif. Cet adversaire acharné de la communauté n'a nullement besoin qu'on lui dise les avantages de la « possession individuelle » ; mais la possession n'est pas la propriété. « Le théâtre, dit Cicéron, est commun à tous ; et cependant la place que chacun y occupe est dite *sienna* c'est-à-dire évidemment qu'elle est une place *possédée*, non une place *appropriée*. Cette comparaison anéantit la propriété (2) »... On ne comprendrait pas qu'un spectateur prétendit « occuper simultanément une place au parterre, une autre dans les loges, une troisième vers les combles (3). » Or,

(1) Desjardins, *loc. cit.*, t. II, p. 106.

(2) *Premier Mémoire*, I, 46.

(3) *Ibidem*, v. dans le même sens EM. DE LAVELEYE, *De la Propriété et de ses formes primitives*. Chapitre XXXVI, *Théorie de la Propriété*, quatrième édition, Paris 1891, notamment page 545. Tout ce chapitre de Laveleye révèle d'une manière manifeste l'influence du *Premier Mémoire* de Proudhon. A vrai dire le nom de Proudhon, autorité compromettante, n'y est même pas prononcé.

telle est précisément l'outrecuidante prétention du propriétaire. Bien loin de borner son domaine au terrain qu'il peut réellement *occuper*, c'est-à-dire à celui qu'il féconde de son labeur et dont les produits suffisent à sa consommation, il veut l'étendre aussi loin que vont ses rêves d'ambition et sa cupidité, qui sont sans bornes ! La *propriété*, mais c'est précisément ce droit *éminent* de l'homme sur la chose, indépendant de toute occupation comme de tout travail, à la perpétuité duquel suffit la volonté abstraite, l'intention, ou, comme disent les juristes, l'*animus* du propriétaire. Vous alléguiez l'occupation, l'usucapion, l'autorité traditionnelle de la jurisprudence et des codes ; cette autorité n'est pas négligeable ; elle exprime la pensée instinctive de l'humanité ; mais il faut savoir l'interpréter. Si l'occupation prolongée donne des titres à la propriété, n'en doit-on pas conclure *a contrario* que la non-occupation en fait perdre ? admettez donc la revendication du fermier contre son propriétaire. L'occupation peut fonder dans une certaine mesure le droit de possession ; elle ne justifie pas le droit de propriété, elle le détruit (1).

Au reste, quelle que soit l'étendue du droit d'occupation, ce droit est égal pour tous. Le « Tout-Puissant »,

Mais Laveleye avait ailleurs rendu justice au grand polémiste et dit ce qu'il lui devait. Voir plus loin pages 190 et suiv.

(1) *Premier Mémoire*, I, 68. « Non seulement l'occupation conduit à l'égalité, elle empêche la propriété. »

dont nous parle le philosophe écossais ne fait pas de préférences entre ses enfants. Comment donc le propriétaire prétend-il, retranché derrière l'absolutisme supposé de son droit, exclure à jamais les prolétaires d'un avantage qu'il doit au hasard d'une occupation antérieure dont le souvenir se perd dans la nuit des temps. « Si le droit de vivre est égal, le droit de travailler est égal et le droit d'occuper encore égal. Des insulaires pourraient-ils sans crime, sous prétexte de propriété, repousser avec des crocs de malheureux naufragés qui tenteraient d'aborder sur leur côte ? L'idée seule d'une pareille barbarie révolte l'imagination. Le propriétaire, comme un Robinson dans son île, écarte à coup de pique et de fusil le prolétaire que la vague de la civilisation submerge et qui cherche à se prendre aux rochers de la propriété (1). » Le droit du premier occupant, tel que l'invoque la propriété, droit exclusif, absolu, éternel, ne mérite pas le nom de droit. C'est la « religion de la *force* (2). » Alors, trêve de dissertations et de discussions, cessons d'invoquer hypocritement la justice, de prostituer la philosophie. La guerre est déclarée : « Propriétaires, défendez-vous ! »

(1) *Premier Mémoire*, p. 49.

(2) *Contr. Ec.*, II, 242 (œ. c., t. V). « Puisque la propriété se manifeste par l'occupation et l'exploitation, qu'elle a pour but de fortifier et d'agrandir le monopole par le domaine et l'hérédité, qu'au moyen de la rente elle recueille sans travail et par l'hypothèque compromet sans caution, qu'elle est réfractaire à la société, que sa règle est le bon plaisir et qu'elle doit périr par la justice, la propriété est la religion de la Force. »

Répliquera-t-on à cette argumentation passionnée, qu'il est arbitraire de considérer *in abstracto* le simple fait de l'occupation, que l'occupation ne va jamais sans effort, sans travail (1), et que, si la société garantit l'occupant contre toute atteinte portée à sa propriété, ce n'est point par je ne sais quel respect mystique de sa simple intention de posséder, mais pour récompenser sa peine. Soit ; on abandonne donc l'idée de l'occupation pour celle du travail. La propriété trouve-t-elle dans le travail une justification suffisante ? très grosse question, question capitale dans la doctrine de Proudhon, problème central du socialisme. Il est nécessaire d'y insister.

Si la théorie qui fonde la propriété sur le droit d'occupation est la plus familière aux juristes, celle qui cherche à la justifier par le *travail* est la conception préférée des économistes (2). N'est-ce pas au travail qu'avec Adam Smith ils attribuent la production de la richesse ? Et n'est-il par naturel que, par une consé-

(1) Desjardins, *loc. cit.*, p. 117, t II.

(2) Cette théorie se trouve exposée pour la première fois d'une façon systématique par Locke. *Du gouvernement civil*, chapitre ix. Locke aboutissait à des conclusions égalitaires très voisines de celles de Proudhon. « Chacun doit posséder autant de bien qu'il lui en faut pour sa subsistance », écrit Locke. Dépasser cette mesure c'est prendre « ce qui appartient aux autres ». Voir E. de Laveleye, *op. cit.*, p. 548 et Basch, *Individualisme anarchiste*, p. 264.

quence nécessaire, ils lui en attribuent la propriété ? Ce sont donc les œuvres des économistes, celles d'Adam Smith surtout (1), qui serviront ici de base à l'argumentation de Proudhon.

Proudhon les avait lues de près. Et même, si l'on s'efforce d'établir moins les influences sentimentales—celles qui déterminèrent la direction de ses recherches—que les influences proprement intellectuelles, proprement doctrinales, qui lui fournirent les principes théoriques de ses déductions, c'est chez les économistes classiques qu'il faut les chercher plus que partout ailleurs, plus que chez les socialistes antérieurs ou contemporains, plus même que chez Fourier, dont nous savons pourtant à quel point il subit la forte empreinte (2). Lui-même a raconté, dans *Justice* (3), avec quel enthousiasme juvénile il se plongea, vers la fin de 1838, dans ces études nouvelles pour lui. « En feuilletant le catalogue de la bibliothèque de l'Institut, je tombai sur cette division : *Economie politique*. Il y avait juste quatre-vingts ans que Quesnay avait publié son Tableau sans que j'en eusse entendu parler. Qui sont ces gens-là ? me dis-je, et je me mis à les lire. « Alors, découverte pour lui « d'une importance capitale » il s'aperçut que, « dans la seconde moitié du xvin^e siècle, une

(1) Toute la première moitié de l'*Avertissement aux Propriétaires* n'est qu'un commentaire d'Adam Smith.

(2) V. plus haut page 12 et la note 4.

(3) *De la Justice dans la Révolution, etc...* I, 292, oc. t. XXI.

science avait été signalée et fondée en dehors de toute tradition chrétienne et de toute suggestion religieuse, science qui avait pour objet de déterminer, indépendamment des coutumes établies, des hypothèses légales, des préjugés et routines régissant la matière, les lois de la *production*, de la *DISTRIBUTION* (1) et de la *consommation* des richesses. — C'était pardieu, mon affaire ! » conclut-il avec un accent de satisfaction où se devine quelque menace. — Et il semble bien en vérité que Proudhon exagère un peu, qu'il cède — péché mignon des auteurs d'autobiographie — au désir de donner à son récit plus de piquant. Lui qui, depuis tantôt dix ans méditait, à travers les agitations de sa vie d'ouvrier et de petit patron, sur les injustices de la *distribution* des richesses et les méfaits du *capital*, il n'était pas sans avoir au moins « entendu parler » des économistes. Dès 1834, une feuille de son carnet oubliée sur sa « casse » de typographe portait ces mots significatifs : « CAPITAL son rôle dans la production, revoir *Malthus* ; son dividende ? étudier et réfuter les formules des sectes, *négatif* (2). » Et nous devinons sans peine que les « sectes » dont les « formules » ne le satisfont pas sont les Saint-Simoniens et les Fourieristes, ces derniers surtout avec le dividende spécial qu'ils affectent au capital (3) ; mais

(1) C'est Proudhon qui souligne.

(2) *Proudhon intime*, par Auguste Javel, *Revue Socialiste*, mars 1905, t. I, p. 266.

(3) V. notre étude sur les tendances malthusiennes de P.-J. Proudhon dans la *Revue socialiste* de février et mars 1909.

nous savons aussi que le nom de Malthus devait lui servir à symboliser tout ce qu'il concevait d'égoïsme résigné, de férocité tranquille dans les doctrines des économistes, des « Malthusiens », de tous ceux qui jugent plus aisé, devant la pénurie des aliments, de supprimer les hommes que d'accroître et de mieux répartir les produits. — Quoi qu'il en soit, si Proudhon a entendu parler des économistes longtemps avant 1838, (1) c'est bien à cette date, quand la pension Suart lui permit d'aller fouiller les bibliothèques de Paris (2) qu'il se mit vraiment à la lecture de leurs œuvres ; et, au contraire de Fourier, qui fut toujours plus soucieux de les critiquer que de les connaître (3), il les étudia avec soin. Presque tous les principes essentiels de ses théories économiques viennent de là. Ce n'est pas seulement *Malthus*, dont les prédictions pessimistes hantent son imagination comme celle de tous les

(1) Au reste il avait lu chez Fourier lui-même plus d'une vive attaque contre les « novateurs économistes » en général et contre Malthus en particulier (v. H. Bourgin, p. 176-177 et aussi, du même auteur, *Etude sur les sources de Fourier*, pages 24 et 25).

(2) C'est le 23 août 1838 que Proudhon reçut la pension Suart, et c'est dans le courant de novembre qu'il se rendit à Paris. Rappelons qu'avant d'entreprendre la critique de la Propriété, il allait écrire le Mémoire sur la *Célébration du Dimanche* où apparaissent davantage que ses nouvelles études d'économie politique ses lectures antérieures des livres saints. Dans cet ouvrage cependant Proudhon déclare que « la propriété est le dernier des faux dieux » (II, 150) et nous avons vu qu'on y trouve déjà la « série » qui le conduit à l'assimilation de la propriété et du vol (v. plus haut p. 16).

(3) V. H. Bourgin, *ibidem*.

socialistes de ce temps (1), ou *Ricardo*, dont la théorie célèbre de la rente foncière inspire très directement sa propre conception de la propriété agraire et de l'impôt (2), c'est *J.-B. Say*, le grand vulgarisateur français de l'économie anglaise, — « le *proto-parens* de la secte » (3), l'appelle Proudhon, — auquel il emprunte le théorème fondamental sur lequel repose sa conception de l'échange : *les produits ne s'échangent que contre des produits*, et cette autre proposition dont il déduit la suppression de l'intérêt du capital : *Dans la société le produit NET est égal au produit BRUT* ; c'est *Rossi*, dont une observation provoque sa réflexion sur les antagonismes de l'économie et de la Justice (4), de la « force des choses » et de la « raison des personnes » ; c'est *Sismondi*, celui de tous les économistes auquel la critique socialiste devait emprunter le plus d'observations aiguës et de sombres déductions, et chez lequel Proudhon (5) trouvera l'exposé le plus saisissant des envahissements de la propriété, des abus du machinisme (6) et de la concurrence (7) et

(1) V. Eug. Fournière, *Les théories socialistes de Babœuf à Proudhon*, page 265.

(2) V. plus loin chapitre iv.

(3) V. *Premier Mémoire sur la Propriété*, I, 73.

(4) Cf. *De la Justice*, I, 293, *œ. c.*, t. XXI.

(5) Proudhon cite volontiers l'exemple donné par *Sismondi* des ruines causées en Italie par les envahissements de la grande propriété, v. plus loin p. 88 et 89.

(6) V. *Contr. Ec.*, I, 161, *œ. c.*, t. IV.

(7) V. *Ibidem*, I, 192 et 193.

du fléau chronique des crises commerciales (1). Mais c'est *Adam Smith* (2) surtout, dont il proclame hautement l'influence sur son esprit, qu'il défend contre les critiques de J.-B Say et de Rossi (3), et qui, en effet, en considérant le travail comme le principe et la « mesure universelle » (4) de la valeur allait fournir à Proudhon, à K. Marx, à la plupart des socialistes, l'idée directrice de leurs attaques contre le régime social de leur temps et du nôtre.

Sans aborder pour l'instant ce gros problème, nous pouvons considérer, comme l'une des applications les moins contestables de la justice à l'économie, l'idée de donner au producteur la propriété de son produit. « L'homme n'a rien en naissant écrit Thiers en 1848, lorsque, répondant à l'appel de l'Académie des sciences morales (5), courant aux digues, que menaçait de submerger le flot montant de la révolution, il entreprendra de dénoncer les sophismes des sectaires, de raffermir les convictions ébranlées, et de fonder sur une démons-

(1) Sur l'analyse « encore aujourd'hui classique » donnée par Sismondi de la crise de surproduction. V. Cl. Andler, *Manifeste communiste*, II, p. 99 et 100.

(2) Nous savons qu'il plaçait Smith à côté de Hegel et de la Bible, comme l'un des inspirateurs principaux de sa pensée (v. plus haut p. 35).

(3) V. *Avertissement aux propriétaires*, II, 24.

(4) *Ibidem*.

(5) V. sur ces publications de l'Académie des Sciences Morales, Histoire socialiste : *La Révolution de 1848* (1848-1852) par Georges Renard, Paris, s. d., p. 134.

tration sans réplique les principes élémentaires de l'ordre existant (1), l'homme n'a rien en naissant, mais il a des facultés variées, puissantes, dont l'emploi peut lui procurer tout ce qui lui manque. Il faut qu'il les emploie. Mais, quand il les a employées, il est d'une *équité évidente* que le résultat de son travail lui profite à lui, non à un autre, devienne sa propriété, sa propriété exclusive. Cela est équitable et cela est nécessaire, car il ne travaillerait pas, il s'occuperait à piller, s'il n'était pas sûr de recueillir le fruit de son travail (2). » Ainsi, pour l'habile avocat de la bourgeoisie, — celui que les caricatures du temps représentaient, après la fameuse séance du 31 juillet 1848 sous l'aspect d'un minuscule et souple dompteur en face de l'homme des bois musculeux et velu (large face embroussaillée où luisaient d'inquiétantes lunettes) qui symbolisait notre auteur (3) — pour cet adversaire sans pitié du socialisme, c'est sur le travail que repose comme sur le roc, l'institution de la propriété. Que va nous en dire Proudhon ?

(1) Thiers, *De la Propriété*, Paris, Paulin 1848, Avant-Propos, pages 3 et 4.

(2) Thiers, *Théorie de la Propriété*, p. 43. V. aussi chapitre xii, *Du vrai fondement de la propriété*. Qu'il résulte de tout ce qui précède que le travail est le vrai fondement du droit de propriété. *Ibidem*, p. 95.

(3) Thiers et Proudhon furent beaucoup caricaturés de compagnie cette année-là. On trouvera à la page 61 de *l'Histoire de la Révolution de 1848*, de Georges Renard, un Thiers, en Saint-Michel, terrassant le diable Proudhon, d'après une estampe de la bibliothèque nationale.

Sur le principe même de cette justification. Il fait, en 1840, d'importantes restrictions.

A coup sûr, autant qu'aucun des écrivains socialistes qui l'ont précédé ou suivi, Proudhon déclare que le *travail* seul doit servir de base à la répartition des richesses : c'est à tous les revenus sans travail qu'infatigablement il s'en prend, ce sont eux qui constituent pour lui en 1840 « la somme des abus de la propriété » et qu'il assimile au vol (1), c'est en eux qu'il voit la cause principale des crises économiques et de la misère inévitable et croissante du prolétariat (2). Mais, s'il veut qu'aucune part des produits n'aille à ceux qui ne travaillent pas, il ne demande pas, en 1840, que le travailleur jouisse d'un droit exclusif sur l'intégralité de son produit. Il n'est pas tout à fait exact de dire, avec Menger (3), que Proudhon défend, dès son premier Mémoire sur la propriété, ce « droit au produit intégral du travail » dont l'éminent socialiste autrichien veut faire le principe de la nouvelle philosophie juridique (4). Ou plutôt, Proudhon accepte toutes les conséquences

(1) V. *Introduction*, page 16 et suiv.

(2) D'accord sur ce point avec Owen, Proudhon voit dans les crises économiques des crises de *sous-consommation* ; elles auraient pour cause le fait que le travailleur, frustré par le prélèvement du capitaliste d'une partie du produit de son travail, ne peut racheter ce produit ; d'où l'encombrement, le chômage et la misère.

(3) Anton Menger, *Le Droit au produit intégral du travail*, trad. française, Paris, Giard et Brière, 1900, p. 103.

(4) *Ibidem*, p. 213.

négatives de ce principe — conséquences qui en font, suivant le mot de Menger, « l'idée révolutionnaire fondamentale de notre époque » ; mais il n'en accepte pas toutes les conséquences positives ; il n'accorde pas au travailleur la pleine propriété de son produit. « L'homme écrit Thiers, a dans ses facultés personnelles une première propriété incontestable (1), » et de cette première propriété en naît une seconde, non moins incontestable que la précédente, celle qui a le travail pour origine (2). Or Proudhon n'admet même pas le point de départ de ce raisonnement. C'est à propos des « capacités », du « talent », dans l'ardente critique qu'il fait, au nom de l'égalité, des formules Saint-Simonienne et Fourieriste, que Proudhon s'en est le plus complètement expliqué (3). « De même que la création de tout instrument de production est le résultat d'une force collective, de même aussi le talent et la science, dans un homme, sont le produit de l'intelligence universelle et d'une science générale lentement accumulée par une multitude de maîtres. Quand le médecin a payé ses professeurs, ses livres, ses diplômes et soldé toutes ses dépenses, il n'a pas plus payé son talent que le capitaliste n'a

(1) Thiers, *loc. cit.*, chapitre iv.

(2) *Ibidem*, ch. v.

(3) V. notre étude sur les Tendances maîtresses de Proudhon. Le passage que nous citons ici se présente dans l'argumentation de Proudhon comme une critique d'une assertion de J.-B. Say. Mais l'ensemble du paragraphe vise « la seconde partie de l'adage saint-simonien et la troisième du fouriériste » (I, 103).

payé son domaine et son château en salariant ses ouvriers. L'homme de talent a contribué à produire en lui-même un instrument utile, il en est donc copossesseur ; il n'en est pas propriétaire, il y a tout à la fois en lui un travailleur libre et un capital accumulé (1) : comme travailleur il est préposé à l'usage d'un instrument, à la direction d'une machine qui est sa propre capacité, comme capital, il ne s'appartient pas lui-même, il ne s'exploite pas pour lui-même, mais pour les autres (2). » Or ce qui est vrai de l'homme de talent est vrai, à un moindre degré (3), de tous les travailleurs. « Tout producteur reçoit une éducation, tout travailleur est un talent, une capacité, c'est-à-dire une propriété collective... Quelle que soit donc la capacité d'un homme, dès que cette capacité est créée, il ne s'appartient plus ; semblable à la matière qu'une main industrielle façonne, il avait la faculté de devenir, la société l'a fait être. Le vase dira-t-il au potier : « je suis ce que je suis et je ne te dois rien (4) ! » Comment accor-

(1) Renan a dit de même des hommes de génie que « chacun d'eux est un capital accumulé de plusieurs générations », cité par Léon Bourgeois, *Solidarité*, 4^e éd., p. 117.

(2) *Premier Mémoire sur la Propriété*, I, 115.

(3) « Peu de maîtres, peu d'années, peu de souvenirs traditionnels sont nécessaires pour former le cultivateur et l'artisan : l'effort générateur, et, si j'ose employer ce langage, la durée de la gestation sociale sont en raison de la sublimité des capacités. » *Ibidem.*

(4) *Ibidem.* Dans un autre passage du même *Mémoire* (I, 53), Proudhon avait déjà déclaré que l'homme n'est pas propriétaire de

derait-on au travailleur un droit absolu, exclusif, sur l'intégralité de son produit ; il ne dispose pas d'un pareil droit sur lui-même.

Dira-t-on que nous forçons quelque peu le sens des déclarations de Proudhon, que si la dette sociale du poète, du savant, de l'artiste a pour lui beaucoup d'importance parce qu'elle doit contrebalancer la supériorité de leurs services et rétablir ainsi entre tous les travailleurs cette « égalité des appointements » qui est en 1840 le principal souci de notre auteur ; au contraire, la formation d'un ouvrier coûte si peu à la société que Proudhon se garderait de lui contester sous ce prétexte ses droits sur son produit ? Soit, voici des considérations moins subtiles, non moins intéressantes, qui excluent toute équivoque. « L'homme isolé ne peut subvenir qu'à une très petite partie de ses besoins ; toute sa puissance est dans la société et dans la combinaison intelligente de l'effort universel. La division et la simultanéité du travail multiplient la variété et la quantité des produits, la spécialité des fonctions augmente la qualité des choses consommables. Pas un homme donc qui ne vive de plusieurs milliers d'industriels différents ; pas un travailleur qui ne reçoive de la

ses propres facultés. Il avait appuyé cette opinion d'étranges arguments que relève triomphalement M. Desjardins, *op. cit.*, II, 409. Dans cette œuvre touffue où l'excellent se mêle au pire, il ne nous semble pas d'une bonne critique d'insister exclusivement sur le pire. M. Desjardins ne dit rien de l'argumentation infiniment plus intéressante que nous rapportons ci-dessus.

société tout entière sa consommation et avec sa consommation, les moyens de reproduire... Toutes les industries se réunissent par des rapports mutuels en un faisceau unique, toutes les professions se servent réciproquement de fin et de moyen... Or, ce fait incontestable et incontesté de la participation générale à chaque espèce de produit a pour résultat de rendre communes toutes les productions particulières ; de telle sorte que chaque produit sortant des mains du producteur se trouve d'avance frappé d'hypothèque par la société (1). »

De tels passages font penser à cette philosophie de la *solidarité* qui a séduit, en ces dernières années, tant de savants et de moralistes (2). Mais cela même nous

(1) Proudhon continue ainsi : « Le producteur lui-même n'a droit à son produit que pour une fraction dont le dénominateur est égal au nombre des individus dont la société se compose. Il est vrai qu'en revanche ce même producteur a droit sur tous les produits différents du sien, en sorte que l'action hypothécaire lui est acquise contre tous de même qu'elle est donnée à tous contre lui ; mais ne voit-on pas que cette réciprocité d'hypothèques, bien loin de permettre la propriété, détruit jusqu'à la possession ? Le travailleur n'est pas même possesseur de son produit ; à peine l'a-t-il achevé que la société le réclame. » I, p. 118 et 119. Plus loin Proudhon s'efforce de démontrer que le travailleur n'est même « pas propriétaire du prix de son travail et n'en a pas l'absolue disposition » ; il entre alors dans des considérations assez obscures sur la consommation reproductive du travailleur (I, 119-120). « Le travailleur, conclut-il, est, à l'égard de la société un débiteur qui meurt nécessairement insolvable » (I, 120).

(2) V. surtout Léon Bourgeois : *Solidarité*, 4^e éd. p. 116 : « L'homme naît débiteur de l'association humaine », et p. 119 et suiv. : « Dès que l'enfant, après l'allaitement, se sépare définitivement de la mère... il est un débiteur... »

avertit de ne pas leur donner, dans l'ensemble des idées de Proudhon, plus de place qu'il ne convient. Lui qui, déclare-t-il quelque part, « se méfie de la solidarité à l'égal de la volupté », il ne devait pas adhérer sans réserve à une thèse qui subordonne à ce point le droit individuel au droit social. De fait, à mesure que s'accroît son individualisme, qu'un souci croissant de la liberté, de l'initiative, de la responsabilité du travailleur atténua ce qu'avait d'excessif, dans les premiers temps, sa passion pour l'égalité, nous voyons son idéal se rapprocher de la formule, chère à Menger, du « droit au produit intégral du travail ». De sorte que l'assertion de ce dernier, que nous relevions plus haut, si elle n'est pas tout à fait vraie des premières œuvres, l'est beaucoup plus des suivantes. Dès la *Création de l'Ordre* — et en partie sans doute sous l'influence des polémiques très vives et parfois pénétrantes dirigées par les Fourieristes de 1840 à 1843, contre la conception stricte et rigide de *l'égalité des salaires* exposée dans le Premier Mémoire sur la Propriété — Proudhon, subordonnant l'égalité à la responsabilité, déclare que « le salaire doit être égal au produit (1) ». « Par cela seul, ajoute-t-il, le travailleur est rendu responsable de son œuvre (2). »

(1) *Création de l'Ordre*, § 444, III, 286.

(2) *Ibidem*, p. 287. « J'ajoute, continue Proudhon, que la justice le veut ainsi. Car la justice consiste à mettre tous les travailleurs à même d'obtenir, par leur produit un bien-être égal : elle ne va pas jusqu'à conduire la main et forcer la volonté aux individus, à exagérer la charité fraternelle pour niveler, en l'absence du mérite,

Et c'est encore « l'égalité du salaire et du produit » qui sera pour lui, dans Justice, la « traduction exacte de la loi de réciprocité », le principe qui « depuis la Révolution, est « censé régir le travail » et duquel tous ses efforts tendent à faire enfin « une vérité ». (1) Mais, déjà dans le premier Mémoire sur la propriété, s'il ne réclame pas encore « l'égalité du salaire et du produit » au nom de la Justice, pour garantir la responsabilité du travailleur ou sauvegarder son droit, cette égalité lui semble exigée par les nécessités inéluctables des lois économiques. « Pour que le producteur vive, il faut que son salaire puisse racheter son produit (2), » ce principe abstrait domine toute l'œuvre économique de Proudhon ; il faut donc que le salaire égale le produit ; sinon, c'est pour le producteur la misère, et pour la société, où la consommation reste éternellement au-dessous de la production, la succession périodique des *crises commerciales*, la perpétuité du désordre (3). Et, dès le Premier Mémoire encore, si Proudhon n'admet pas le droit au produit intégral du travail, parce que la société

la récompense. Là surtout est le faible de la communauté : la communauté, abolissant le salaire en haine de l'oppression industrielle dont il est aujourd'hui l'instrument, supprime du même coup la responsabilité de l'ouvrier, la liberté des personnes, et anéantit la justice distributive. »

(1) *De la justice dans la Révolution*, etc., XXI, 309. « Celui-là sera grand dans l'histoire, écrit-il, et aura bien mérité des ouvriers qui aura fait de ce principe une vérité. »

(2) *Premier Mémoire*, I, 149.

(3) *Ibidem*, p. 146 à 153.

a une hypothèque sur chaque produit, par contre, il n'est pas loin d'adopter cette formule, quand il s'agit de défendre le salarié contre les prélèvements de l'entrepreneur, du patron, coupable d'accaparer pour lui seul « la force collective (1) ».

A la vérité, ce premier Mémoire sur la Propriété — si riche d'idées qu'il est malaisé parfois d'en démêler les argumentations enchevêtrées, où d'ailleurs, dans son parti-pris de critique, l'auteur, faisant flèche de tout bois, apparaît plus préoccupé de démolir les doctrines adverses que de poser les bases cohérentes d'une future reconstruction, — cette œuvre complexe et confuse pouvait être le point de départ de systèmes assez divergents. Ce terme même de *possession*, clair, mais vague, qui désigne, à mi-chemin de la propriété et de la communauté, l'état social idéal où Proudhon espère retrouver les avantages de l'une et de l'autre, traduit assez bien l'instable équilibre dans lequel il essaye à cette époque de s'arrêter. Mais préciser c'était choisir. Entre les multiples idées que, dans l'exubérance de sa

(1) V. *Premier Mémoire*, I, 91 et suiv. : « Le travailleur conserve, même après avoir reçu son salaire, un droit naturel de propriété sur la chose qu'il a produite. » C'est à ce passage que fait allusion Menger, *op. cit.*, p. 103. Mais son interprétation ne donne pas une idée exacte de la pensée de Proudhon. Ce que Proudhon défend ici ce n'est pas, d'une façon générale, le « droit au produit intégral du travail », mais, d'une manière plus spéciale, comme nous l'indiquons plus haut, le droit de chaque salarié à une part du produit de la force collective, force produite par l'ensemble des salariés et accaparée indûment par l'entrepreneur.

polémique, Proudhon avait d'abord accueillies, toutes ne produiront pas toutes leurs conséquences. Nous savons qu'il alla dans le sens d'un individualisme croissant et finit par défendre même la propriété. C'est ainsi que le premier Mémoire où se manifeste pourtant une si sincère horreur du communisme, est certainement, de toutes les œuvres de Proudhon, celle où la plus grande part est faite à la collectivité vis-à-vis des exigences ou des droits des individus. Certaines réserves qu'on trouve là ne paraîtront plus guère dans la suite.

Admettons donc, sans plus de commentaires, que le travailleur ait droit à l'intégralité de son produit, qu'en pourra-t-on conclure pour justifier la propriété en général?

« L'homme a tout créé, tout, excepté la matière elle-même. Or, c'est de cette matière que je soutiens qu'il ne peut avoir que la possession et l'usage, sous la condition permanente du travail (1). » Ce passage du Premier Mémoire vise plus particulièrement, comme tout ce livre, la propriété foncière. Mais l'idée est vraie de toute espèce de produit (2). Produire, ce n'est jamais

(1) *Premier Mémoire*, I, 89.

(2) V. Andler, Préface à la trad. franç. du livre de Menger sur le *Droit au produit intégral du travail*, Paris, 1900, p. XXXVII et XXXIX : « Les produits de l'industrie humaine ne contiennent pas seulement du travail, mais aussi et d'abord une matière première, une parcelle du sol qu'il faut évaluer... Une justice qui ne se préoccupe que de l'échange des qualités égales de travail est boiteuse, il faut qu'elle se complète par une tarification des matières premières qu'ensuite on répartira proportionnellement au travail fourni par chacun. ».

que donner à la matière une forme nouvelle. C'est une idée sur laquelle Proudhon reviendra plus d'une fois et à laquelle il donnera toute la précision désirable « Aux yeux du métaphysicien, écrit-il dans la *Création de l'ordre*, le travail est la substitution ou la superposition dans les corps des séries artificielles aux séries naturelles (1), » c'est-à-dire des arrangements conçus par l'esprit à ceux que la nature réalise spontanément. Mais l'opération ne porte que sur l'arrangement, l'ordre, la série, la forme. Et l'économiste ne s'en explique pas moins clairement que le métaphysicien.

« Say dit en propre terme, écrit-il, que l'utilité ou la valeur est la *forme* que le travailleur *ajoute à la matière...* tout le travail humain consiste en cette *création formelle*. » Et ailleurs, avec plus de précision encore : « l'homme, par le travail, ne crée *substantiellement* rien, il ne fait, disent les économistes que donner à la matière une *forme* ou *qualité* particulière qu'elle n'avait point auparavant et destinée à l'usage de lui, homme (2). » Nous dirons ailleurs comment cette « création formelle » constitue pour Proudhon la seule valeur dont l'économiste ait à tenir compte. Mais on voit de reste que, si l'on prétend fonder la propriété sur le travail, il faut soustraire à l'appropriation individuelle

(1) *Création de l'Ordre*, § 371, III, 240, 241.

(2) *Démonstration du socialisme théorique et pratique ou Révolution par le crédit*. VIII. *Détermination du crédit mutuel, le Peuple de 1840*, XVIII, 45.

tout ce que le travail ne crée pas, et, au premier chef, la terre (1). « Qui a fait la terre ? Dieu. En ce cas, propriétaire, retire-toi (2) ».

Admettons pourtant, par une dernière concession, que le travail donne des droits sur la matière qu'il transforme, « pourquoi ce principe n'est-il pas universel ? pourquoi le bénéfice de cette prétendue loi, restreint au petit nombre, est-il dénié à la foule des travailleurs ?... pourquoi le fermier n'acquiert-il plus, par le travail, cette terre que le travail acquit jadis au propriétaire (3) ? » Il est nécessaire, en effet, d'en arriver là. « Si le travailleur qui ajoute à la valeur de la chose a droit à la propriété, celui qui entretient cette valeur acquiert le même droit. Car, qu'est-ce qu'entretenir ? c'est ajouter sans cesse, c'est créer d'une manière continue. Qu'est-ce que cultiver ? c'est donner au sol sa valeur de chaque année ; c'est, par une création tous les ans renouvelée, empêcher que la valeur d'une terre ne diminue ou ne se détruise. Admettant donc la propriété comme rationnelle et juste, admettant le fermage comme équitable et légitime, je dis que celui qui cultive acquiert la propriété au même titre que celui qui défriche

(1) V. XVI, 50 (Majorats). Autre chose est, écrit-il, « le droit du cultivateur aux fruits obtenus par son travail, autre chose la propriété du sol que la société a pu lui octroyer par surcroît ; la possession du produit est de plein droit, la propriété du fonds est un don gratuit. »

(2) *Premier Mémoire*, I, 74.

(3) *Ibidem*, I, 89, 90.

et que celui qui améliore (1). » « Quiconque travaille devient propriétaire (2) » d'où il faut conclure, *a contrario*, que quiconque ne travaille pas perd sa propriété.

Nous retrouvons ainsi, en ce qui concerne plus spécialement la propriété foncière, et comme conséquences nécessaires de la théorie qui fonde la propriété sur le travail (3) les deux idées positives qui, nous le savons, dirigent ici la critique de Proudhon : la terre doit appartenir — sinon en pleine propriété, du moins à titre de possession — à celui qui la cultive ; et chacun ne doit pas posséder plus de terre qu'il n'est capable d'en mettre en valeur par lui-même avec l'aide des membres de sa famille. Et c'est encore l'idée d'égalité qui triomphe dans ce régime agraire : les parts seront sensiblement

(1) *Premier Mémoire*, I, 91.

(2) *Ibidem*.

(3) V. dans le même sens, E. Tarbouriech, *Essai sur la Propriété*, Paris 1904, page 152 et suiv. Tarbouriech, dégageant les conséquences de la formule de Thiers : « A chacun pour le travail, par le travail, dans la mesure du travail », montre que la première partie de la formule est la condamnation « de l'extensibilité indéfinie qui est un des caractères fondamentaux de la propriété pour les économistes libéraux », la seconde partie ne reconnaît de droit à un homme que « sur la terre qu'il travaille lui-même », et la troisième partie limite la part de chacun à ce qu'il peut cultiver. On trouvera également dans cet ouvrage une étude très complète des critiques adressées au droit de propriété par les philosophes, juristes et économistes du XVIII^e siècle, et la preuve que la plupart concluent, non pas au communisme, mais, comme le fait au fond Proudhon lui-même, au développement et à la consolidation de la *petite propriété*.

égales si elles se limitent à l'étendue que chaque famille peut effectivement cultiver.

..

Cette même conclusion suivra la critique des divers autres arguments — bien fragiles — présentés par les défenseurs de la propriété. Tous ces arguments ou ne prouvent rien, ou prouvent trop ; car si on les admet, il faut admettre pour tous les hommes un droit égal à la propriété ; il faut donc condamner la propriété d'inégalité et de privilège que protègent aujourd'hui les codes.

Verra-t-on dans la propriété un *droit naturel*? Singulier droit naturel qui « pour la majeure partie des citoyens n'existe que comme une faculté dormante et sans exercice (1) ». Qu'il devienne effectif pour tous ;

(1) Nous ne voulons pas insister sur la critique faite par Proudhon de l'idée que la propriété est un *droit naturel*. Outre l'argument indiqué plus haut, Proudhon objecte que la propriété est susceptible de la part de ceux qui en jouissent de « transactions et modifications qui répugnent à l'idée d'un droit naturel » et que « dans la pratique les gouvernements, les tribunaux et les lois ne la respectent pas » (I, 39). Mais on en dirait tout autant des prétendus droits naturels (égalité, liberté, sûreté) qu'il oppose à la propriété. Il déclare enfin que la propriété n'est pas un droit naturel parce que ce n'est pas un droit *primitif* (I, 45) ; et ceci non plus n'est pas convaincant. Dans les *Contr. Ec.*, au lieu de l'idée surannée de droit naturel, Proudhon mentionnera pour la critiquer l'idée, autrement intéressante, que la propriété est une « création de la spontanéité sociale » (*Contr. Ec.*, II, 182). Et n'est-ce pas là, en effet, la seule façon pour un droit d'être na-

c'est l'expropriation des propriétaires, la destruction de la propriété. — Alléguera-t-on le *consentement universel* (1)? Mais d'abord nous contesterons ce prétendu critère. C'est une sottise de « poser en principe, à l'instar des théologiens, que cela est infailliblement vrai qui est admis universellement, partout et toujours, *quod ab omnibus, quod ubique, quod semper*, comme si une croyance générale, mais spontanée prouvait autre chose qu'une apparence générale... Sous l'apparence reste cachée la vérité, que la foi peut croire, mais que la réflexion seule peut connaître (2) ». Et comment peut-on supposer que tous aient consenti à l'institution d'un privilège dont le plus grand nombre est exclu? Toutes les guerres sociales de l'histoire démentent ce prétendu consentement. Admettons-le pourtant, il reste qu'« on n'abandonne pas un droit sans obtenir en échange un équivalent. » (3) Nous retombons ainsi dans l'égalité, condition *sine qua non* de toute appropriation. — Dira-t-on que la propriété est une *création de la loi*? Soit, il est bien vrai que la « sanction législative était indispensable pour transformer en *droit* le fait brut

turel? Mais nous verrons que si Proudhon a le respect de la spontanéité sociale, il ne s'incline pas devant elle en une mystique adoration; il assigne à la raison humaine le double rôle d'en expliquer les créations par l'histoire et de les rectifier au nom de la Justice. V. aussi ce que nous disons ci-dessus du *consentement universel*.

(1) I, 77 et suiv.

(2) I, 84.

(3) I, 77.

de l'occupation. Mais quelle pouvait être la pensée du législateur quand il plaçait ainsi la propriété sous la protection sociale ? C'en pouvait être que de faire cesser l'hostilité réciproque des occupants en garantissant à chaque famille le lot qu'elle pouvait cultiver et qui suffisait à ses besoins (1). C'était encore le souci d'assurer l'égalité (2). Et si, en contradiction avec son objet, cette loi, « loi aveugle, loi de l'homme ignorant, loi qui n'est pas une loi, parole de discorde, de mensonge et de sang », a « sanctionné l'égoïsme et souscrit à des prétentions monstrueuses » ; si « toujours ressuscitée, réhabilitée, rajeunie, restaurée, renforcée, comme le palladium des sociétés », elle a « troublé la conscience des peuples, obscurci l'esprit des maîtres et déterminé toutes les catastrophes des nations (3) », faut-il accepter passivement ces conséquences inattendues et détestables et regarder « comme le dernier mot de la science ce qui

(1) V. *Contr. Ec.*, II, p. 188 et suiv. Proudhon se réclame ici de Kant pour déclarer que « le droit de propriété, c'est-à-dire la légitimité de l'occupation procède du consentement de l'Etat, lequel implique originellement possession commune. » Sans ce consentement la « propriété reste simple occupation et peut être contestée par le premier venu. »

(2) *Contr. Ec.*, II, 190. « L'égalité a donc été la pensée secrète, l'objet capital du législateur dans la constitution de la propriété. » Mais il avait écrit dans le même sens dès 1840 : « Le sol fut approprié par un besoin d'égalité nécessaire à la sécurité publique et à la paisible jouissance de chacun. » I, 64. Nous n'avons pas besoin de spécifier qu'il ne convient d'attribuer à cette thèse de Proudhon aucune valeur historique.

(3) I, 64.

n'a été que le vœu irréfléchi d'hommes de bonne foi, mais de peu de prévoyance (1) ». — Enfin, soutiendra-t-on avec le plus éloquent des philosophes que la propriété a son principe dans l'activité libre de l'individu, dans la *sainteté* de la personne humaine, et qu'elle est l'émanation intangible du moi (2)? Nous ne chicanerons pas M. Cousin sur ses « mots pompeux » et ses « phrases sonores ». Mais « n'est-il pas vrai, au point de vue de M. Cousin que si la liberté de l'homme est sainte, elle est sainte au même titre dans tous les individus ; que si elle a besoin d'une propriété pour agir au dehors, c'est-à-dire pour vivre, cette appropriation d'une matière est d'une égale nécessité pour tous ; que si je veux être respecté dans mon droit d'appropriation, il faut que je respecte les autres dans le leur : conséquemment que si, dans le champ de l'infini, la puissance d'appropriation de la liberté peut ne rencontrer de bornes qu'en elle-même, dans la sphère du fini, cette même puissance se limite selon le rapport mathématique des libertés à l'espace qu'elles occupent (3) »... Alors, qu'on arrange « la police et le gouvernement, le travail, des échanges, les successions, etc., de manière que les

(1) I, 65.

(2) I, 56 et 57. « Une fois touchées par l'homme, dit un des disciples de M. Cousin, les choses reçoivent de lui un caractère qu'il les transforme et humanise. » « J'ajoute pour ma part, ajoute Proudhon, que je ne crois point à cette magie et que je ne connais rien de moins saint que la volonté de l'homme. »

(3) I, 56.

moyens de travail restent toujours égaux », et que, de la sorte, « chacun soit libre, et la société sera parfaite (1) ».

Il n'y a pas lieu de s'attarder sur ces diverses réfutations. La critique socialiste postérieure les a reprises pour la plupart et n'y a pas ajouté grand' chose. Mais on voit qu'elles ne tendent à supprimer le droit de *propriété* que parce qu'il fait obstacle à l'égalité des *possessions*. Et sur ce point, la critique socialiste a rarement souscrit aux conclusions positives de Proudhon. Est-ce pour cela qu'elle ne les a pas toujours aperçues ?

Nous voulons insister seulement sur la dernière des thèses que nous venons d'indiquer, celle qui voit dans la *liberté* le principe de la propriété. Evitons d'abord de la confondre avec la conception que Proudhon soutiendra lui-même dans ses dernières années. Il nous dira que la propriété est la condition nécessaire de la liberté politique ; ou, en d'autres termes, que la liberté politique est sa *fin*. Il s'agit ici de tout autre chose. La liberté n'est pas considérée comme fin, mais comme *principe*, et ce n'est pas de la liberté politique qu'il est question, mais de la liberté morale, ou, pour parler comme la philosophie éclectique, du libre-arbitre du *moi*. Or, de cette théorie cousinienne

avo
G

F (1) I, 57. Cf. dans le même sens Majorats, XVI, 42. La théorie de la *personnalité* justifie la *possession* non la propriété.

gardera quelque chose, et ce n'est pas ce qu'il y a de moins original et de moins profond dans sa conception positive de la propriété.

Proudhon admet, en effet, lui aussi, que la *propriété*, au sens strict qu'il donne au mot, a son origine dans la liberté. Mais cette origine ne la sanctifie pas à ses yeux. Tout au contraire, c'est par cette origine qu'il explique son irrésistible tendance à l'accaparement, son avidité insatiable, ses insupportables *abus*. La liberté, en effet, quand elle est abandonnée à elle-même, que nulle loi ne la domine, ne la règle, ne l'équilibre, n'est qu'une force « infinie, absorbante (1) », de domination et d'oppression. Et la propriété quiritaire, *droit d'user et d'abuser*, dans laquelle une telle liberté prend corps, n'est elle-même qu'une « puissance d'égoïsme qui pousse l'homme, s'il ne rencontre pas d'empêchement, à s'approprier tout ce qui l'entoure, hommes et choses, à affirmer son domaine sur l'Univers. Dans ces conditions, la propriété, faculté d'absorption sans limites, *per fas et nefas*, reste un fait brut, produit de l'absolutisme humain, un acte de la force (2) ». Mais nous savons qu'au-dessus de la liberté il y a la Justice, équilibre des libertés (3); au-dessus du fait brut de la propriété, il y a la propriété soumise à

(1) V. plus haut page 11 et suiv.

(2) V. *La Justice poursuivie par l'Eglise*, XX, p. 162 (1860).

(3) V. notre étude sur les Tendances maîtresses de P.-J. Proudhon.

la balance et pénétrée par le droit ; et comme la première était une source « de haines et de massacres », de privilège et d'usurpation, la seconde est « le gage solide de la fraternité et de l'ordre (1) ». « L'erreur de tous ceux qui ont entrepris de venger la propriété des attaques dont elle est l'objet, a été de ne pas voir qu'autre chose est la propriété et autre chose la légitimation par le droit de la propriété ; c'est d'avoir cru, avec la théorie romaine et la philosophie spiritualiste, que la propriété, manifestation du moi, était sainte par cela seul qu'elle exprimait le moi ; qu'elle était de droit parce qu'elle était de besoin ; que le droit lui était inhérent comme il l'est à l'humanité même. Mais il est clair qu'il ne peut en être ainsi, puisque autrement le moi devrait être réputé juste et saint dans tous ses actes, dans la satisfaction quand même de tous ses besoins, de toutes ses fantaisies ; puisque en un mot ce serait ramener la justice à l'égoïsme, comme le faisait le vieux droit romain par sa conception unilatérale de la dignité... Or, je dis que sanctionner, légaliser la propriété, lui donner le caractère juridique qui seul peut la rendre respectable, cela ne peut se faire que sous la condition d'une balance ; et qu'en dehors de cette réciprocité nécessaire, ni les décrets du prince, ni le consentement des masses, ni les licences de l'Eglise, ni tout le verbiage des philo-

(1) *Justice*, XXI, p. 326 et suiv.

sophes sur le moi et le non-moi n'y peuvent rien (1). »

Nous dirons tout à l'heure ce que devient la propriété par cette application du principe philosophique de la balance (2), du principe juridique de la réciprocité (3). Mais il nous faut montrer d'abord avec plus de précision ce qu'elle est quand elle reste livrée à elle-même, quels sont ces *abus* où elle tend par la fatalité de sa nature, et sur lesquels toujours (et seulement) s'acharne la critique de Proudhon.

II

« La propriété est le *droit d'aubaine* que le propriétaire s'attribue sur une chose marquée par lui de son seing (4). » Cet axiome, par l'énoncé duquel s'ouvre le quatrième chapitre du Premier Mémoire, contient en lui le principe de la plupart des abus de la propriété (5). « La propriété est le droit d'aubaine »,

(1) *Justice*, 328, V. aussi *Corr.*, VII, 13 (24 janvier 1856), et ce que nous disons plus haut, page 11.

(2) V. plus loin chapitre v, I.

(3) V. aussi p. 114.

(4) *Premier Mémoire*, p. 122, I.

(5) Nous disons « la plupart », et nous pourrions presque dire « tous », à nous en tenir aux formules du *Premier Mémoire*, ou à ne considérer que l'idée directrice de la critique de Proudhon. Ce qu'il attaque, ce sont tous les *revenus sans travail* que rend possible la propriété. Cependant dans les *Contradictions Econo-*

c'est-à-dire le droit de jouir sans travailler des fruits du travail d'autrui. Le type le plus apparent, le plus grossier, si l'on veut, du droit d'aubaine est le *fermage*. Par le fermage le propriétaire non cultivant absorbe le produit des efforts du cultivateur. Et nous reconnaissons tout de suite la préoccupation permanente de Proudhon : que les fruits de la terre demeurent entre les mains de celui qui la féconde de son travail. Mais sa critique dépasse ici le cadre du problème agraire. Le fermage n'est qu'une espèce d'un genre très étendu : « L'aubaine reçoit différents noms selon les choses qui la produisent : *fermage* pour les terres, *loyer* pour les maisons et les meubles, *rente* pour les fonds placés à perpétuité, *intérêt* pour l'argent, *bénéfice*, *gain*, *profit* (trois choses qu'il ne faut pas confondre avec le salaire ou prix légitime du travail) pour les échanges (1). » En réalité, c'est toute la question des revenus sans travail et de la productivité du capital, de l'intérêt, du bénéfice et du profit qui se trouve ici posée. En attaquant le droit d'aubaine, en démontrant les « impossibilités » auxquelles ce droit néfaste conduit, Proudhon a l'occasion de déterminer quelques-uns des principes théoriques qui dominent sa conception de l'éco-

miques, en particulier, il signalera certains *abus* de la propriété, qui sont indépendants du droit d'aubaine (comme l'excessif morcellement des lopins qui s'oppose à une exploitation rationnelle). Tel est le sens de notre restriction.

(1) I, 123.

nomie (1). Nous n'en entreprendrons pas ici le commentaire. Nous nous en tiendrons aux *abus* auxquels donne lieu la propriété foncière. Au reste, dans cette série de théorèmes que le premier Mémoire consacre à la critique du droit d'aubaine, et où ne manquent, sous d'amusantes prétentions mathématiques, ni les obscurités ni les bizarreries, c'est bien de la propriété foncière surtout que se préoccupe Proudhon (2), c'est sur elle que portent la plupart de ses exemples, et l'intérêt de sa démonstration est, autant peut-être que dans les subtilités de ses déductions algébriques, dans son expérience, qu'on sent toute proche, de la vie des champs et de la misère paysanne.

« Soit une famille de paysans composée de six personnes, le père, la mère et quatre enfants, vivant à la campagne d'un petit patrimoine qu'ils exploitent. » Tout va à peu près, tant qu'ils peuvent jouir, pour leur consommation personnelle, des produits de leur domaine. En travaillant bien, « ils parviennent à nouer, comme on dit les deux bouts ». Ils ne font point de dettes, mais aussi point d'économies. « Si l'année est heureuse, le père boit un peu plus de vin, les filles

(1) Comme cet axiome, que « tout produit vaut ce qu'il coûte », dont nous dirons plus tard le sens et la portée; et cet autre que : « le producteur, par l'effet de la propriété, ne peut pas racheter son produit », dont nous avons déjà signalé l'importance.

(2) Dans le même sens *Mattabon* : *La propriété est-elle le vol ?*. Lettre à M. Proudhon sur son mémoire : *Qu'est-ce que la Propriété*, Paris, 1848, p. 5.

achètent une robe, les garçons un chapeau : on mange un peu de froment, quelquefois de la viande. » Mais supposez que, pour une raison ou pour une autre, ces pauvres gens soient obligés de payer la rente (le droit d'aubaine) du petit capital dont ils ont la jouissance : sort, à 2 1/2 0/0, et pour un capital que nous évaluerons à 8 000 francs, une somme de 200 francs, « il faudra pour servir cet intérêt ou que les six travailleurs produisent comme sept ou qu'ils ne consomment que comme cinq ». Mais produire plus n'est pas possible : et il est un certain degré d'abstinence au-dessous duquel il n'est pas permis de descendre. Nous ne parlons pas des calamités qui peuvent survenir, gelée, sécheresse, épizootie. « Bref la rente ne sera pas payée, les intérêts s'accumuleront, la petite métairie sera saisie et l'ancien possesseur chassé. » C'est ainsi qu'une famille qui vivait heureuse tant que ne pesait pas sur elle le droit d'aubaine tombe dans la misère dès que commence l'exercice de ce droit (1). »

Le *fermage*, voilà donc le premier des abus de la propriété. Un autre est l'*accaparement*. C'est une des conséquences directes du *droit d'aubaine*. Parce qu'on n'exige pas, comme condition de la propriété, une occupation effective, qu'au lieu de limiter le lot de chacun

(1) *Premier Mémoire*, ch. iv. Quatrième proposition : « La propriété est impossible parce qu'elle est homicide. » Nous dégageons ici l'esprit de l'argumentation de Proudhon sans en reproduire exactement la forme. Proudhon envisage, chez le même individu,

d'après ses capacités productives on se contente, de la part du propriétaire, d'une simple manifestation de volonté (*animus*), d'immenses domaines se constituent pour le plus grand dommage de la société et pour l'exténuation du travailleur. « Le *droit quiritaire* de propriété poursuivi jusqu'aux dernières conséquences et indépendamment de toute possession effective, a fait périr la république romaine : c'est lui qui menace d'engloutir la société moderne. C'est ce *domaine éminent*, imité de l'omnipotence divine, fondé uniquement sur la volonté, se conservant par la volonté, ne pouvant se perdre que par le défaut de volonté, c'est ce *droit d'user et d'abuser*, que le siècle s'efforce de retenir et avec lequel il ne peut plus vivre, qui produit de nos jours la désertion de la terre et la désolation sociale » (1). Le propriétaire sans souci des misères qu'il crée, uniquement préoccupé de « continuer ses possessions », disperse les familles, déracine les hommes. C'est la grande plaie dont souffre l'Angleterre. « Autrefois, il y a bien des années, écrit Walter Scott, chaque villageois avait sa vache et son porc. Là où un seul fermier laboure aujourd'hui trente petits fermiers vivaient autrefois, de sorte que, pour un individu plus riche à lui seul

l'exercice du « droit de *possession* » et du « droit de *propriété* ou droit d'*aubaine* » et démontre que le second, dès qu'il s'exerce, rend impossible le premier. » Simple possesseur de la terre, conclut-il, l'homme y trouve de quoi subsister ; prétend-il au droit du propriétaire, elle ne lui suffit plus » (I, 143).

(1) *Justice*, XXII, 202.

il est vrai, que les trente fermiers de l'ancien temps, il y a maintenant vingt-neuf journaliers misérables, sans emploi pour leur intelligence et pour leurs bras et dont plus de moitié est de trop. La seule fonction utile qu'ils remplissent est de payer *quand ils peuvent*, une rente de 60 shellings par an pour les cabanes qu'ils habitent (1). » Au surplus le propriétaire, auquel l'intérêt social importe moins que son intérêt égoïste, poursuivant le produit *net* même au détriment du produit *brut*, préfère la culture la moins intensive quand elle lui rapporte plus. Nouvelle cause de dépopulation et de famine. C'est ce que Sismondi a démontré avec force sur l'exemple de la campagne de Rome : « D'après les recherches comparatives qu'il a faites sur le produit de *l'agro romano* selon qu'il serait mis en culture ou laissé en paturage, il a trouvé que le produit *brut* serait douze fois plus considérable dans le premier cas que dans le second ; mais comme la culture exige relativement un plus grand

(1) Cité dans les *Contr. Ec.*, I, 241, o. c., t. IV. Proudhon expose dans ce passage les méfaits du *monopole*, et emprunte à Eugène Buret ses plus sombres tableaux. « La description des classes ouvrières par E. Buret, écrit-il, a quelque chose de fantastique, qui nous épouvante » (IV, 240). Nous ne résistons pas au plaisir de citer après Proudhon cette mélancolique ballade, qui chante « la solitude du monopole » :

Le rouet est silencieux dans la vallée
C'en est fait des sentiments de famille
Sur un peu de fumée le vieil aïeul
Etend ses mains pâles ; et le foyer vide
Est aussi désolé que son cœur.

(*Contr. Ec.*, I, 241, o. c. t. IV).

nombre de bras, il a vu aussi que dans ce même cas le produit *net* serait moindre. Ce calcul, qui n'avait point échappé aux propriétaires a suffi pour les confirmer dans l'habitude de laisser leurs terres incultes et la Campagne de Rome est inhabitée » (1).

Immenses domaines mal cultivés et vides d'habitants, *latifundia*, c'est le droit de propriété qui est la cause de ces misères. Mais il cause aussi, à l'inverse, l'excèsif morcellement dont tous les économistes ont signalé les graves inconvénients pour la production agricole. Et Proudhon n'est pas moins préoccupé de ce mal que du précédent. C'est que, s'il veut mettre le paysan en *possession* de la terre qu'il cultive, assurer l'égalité approximative des possessions, limiter l'étendue de chaque possession à la quantité de terre que chaque famille peut cultiver, il veut aussi que le paysan trouve dans son travail des moyens suffisants d'existence ; il veut lui donner à la fois l'indépendance et le bien-être. Il condamne donc cette petite propriété *parcellaire*, conséquence fâcheuse de notre législation sur l'héritage, qui, ne pouvant nourrir son possesseur famélique, l'oblige à louer ses bras chez ses voisins plus fortunés. Et c'est ainsi qu'en 1851, quand il s'efforcera, dans *l'Idée générale de la Révolution* de dire comment il conçoit « l'organisation des forces économiques » (2), il

(1) *Contr. Ec.*, I, 245. *op. c.*, t. IV.

(2) Titre de la *Sixième Etude* de *l'Idée générale de la Révolution*, X, 215 et suiv.

demandera à l'Assemblée de 1852 d'arrêter « en même temps que le fermage, ce morcellement absurde qui est un désastre pour la fortune publique » et de profiter « de la grande liquidation *pour recomposer les héritages* et en empêcher à l'avenir la dissémination » (1).

La « recomposition des héritages », tel est en dépit de tant d'apparences contraires le but permanent poursuivi par Proudhon, à travers cette polémique de vingt-cinq années, dont nous avons tâché de montrer l'ingéniosité, la variété et la vigueur. Qu'il parle de *propriété* ou de *possession*, l'idéal au fond est le même. Il faut donner au paysan assez de terre pour qu'il puisse faire vivre sa famille ; mais nul ne doit posséder plus de terre qu'il ne peut, avec l'aide des membres de sa famille, en cultiver. Ainsi déterminée, l'étendue de la propriété ou de la possession paysanne n'est pas considérable : « Il ne faut pas grande propriété pour se tirer d'affaire et vivre libre à la campagne, il ne faut que du nerf et de l'activité (2). » Proudhon, dans la *Capacité politique des Classes ouvrières* essaiera de calculer ce qui peut être considéré comme nécessaire : « Une famille de paysans propriétaires, écrit-il, cultivant de leurs propres mains et composée en moyenne de quatre à cinq personnes

(1) *Idee générale de la Révolution*, X, 225.

(2) *Corr.*, X, 17. Lettre à Charles Proudhon, 16 avril 1860.

peut vivre à l'aise sur une propriété ainsi composée :

Terres arables.	3 Hect. » ares.
Vignes et jardins.	» — 30 —
Prés	» — 54 —
Cultures diverses.	» — 12 —
Parts de jouissance dans les eaux et forêts, landes, bruyères, etc.	» — 96 —
Ensemble	4 Hect. 92 ares

En deux mots une famille de paysans, composée de quatre à cinq personnes, vivra à l'aise sur un patrimoine d'environ 5 hectares de superficie. Elle trouvera dans cette exploitation, outre la contribution à payer à l'Etat, un supplément de denrées qui lui servira [à acquérir] les produits industriels, draps, linge, taillanderies mobilier, poterie, etc., dont se compose le ménage agricole : ce que nous évaluerons avec l'impôt au tiers de la consommation (1). »

Nous nous garderons de considérer ce mode de composition et cette étendue de la propriété paysanne comme un modèle à réaliser partout. Comme l'a fortement démontré M. Souchon (2), toute distinction des diverses propriétés agraires basée sur leur étendue est arbitraire parce que tout dépend ici de la nature du terrain, de sa fécondité, des cultures auxquelles il est propre. Proudhon songe évidemment ici à ces premiers coteaux

(1) *Capacité politique des classes ouvrières*, édition de 1868, p. 311.

(2) Souchon, *La propriété paysanne*, Paris, 1899, p. 2 et suiv.

du Jura, où la vigne, les céréales, les pâturages, les bois, se mélangent harmonieusement, à ces jolis rivages du Doubs, de la Loue ou de l'Ognon, où il avait passé son enfance, et où tout son bonheur était d'aller jouir, dans les loisirs si rares que lui laissait sa vie de combattant, de l'existence simple et robuste des paysans de Comté. Mais son idéal de petite propriété rurale est indépendant de ces précisions locales. Et c'est bien à peu près celui que définit M. Souchon, quand il veut réserver le nom de propriété paysanne à ces « possessions moyennes, dont la récolte doit être assez abondante pour nourrir le maître et sa famille, à la double condition que cette famille ne soit pas excessivement nombreuse, et que tous ses membres consacrent leur activité au soin de l'exploitation (1). »

(1) Souchon, *Ibidem*, p. 10. Proudhon, *Théorie de la Propriété*, 2^e éd., p. 77, trouve « la possession et l'exploitation du sol par indivis juste, féconde, nécessaire même, tant que la société exploitante n'excède pas les limites d'une proche parenté, — père, mère, aïeul et aïeule, enfants, beaux-fils et belles-filles, domestiques, oncles et tantes... »

CHAPITRE III

LA POSSESSION

Les idées positives de Proudhon sur la Propriété foncière. — La *possession*. — Insuffisance des indications des premiers Mémoires. — La possession et l'*hérédité* : l'héritage, la famille, l'Etat ; hérédité et égalité. — Le bien de famille. — La distinction faite par le socialisme contemporain entre la *propriété* et l'*exploitation*.

Nous avons dit à quel idéal de propriété paysanne aboutissent les critiques de Proudhon. Mais cet idéal n'est aujourd'hui réalisé que rarement. La propriété paysanne, quand elle n'est pas soumise au *droit d'aubaine*, est incessamment battue en brèche par la grande propriété et par la propriété parcellaire, par l'accaparement et par le morcellement. Par quels moyens pratiques serait-il donc possible de la généraliser et de la maintenir ? Nous passons au côté positif de la doctrine de Proudhon sur la propriété foncière ; c'est le plus mal connu. Peu de gens sont disposés à voir en lui autre chose qu'un

démolisseur. Serait-il donc capable, en dépit de sa réputation, de vues pratiques ingénieuses et précises ? Telle est la question à laquelle nous voudrions essayer de répondre, sans parti-pris.

Mais nous allons retrouver ici les variations, ou plutôt l'évolution que nous expliquions plus haut, et qui, des premiers Mémoires à la théorie posthume conduit progressivement Proudhon à abandonner la théorie « équivoque » (1) de la *possession* pour défendre enfin sans réserve, et même avec une pointe d'exagération littéraire et provocante la pleine *propriété*.

C'est en transformant les propriétés en *possessions*, c'est-à-dire en les subordonnant au droit éminent et au contrôle de l'Etat que Proudhon espère, en 1840, maintenir leur approximative égalité et empêcher que le propriétaire ne jouisse, dans une orgueilleuse paresse, du travail de ses tenanciers. La conception est claire dans sa formule théorique et nous avons suffisamment dit les résultats pratiques auxquels elle vise. Mais c'est sur les moyens de la mettre en œuvre que nous voudrions maintenant être renseignés. Or, Proudhon s'en explique à plusieurs reprises ; mais, ses critiques sur ce point ont raison, il est malaisé de considérer ses indi-

(1) *Théorie de la Propriété*, ch. VIII, p. 205. 2^e éd. Cherchant, dit-il, en 1840, une formule supérieure qui donne également satisfaction à l'intérêt collectif et à l'initiative individuelle « je donnais à cette formule supérieure... le nom provisoire de *possession*, terme équivoque qui rappelait la forme d'institution dont je ne pouvais vouloir, et que j'ai abandonnée. »

cations comme suffisantes. Si l'on s'en tient aux premiers mémoires, il n'est pas injuste de dire que la reconstruction n'est pas à la hauteur de la destruction. Nous aurons à nous demander tout à l'heure, quand nous étudierons les idées positives de Proudhon sur la *propriété* proprement dite, si l'on ne trouve pas dans les œuvres postérieures de quoi faire oublier cette indigence du début.

Quoi qu'il en soit, voici, telle qu'il est possible de la dégager de réflexions éparses et sommaires, la façon dont Proudhon conçoit, dans ses premiers mémoires, le régime de la *possession*.

La quotité de chaque parcelle sera « limitée à ce qu'une seule famille peut faire valoir par elle-même et sans faculté d'amodier (1) ». La possession sera toujours révocable et l'Etat ne manquera pas d'exercer son droit de reprise chaque fois que le possesseur laissera sa parcelle inculte ou la cultivera mal (2). Les possessions pourront être échangées, mais non *vendues*, car si la loi permet au possesseur ruiné par l'usure de vendre sa possession, elle permet du même coup la reconstitu-

(1) Cela résulte de l'exposé fait par Proudhon des causes qui ont engendré à Rome la grande propriété, v. *Lettre à Blanqui*, *Deuxième Mémoire*, I, 265.

(2) En juin 1848 encore, dans son *Programme révolutionnaire aux Electeurs de la Seine*, il propose de décréter par une loi que « l'obligation de cultiver étant la condition *sine qua non* du droit de propriété, toute terre non cultivée [doit faire] retour à l'Etat », XVII, 60.

tion de la grande propriété, de la « propriété dévorante et anthropophage (1) ». On prendra enfin des mesures contre le morcellement, dût-on même faire revivre quelque chose de ce droit d'aînesse qu'a supprimé la Révolution, car l'égalité de partage prescrite par le Code civil, quand elle s'applique au domaine du paysan, conduit fatalement à la « licitation, c'est-à-dire à la dépossession de la famille héritière (2) ». Enfin et surtout, les possessions seront *héréditaires*.

Nous devons insister sur ce dernier point. La défense de l'hérédité est en effet l'une des idées profondes et permanentes de Proudhon ; c'est une de celles aussi sur lesquelles on l'a le plus fréquemment accusé de contradiction.

L'homme qui a comparé la propriété au vol est partisan de l'héritage ! Il l'est même avec une singulière

(1) *Deuxième Mémoire*, I, 266 ; et aussi p. 330, « j'ai cherché ce qui, dans l'idée de propriété était nécessaire, immuable, absolu, et j'ai affirmé après vérification authentique que cette idée se réduisait à celle de *possession individuelle*, susceptible *non d'aliénation, mais d'échange* : ayant pour condition le travail, non une occupation fictive ou une oisive volonté ». M. Ed. Lagarde : (*La Revanche de M. Proudhon ou l'Avenir du socialisme mutualiste*, Paris, Jouve 1905) critique cette idée de Proudhon en montrant qu'un possesseur tenant absolument à être dépossédé ne manquera pas de trouver un biais pour y parvenir (p. 73). Telle n'est pas en effet l'éventualité — assez étrange — à laquelle songe Proudhon. Proudhon veut éviter l'*accaparement*. Au surplus il ne repousse pas absolument à cette époque, comme le croit M. Lagarde, l'intervention de l'État pour empêcher l'abus de la propriété (Ed. Lagarde, *loc. cit.*, p. 72 à 74).

(2) *Contr. Ec.*, V, 233.

ardeur de conviction. Et contre les Saint-Simoniens, contre Louis Blanc, qui veulent supprimer l'héritage parce qu'ils y voient le principal des avantages injustifiés dont jouissent les privilégiés d'aujourd'hui, il s'empporte en véhémentes invectives : « Au lieu d'abolir l'hérédité songez donc plutôt à faire cesser la deshérence... Proscrire l'hérédité parce qu'elle n'est pas encore effective pour tout le monde, c'est raisonner dans un sens matérialiste et contrerévolutionnaire ; c'est comme si on condamnait la France à ne manger que des pommes de terre et à boire de l'eau par compassion pour la malheureuse Irlande (1) ? » C'est que l'abolition de l'hérédité, c'est aux yeux de Proudhon, la destruction de la *famille* : « L'hérédité est l'espoir du ménage, le contre-fort de la famille... Sans l'hérédité, non seulement il y a plus d'époux ni d'épouses, il n'y a plus ancêtres ni descendants. Que dis-je, il n'y a pas même de collatéraux puisque malgré la sublime métaphore de la fraternité citoyenne, il est clair que si tout le monde est mon frère, je n'ai plus de frère. C'est alors que l'homme, isolé au milieu de ses compagnons, sentirait le poids de sa triste individualité, et que la société, privée de ligaments et de viscères par la dissolution des familles et la confusion des ateliers, pareille à une momie desséchée, tomberait en poussière (2). » Au surplus, abo-

(1) *Contr. Ec.*, V, 205.

(2) *Contr. Ec.*, V. 201. V. aussi *Programme révolutionnaire aux Electeurs de la Seine*, XVII, 44 et 55. « La révolution de 1848

lir l'hérédité, c'est laisser à l'*Etat*, tout le soin d'éduquer les enfants, d'éveiller et de diriger les vocations, comme de répartir les fortunes et peut-être de les gérer, c'est remplacer comme l'écrit Louis Blanc, la « prévoyance paternelle » par la « prévoyance sociale (1) », c'est s'abandonner enfin, avec le même Louis Blanc, à cette « idéologie absurde, qui consiste à remplacer partout l'action libre de l'homme par la force d'*initiative du pouvoir*, l'être réel par un être de raison, la vie et la liberté par une chimère dont la triste influence a été la cause de presque toutes les calamités sociales (2). »

Nous empruntons ces citations aux Contradictions Economiques (3). Mais, si l'on peut dire que, de 1840 à 1845, la défiance de Proudhon à l'égard de l'Etat s'est déjà accentuée, ou que du moins il a pris une conscience plus claire des conséquences de cette *anarchie* qu'il pro-

n'atteint donc pas la famille, ne peut pas l'atteindre... Je protesterais donc contre la loi, civile ou fiscale, qui aurait pour objet de restreindre ou limiter la puissance paternelle, le principe d'hérédité, la faculté de donation et de testament. L'égalité et la fraternité n'ont pas besoin, selon moi, de telles sauvegardes » (p. 45).

(1) *Contr. Ec.*, V. 203.

(2) *Contr. Ec.*, V. 204.

(3) On trouvera une très éloquente défense de l'héritage dans le *Mémoire sur l'Impôt* (XV, p. 141 et suiv.) avec les mêmes arguments. La suppression de l'héritage est une « attaque formelle à la famille » (p. 141); elle aboutit au communisme gouvernemental » (p. 150); et surtout p. 142 la belle profession de foi de Proudhon : « il reste convaincu que la principe de la transmission héréditaire, donné d'abord par la nature ou l'instinct paternel, est en même temps une des meilleures lois de l'économie, de l'administration et de la police des sociétés. »

clamait dès 1840, si, par cela même, l'idée de possession, à laquelle il reste encore fidèle cependant (1), commence à perdre du terrain devant celle de propriété, dès les premiers mémoires l'idée d'hérédité trouve en lui un ardent défenseur. Le régime social qu'il conçoit, au moment où il attaque la propriété avec le plus d'acharnement, cette « troisième forme de société, synthèse de la communauté et de la propriété (2) », dont il établit les principes à la fin du premier Mémoire, « n'est point contraire aux droits de succession et de testament. Elle se contente de veiller à ce que l'égalité n'en soit point violée (3) ». Bien plus, Proudhon veut faire de l'hérédité même un moyen de réaliser l'égalité. « De ce point de vue » toute la législation concernant les transmissions, les substitutions, les adoptions et, si j'ose employer le mot, les *coadjutoreries* est à refaire (4), écrit-il. Et il indique, ici ou là, comment il conçoit cette réforme juridique : indications bien insuffisantes (5), à coup sûr, et qui prétent à plus d'une cri-

(1) V. *Contr. Ec.*, t. II, p. 241. « Ce qu'on a l'air de conserver et ce qu'en réalité on poursuit sous le nom de propriété, n'est plus la propriété ; c'est une forme nouvelle de possession, sans exemple dans le passé et que l'on s'efforce de déduire des principes ou motifs présumés de la propriété... »

(2) *Premier Mémoire*, I, 219.

(3) *Premier Mémoire*, I, 221.

(4) *Premier Mémoire*, I, 221.

(5) Nous voyons seulement que Proudhon, toujours dominé par son idée de la petite possession paysanne, veut éviter le cumul des héritages (I, 221) « opez, ne cumulez pas ». V. aussi I, 190 et 191.

tique (1). Nous n'en voulons pas entreprendre un examen détaillé ; il n'est pas surprenant que Proudhon ne se soit pas étendu davantage sur les applications d'une idée à laquelle il allait bientôt renoncer.

Mais nous devons retenir l'original effort fait par Proudhon pour mettre d'accord ici sa critique de la *propriété*, sa théorie de la *possession*, et cette institution de l'*héritage* à laquelle il tient comme il tient à la solidité du lien familial, comme il tient à sauvegarder, en face de l'Etat, l'initiative du producteur et l'indépendance du citoyen. La possession, c'est la propriété limitée, réglée, légitimée par la société ; mais il est possible parallèlement, de régler et de légitimer la transmission héréditaire (2)? Où donc est la contradiction ?

« La société ménageant à la fois les affections familiales et ses propres droits ne doit pas permettre que l'amour et la faveur ne détruisent jamais la justice » ; et « tout en se plaisant à croire que le fils depuis longtemps associé aux travaux du père est plus capable qu'un autre d'en poursuivre la tâche, que le citoyen surpris par la mort dans l'accomplissement de son œuvre, saura par un goût naturel et de prédilection pour son ouvrage désigner son plus digne successeur, tout en laissant à l'héritier désigné par plusieurs le droit d'opter entre divers héritages, la société ne peut tolérer aucune concentration de capitaux ou d'industrie au profit d'un seul homme, aucun accaparement de travail, aucun envahissement. » V. aussi I, 66 note, où Proudhon veut se servir des cousins germains pour « équilibrer les partages entre deux branches différentes, de manière qu'on ne vit pas dans une même famille les extrêmes de la richesse et du dénuement » ; v. aussi *Avertissement aux propriétaires*, II, 21.

(1) V. Arthur Desjardins, *op. cit.*, p. 149. t. II.

(2) *Avertissement aux propriétaires*, II, 21. « L'hérédité est un mode de transmission du mort au vif : or, d'après le droit exis-

N'est-il pas vrai de dire, tout au contraire, que l'hérédité, si elle est d'intérêt social, doit être considérée « moins comme une prérogative que comme une obligation de plus imposée au possesseur » (1)? Dans la théorie posthume de la propriété, c'est en effet par cette obligation, conséquence de l'*indivisibilité* et de l'*inaliénabilité* des possessions que Proudhon définira, avec une clarté qui ne laisse rien à désirer ce type de propriété limitée et subordonnée « droit d'user de la terre, mais non d'en abuser, *jus utendi sed non abutendi* (2) », dont au reste, à cette époque, il ne se contente plus. On comprend, écrit-il, que « le partage du sol étant fait surtout en vue des familles, ce n'est point parce que le droit du détenteur est absolu qu'il transmet sa possession, c'est au contraire parce que ce droit est restreint que la possession est héréditaire (3) ».

Cette petite possession paysanne, *indivisible, inaliénable, héréditaire*, qui est l'idéal agraire de Proudhon dans les premiers Mémoires, fait penser, par ce triple caractère à ce *bien de famille* que de nombreux économistes préconisent aujourd'hui comme le meilleur moyen d'arrêter la dépopulation des campagnes, en mettant un terme à la dispersion des héritages, en atta-

tant les pères transmettent arbitrairement à leur enfant un *privilege*, tandis que selon le droit naturel, ils doivent lui transmettre *légitimement* un titre *légitime*. »

(1) *Théorie de la Propriété*, 2^e éd., p. 88.

(2) *Ibidem*, p. 89.

(3) *Théorie de la Propriété*, p. 88.

chant fortement au sol la famille du paysan. Il n'est pas jusqu'à la prédominance chez Proudhon des préoccupations morales, qui n'invite à ce rapprochement. Ce que veut Proudhon, c'est sauvegarder, contre le despotisme et l'inertie de la communauté, l'initiative et l'indépendance du travailleur (1), assurer une base solide à la famille, au ménage, ce discret « royaume de la femme » (2), au « foyer », refuge suprême du travailleur ; c'est encore — et ce sentimentalisme est remarquable de la part d'un philosophe habituellement si sévère pour les arguments sentimentaux — entretenir et fortifier cette « poésie du lieu natal (3) », ce « culte du patrimoine (4) », ce sentiment profond de la nature qui est la foi suprême du paysan et le grand mobile de son acharné labeur. N'est-ce pas ce que veulent également les économistes auxquels nous faisons allusion ? Mais ceux-ci sont en général conservateurs ; ce qu'ils attendent de l'institution du bien de famille, c'est un renforcement de la propriété, un obstacle décisif à l'envahissement du socialisme dans les campagnes ; et c'est, au contraire, à l'époque où il attaque le plus furieuse-

(1) Préoccupation qui ne fera que grandir chez Proudhon, au point de lui faire rejeter bientôt la théorie de la possession, mais qui, dès le *Premier Mémoire*, lui fait opposer avec force la *possession individuelle* à la *communauté*.

(2) C'est dans la famille que se découvre le sens profond de la propriété (*Contr. Ec.*, 198, *œ. c.*, t. V).

(3) *Ibidem*.

(4) *Théorie de la Propriété*, 2^e éd., p. 158.

ment la propriété que Proudhon est disposé à recourir, pour empêcher le morcellement des héritages et la dépossession des familles paysannes, à d'analogues restrictions du droit d'aliéner, à une réglementation analogue du droit successoral. Après les remarques qu'on a lues ci-dessus, on peut juger de quel côté est l'inconséquence : cette propriété limitée, subordonnée à l'intérêt général, à laquelle manque ce droit de disposer qui est, aux yeux des juristes, l'attribut essentiel de la propriété, ce n'est plus la propriété, c'est cela même que Proudhon désigne du nom de *possession*.

Au reste, nous ne voulons pas forcer le sens de ce rapprochement. Il y a chez Proudhon une préoccupation constante de justice, d'affranchissement des travailleurs ruraux à l'égard des propriétaires non exploitants, d'égalité enfin, qui est assez étrangère d'ordinaire aux économistes conservateurs ; c'est parmi les socialistes eux-mêmes que sa théorie de la possession, ou plutôt la distinction qu'il a faite, le premier et avec plus de rigueur que nul autre, entre la pleine propriété et la possession, nous paraît appelée à une nouvelle fortune. N'est-ce pas à une distinction toute voisine de celle-ci que recourt Eduard David, par exemple, lorsque réservant à l'Etat, au nom des principes collectivistes, la *propriété* du sol, il admet que l'*exploitation* peut d'ailleurs rester individuelle (1), si sa valeur technique est

(1) On trouvera cette distinction en des termes tout à fait proches de ceux-ci dans certains passages de Proudhon. V. par ex.

démontrée supérieure à celle de l'exploitation collective, qu'un régime agraire conservant l'*exploitation individuelle*, sous le contrôle de l'Etat, n'a rien qui répugne au socialisme. De fait, une distinction de ce genre s'impose à quiconque admettant, pour des raisons de droit, d'égalité, de justice, l'idée de la *propriété* collective du sol, se refuse pourtant à soumettre l'ensemble des exploitations agricoles à une seule et monstrueuse *exploitation* collective. C'est un point de vue assez habituel aux *landnationalisators* anglais. Le rachat des terres par l'Etat n'implique pas l'exploitation directe par l'Etat; des concessions seront accordées soit à des collectivités plus restreintes, soit, de préférence, à des individus, ou plutôt à des familles. Colins avait déjà exprimé la même idée. Il semble qu'elle doive acquérir une faveur croissante parmi les socialistes, à mesure que perdent de leur autorité, sous l'influence de critiques comme celles de Gatti ou d'Ed. David, les formules trop absolues du marxisme sur la concentration des entreprises et la supériorité technique de l'exploitation en commun. La théorie proudhonienne

Concurrence entre les chemins de fer et les voies navigables, II, 269 : « L'Etat propriétaire ne cultive ni n'exploite, il amodie : il ne fait concurrence à personne, il excite la concurrence et en fait son profit. Il est vrai qu'en raison du meilleur marché qu'il doit obtenir, il garantit l'usage exclusif de la chose; c'est un monopole qu'il concède, mais un monopole *négatif*, c'est-à-dire créé pour le plus grand avantage de tous, au lieu du monopole *positif*, créé seulement pour la hausse. »

de la possession individuelle garde ainsi une singulière actualité (1).

Mais nous savons que si, dans ses premières œuvres, Proudhon condamne la propriété, qu'il veut remplacer par la possession, ce n'est là qu'une étape provisoire de sa pensée ; il allait réhabiliter bientôt la pleine propriété. Dès 1850-1851, il repousse de toutes ses forces le droit éminent de l'Etat sur les exploitations individuelles ; il se refuse à mettre des entraves à la « liberté des transactions et des héritages (2) ». Bientôt il ne voudra même plus qu'on ôte sa propriété à quiconque la cultive mal ou laisse ses terres sans culture. « L'abus de la propriété est le prix dont vous payez ses inventions et ses efforts », et « mieux vaut encore pour la société supporter ce préjudice que de le conjurer par des règlements (3) ». Et cependant, nous l'avons amplement démontré, en dépit d'une opposition radicale dans leurs formules théoriques, la conception première de la possession et la conception dernière de la propriété recouvrent de leurs apparences contradictoires le même idéal de petite exploitation paysanne, affranchie du fermage, cultivée librement, avec le moins grand

(1) Ed. David, *Socialismus and Landwirthschaft* et aussi, *Le Socialisme à l'œuvre*, par Georges Renard, en collaboration avec Aimé Berthod, G. Fréville, A. Landry, Mantoux, Simiand, p. 219.

(2) V. plus haut p. 40 et suiv.

(3) V. *Théorie de la Propriété* p. 167.

nombre possible de salariés, par le groupe familial ; quels sont donc les moyens pratiques par lesquels Proudhon, dès lors qu'il renonce à la réglementation à laquelle il avait d'abord songé, entend réaliser cet idéal ?

CHAPITRE IV

FERMAGE ET RENTE

- I. LE RACHAT DES FERMAGES. — Fermage et intérêt : le remboursement par annuités et les banques de crédit foncier; la « liquidation sociale » et le problème agraire dans *l'Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*.
- II. LA RENTE FONCIÈRE. — Ricardo; la rente comme instrument de justice distributive. — L'impôt sur la rente foncière. Henri George. Défiance de Proudhon à l'égard de l'Etat. — La rente et les associations d'assurance mutuelle.

Nous abordons l'étude des moyens pratiques proposés par Proudhon pour réaliser son idéal de propriété paysanne.

Le problème ici posé est double : en premier lieu, il faut donner la propriété de leur lopin à ceux qui ne le cultivent aujourd'hui qu'à titre de tenanciers ; en deuxième lieu, il faut instituer les garanties nécessaires pour qu'une égalité au moins approximative se maintienne entre ces petites propriétés reconstituées.

I

Le rachat des fermages

L'idée de « racheter la terre », de « rembourser la propriété (1) », et par ce remboursement de libérer le cultivateur de tout fermage, apparaît de bonne heure chez Proudhon. Elle est intimement liée à sa conception de l'*intérêt du capital*. Fermage, intérêt du capital, droit d'aubaine, ne savons-nous pas l'identité de cette *série*, qui synthétise la plupart des *abus* de la propriété ? Nous n'entreprendrons pas ici l'étude approfondie des idées de Proudhon sur l'intérêt du capital. Nous devons dire du moins que ce qui choque Proudhon (à prendre sa pensée dans sa signification la plus précise et son expression la plus réfléchie), ce n'est pas, contrairement à une interprétation fréquente, qu'une rétribution soit exigée pour le prêt d'un instrument de travail, ou, ce qui revient au même, pour l'avance d'une somme d'argent ; cette rétribution correspond à un service rendu, et, comme telle, se justifie ; mais Proudhon ne veut pas de la *perpétuité* de l'intérêt. Le propre du capital écrit-il dans les Contradictions Economiques (2) est de « ne rendre qu'un *intérêt à temps*

(1) *Programme révolutionnaire*, XVII, 59.

(2) *Contr. Eco.*, V. 207.

suffisant pour le reconstituer avec bénéfice » ; cela étant, l'intérêt ne rentre dans « le rôle que lui assigne la théorie » que « du jour où de revenu perpétuel qu'il était, il devient *remboursement avec prime et par annuités* ». Or, ce qui est vrai du genre est vrai de l'espèce. La rente payée par le cultivateur au propriétaire du sol n'est qu'une des formes de l'intérêt du capital (1), avec cette circonstance aggravante que le capital industriel ou mobilier s'accroissant sans cesse par l'afflux des créations nouvelles de l'activité humaine, — comme si nous étendions par le travail, dit Proudhon, le domaine que nous a donné la nature (2) — sa valeur diminue par son abondance même, et qu'en conséquence le taux auquel on l'emprunte doit aller toujours décroissant : tandis que la terre, capital qui, au surplus, ne « périt jamais », n'est « susceptible d'aucune augmentation quant à la matière (3) », et, tendant à se louer

(1) *Contr. Ec.*, V. 206 et 207. « La rente, avons-nous dit au ch. vi, a la plus grande affinité avec l'intérêt. Toutefois elle en diffère essentiellement en ce que l'intérêt n'affecte que les capitaux nés du travail et accumulés par l'épargne, tandis que la rente porte sur la terre, matière universelle du travail, substratum primordial de toute valeur. »

(2) *Contr. Ec.*, V. 208, « Toute formation de capital équivaut donc pour nous à la conquête d'un terrain. » « La France va dépenser deux milliards en canaux et chemins de fer, c'est comme si elle ajoutait à son territoire la moitié d'un département » p. 209.

(3) *Contr. Ec.*, V. 207. Proudhon paraît croire, dans ce passage des Contradictions, que la rente foncière grandit surtout par le « perfectionnement de l'industrie » agricole « duquel résulte

toujours plus cher à mesure que la population augmente, fait apparaître toujours plus insupportable et plus inique le monopole sans fin du propriétaire foncier. Nous reconnaissons ici l'influence de Ricardo, dont la théorie de la rente foncière, assez mal comprise d'ailleurs, comme l'a noté Diehl (1), influençait déjà sur ce point la critique du premier Mémoire. Mais quoi qu'il en soit de ces caractères spécifiques du capital immobilier, la réforme proposée à son égard par Proudhon n'est pas différente de celle qu'il veut appliquer au capital en général : il veut supprimer la *perpétuité* du revenu, et y substituer un remboursement *avec prime et par annuités*.

C'est dans *l'Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*, peut-être, que Proudhon s'est expliqué sur ce sujet de la manière la plus complète et la plus précise ; mais déjà, dans ce *Programme révolutionnaire* (2) qu'il adressait au début de juin 1848 aux électeurs de la Seine, et qui contient, dans une suite de décrets fortement motivés, son premier projet de « liqui-

l'amélioration dans l'usage de la terre ». On sait que la vérité est tout autre. Le perfectionnement de l'industrie agricole tend au contraire à faire baisser la rente foncière. Ricardo le remarquait déjà, et disait que ce perfectionnement rend inutile la culture des terres les plus mauvaises. Il suffit d'alléguer qu'en multipliant les produits agricoles, il en diminue la valeur et par contre-coup, celle du sol.

(1) V. plus loin p. 122 et suiv. et Diehl, *loc. cit.*, I, 53 et 54.

(2) XVII, p. 43 et suiv.

dation sociale » (1), sans vouloir se prononcer, nous dit-il, sur « l'organisation ultérieure de l'agriculture » il considère du moins le propriétaire comme entièrement remboursé de sa propriété le jour où « par l'accumulation des annuités, il a touché une somme égale à la valeur de son immeuble augmentée d'une prime de 20 0/0 à titre d'indemnité » (2). Et, dix ans plus tard, dans son grand traité de la Justice, cherchant à quelle condition la propriété, « fait vague, contradictoire, capable de produire indifféremment du bien et du mal (3), » peut « tomber sous l'empire du droit » (4), quelle « balance » doit déterminer et légitimer les rapports du propriétaire et du locataire (5) ou du fermier, ce qu'on demande au propriétaire, écrit-il, c'est « de ne pas exiger de sa propriété quand il la présente à l'échange, plus qu'elle ne *vaut*, un telle prétention impliquant double vol (6), vol à la deuxième puissance, ce que la société ne saurait tolérer... Donc que le dit propriétaire fournisse ses comptes ; que l'on sache ce que lui coûte la propriété, en capital, entretien, surveillance, intérêt même

(1) Titre de la cinquième étude de l'*Idee générale de la Révolution au XIX^e siècle*, p. 177.

(2) XVII, p. 59.

(3) *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, XXI, 328.

(4) *Ibidem*, p. 331.

(5) V. plus haut, p. 46 et 47.

(6) Le premier *vol* est dans le fait de l'*appropriation* par un individu d'une partie de terre qu'il avait tout juste le droit d'occuper à titre de possesseur. *Ibidem*, p. 331 et ce que nous disons plus haut, chap. II, 1.

et rente, là où la rente et l'intérêt se paient ; le prix du loyer, égal à une fraction du total, sera considéré, selon la convenance des parties et la nature de l'immeuble, soit comme *annuité portée en remboursement*, soit comme équivalent des frais d'entretien et d'*amortissement*, plus une rémunération pour garde, services ou risques de l'entrepreneur » (1). La formule est ici plus complexe parce que Proudhon pense surtout, dans ce passage, à la propriété bâtie. Mais l'idée est la même : la perpétuité de la redevance due à la propriété oisive et parasite doit disparaître. On paiera les services qu'elle rend quand elle en rend (garde et entretien des maisons, etc...), on indemnifiera ses risques ; mais son capital doit être régulièrement, automatiquement *remboursé* ou *amorti* ; et, une fois qu'on en aura payé la valeur entière, le propriétaire n'aura plus rien à réclamer du chef de ce capital (2). S'il s'agit de la propriété fon-

(1) *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, XXI, 331 et 332.

(2) C'est à partir de 1847-1848, alors qu'il quitta Lyon pour Paris, que Proudhon commença à diriger sur la propriété bâtie les critiques qu'il avait presque exclusivement concentrées jusque-là sur la propriété agricole. C'est que la question des loyers était, et est restée, à Paris, l'une des formes les plus inquiétantes et les plus douloureuses de la question sociale. A deux reprises surtout elle passa tout à fait au premier plan des préoccupations de Proudhon, en 1848 d'abord, pendant la terrible crise causée par la révolution, quand il écrivit son fougueux article sur le *terme* ; plus tard, sous l'empire, quand les grands travaux d'Hausmann, remplaçant par de larges avenues les quartiers populeux où s'entassaient les logements ouvriers, amenèrent une hausse énorme

cière, où la garde et l'entretien sont d'ordinaire à la charge de l'usager, il apparaît que le propriétaire, ainsi désintéressé, n'ayant plus dès lors aucun rôle à jouer, ne rendant plus de services, n'aura plus de droits.

des petits loyers. « On sait, écrit Proudhon dans *Justice* (XXI, 328 et 329), quelle hausse sur les loyers a eu lieu, principalement à Paris, depuis le coup d'Etat. Si j'avais la fatuité de me prévaloir, pour la justification d'une théorie, du sentiment public, je pourrais dire que tout le monde pense aujourd'hui sur la propriété comme le publiciste qui, en 1840, en donnait une si énergique définition. Le scandale est allé si loin qu'un jour le *Constitutionnel*, après une sortie virulente contre les propriétaires, annonça l'intention d'examiner le droit de l'Etat d'intervenir dans la fixation des loyers, et qu'une brochure a paru, il y a six mois, avec le laisser-passer de la police, sous ce titre : *Pourquoi des propriétaires à Paris ?* J'ignore ce que peut cacher ce ballon d'essai, mais il ne peut que m'être agréable de voir les feuilles de l'empire rivaliser, à propos du terme, avec le *Représentant du Peuple* » (v. aussi dans le même sens, *La Justice poursuivie par l'Eglise*, XX, 238). Il n'y a pas lieu d'insister sur cette application particulière des théories de Proudhon. Qu'il s'agisse de la propriété bâtie ou de la propriété non-bâtie, sa critique repose sur les mêmes principes. Notons seulement qu'en matière de propriété bâtie, Proudhon reste plus attaché qu'en matière de propriété non-bâtie à l'idée d'une *propriété collective* dominant et limitant les diverses *possessions individuelles*. Plus exactement, ce qu'il tient par-dessus tout à sauvegarder ici, c'est l'individualisme de la consommation, je veux dire, l'individualité du *ménage*, mais les raisons qui militent en faveur de la propriété individuelle et même de l'exploitation individuelle perdent beaucoup de leur force quand on envisage les maisons au lieu des champs ; et par contre, on peut apporter ici des arguments nouveaux en faveur de la propriété et de l'exploitation collective (v. ce que nous disons dans le *Socialisme à l'œuvre* pages 195 et suiv. et en particulier pages 200 et 201). Ces caractères distinctifs des deux espèces de propriété immobilière n'ont certainement pas échappé à Proudhon. Que l'on compare, dans l'*Idee générale de la Révolution*, le dé-

Tel est le principe. Proudhon le rattache aux idées les plus générales et les plus profondes de sa philosophie juridique. Substituer à l'éternité de la redevance un remboursement par annuités, c'est, nous dit-il remplacer le contrat encore tout féodal de bail à loyer par un contrat purement commercial *d'échange* (1). Dès lors que le prêt à usage est devenu une vente (2), il n'y a plus subordination de l'homme à l'homme, mais *réciprocité des services* ; l'idée d'autorité, principe générateur du droit ancien, à disparu devant celle de *mutualité* qui est, nous le savons, la formule la plus générale, l'expression hautement synthétique du droit nouveau (3).

Quant aux moyens pratiques d'opérer ce remboursement par annuités, qui doit mettre un terme à la sujétion du locataire ou du fermier, Proudhon en indique plusieurs, inégalement rapides, inégalement révolutionnaires aussi.

cret qu'il propose pour « liquider » la propriété des bâtiments (X, 203) et celui qu'il propose pour liquider la propriété agraire (X, 209). Le locataire des maisons n'obtient, après la liquidation c'est-à-dire après le rachat, qu'une part *indivise* « dans la maison par lui habitée et dans la totalité des constructions exploitées à loyer et servant à la demeure des citoyens » ; et ces maisons sont *gérées par l'administration communale* ; tandis que le cultivateur obtient un droit de propriété, assez étroitement limité, à vrai dire (v. ce que nous disons plus loin pages 122 et suiv.) sur la portion *divise* de terrain qu'il féconde, les conseils municipaux n'ayant plus que « la *police agricole* » (X, 210) non la *gestion*.

(1) *Idee générale de la Révolution*, X, 201.

(2) *Ibidem*, X, 200.

(3) V. notre étude sur les Tendances Maîtresses de Proudhon.

A la rigueur, il n'est pas besoin d'instaurer une législation nouvelle et de bouleverser le Code civil, une simple institution de crédit foncier peut suffire. Proudhon s'en explique très complètement dans l'*Idée générale de la Révolution*. Après avoir fait allusion aux banques de crédit foncier en usage depuis longtemps déjà parmi les propriétaires de Pologne, d'Ecosse, de Prusse, et rappelé les tentatives faites en 1840, à l'Assemblée constituante, par les plus honorables propriétaires, tels que MM. Flandin, Pougeard et autres, pour doter la France de cette bienfaisante institution (1), « le caractère spécial de la banque foncière, ajoute-t-il, après le bas prix et la facilité de son crédit, c'est le remboursement par annuités (2) ». Grâce à la banque foncière, le cultivateur ne sera plus forcé de payer une redevance perpétuelle au propriétaire de la terre ; il achètera son champ ; il le paiera comptant, si le propriétaire l'exige, avec l'argent que lui prêterait la banque ; et il remboursera cet argent par une série d'annuités dont le taux ne dépassera pas sans doute le taux actuel du fermage, et probablement ne l'atteindra pas. « Cette fois, le fermage n'est plus perpétuel, il s'impute annuellement sur le prix de la chose ; il vaut titre de propriété (3). »

Ce sont là des projets nullement révolutionnaires en

(1) *Idée générale de la Révolution*, X, 205, et aussi X, 193.

(2) *Ibidem*, X, 205.

(3) *Idée générale de la Révolution*, X, 207.

effet. Elles sont fort anciennes ces banques de crédit foncier de Pologne, d'Ecosse et de Prusse, auxquelles fait allusion Proudhon, et dont il avait appris sans doute par les écrits de Ciezkowski et de Wolowski (1) l'heureux fonctionnement. Dès 1770, les petits propriétaires de Silésie trouvaient dans l'usage des lettres de gage (Pfandbriefe) le moyen de se libérer des charges féodales. Parmi les tentatives faites de nos jours pour faciliter l'accession du cultivateur à la propriété, n'est-ce pas quelque chose encore comme ce que désire Proudhon que ces banques foncières constituées par le gouvernement allemand pour activer la constitution des *rentengüter* créés par la loi de 1891 (2). Mais en France même, peu de temps après l'apparition de cette *Idée générale de la Révolution* où Proudhon se plaignait de l'avortement des projets antérieurs, la création du Crédit Foncier de France, n'allait-elle pas lui donner un commencement au moins de satisfaction (3)?

Ce qu'on peut dire contre un tel moyen de libérer

(1) V. plus loin, sur Wolowski, pages 176 et suiv., et sur Ciezkowski, p. 181. note 1.

(2) V. Lefébure, *La Réforme agraire en Prusse*, Paris, 1902.

(3) On sait que la société du crédit foncier de France s'est montrée en fait assez impropre à remplir la fonction pour laquelle on l'avait créée. Par les garanties multiples et les formalités coûteuses qu'elle exige, par le taux relativement élevé de ses prêts, par son éloignement des milieux ruraux, elle s'est trouvée moins apte à aider la petite propriété que la grande, la propriété rurale que la propriété urbaine.

la propriété paysanne, c'est qu'il est aléatoire, et que surtout, il est lent. Il ne suffit pas au paysan de trouver de l'argent pour payer l'annuité due à la banque, il lui en faut aussi pour mettre en train son exploitation, et, si les récoltes ne sont pas heureuses, il est fort à craindre que son endettement ne soit sans remède (1). L'expérience de l'Allemagne, à laquelle nous venons de faire allusion, est instructive à cet égard ; malgré les appuis qu'on leur a prodigués, les Rentengüter se trouvent grevés d'une dette hypothécaire qui monte à 95 0/0 de leur valeur. La libération est jusqu'à présent plus apparente que réelle. Surtout, en mettant les choses au mieux, c'est 50 ou 60 ans que le paysan devra attendre pour être enfin complètement maître de son bien (2). Même en supposant que cette

(1) Proudhon signale avec force ce danger, dans le *Manuel du spéculateur*, XI, 395, à propos du Crédit Foncier de France ; il se demande si le malheureux paysan « qui n'a que son travail et ses bras pour répondre des avances à lui faites », n'est pas fatalement destiné à devenir un simple « colon attaché à la glèbe », au service de la puissante compagnie, si on ne va pas l'asservir sous prétexte de le libérer.

Pour les frais qui pèsent sur les emprunteurs agricoles, v. Convent : *les Exploitations agricoles*, p. 362.

(2) Le système prussien des Rentengüter spécifie d'ailleurs que la libération complète ne pourra avoir lieu qu'avec le consentement du vendeur ; c'est un moyen de maintenir le paysan dans la dépendance du gros propriétaire. Mais, en mettant à part cet esprit féodal de la législation prussienne — sur lequel insiste justement M. Lebéfure, il n'y en a pas moins là une tentative intéressante, et qui a au moins à moitié réussi, pour créer une classe moyenne de paysans propriétaires par le crédit foncier. A ce titre,

durée, par une organisation meilleure du crédit, put être réduite à vingt, dix-huit ou quinze ans, comme l'espère Proudhon (1), c'est encore une durée bien longue pour un résultat bien chanceux.

Il n'est pas surprenant que Proudhon ait cherché des moyens plus rapides et plus sûrs.

On trouvera dans l'*Idée générale de la Révolution* l'expression de sa hâte révolutionnaire. Sans doute, il ne renonce pas à ses principes, à cette idée du remboursement par annuités qui doit transformer toutes les sortes de prêts ou locations en contrats purement commerciaux d'échange, pas plus qu'il n'abandonne ce perpétuel souci d'observer la *tendance* des faits, de déterminer la *direction* dans laquelle se meut la société, qui caractérise ce qu'on peut appeler son historisme et son réformisme. Mais, de même qu'il n'est avide de connaître le mouvement de la société que pour tâcher d'en accélérer la vitesse, pour la *faire vivre vite* (2), de même, lorsqu'il s'agit d'appliquer ses principes, il ne se fait pas scrupule d'adopter une interprétation quelque peu simpliste et brutale. « Notre tendance, c'est notre loi, s'écrie-t-il, et bien qu'il n'y ait jamais

elle aurait eu les suffrages de Proudhon, comme elle eut au début ceux de la sociale-démocratie.

(1) *Idée générale de la Révolution*, "X, 206.

(2) « La question se réduit à faire vivre vite la société pendant un laps de temps et à lui faire accomplir en une génération le travail de plusieurs siècles ». *Avertissement aux propriétaires*, II, 17.

de solution de continuité entre les idées, bien que l'esprit sache toujours insérer entre une idée et une autre idée autant de moyens termes qu'il veut, la société se plaît quelquefois aux vastes équations, aux grands sauts. Quoi de plus puéril que de faire des tiers, des quarts, des dixièmes, des vingtièmes de révolution ? Le capital n'a-t-il donc pas assez joui ? Est-il si honorable, si généreux, si pur, que nous lui devons encore le sacrifice de cinquante années de pots de vin ? Nous sommes dans la ligne du progrès ; la pratique universelle plaide pour nous. Qu'attendrions-nous davantage ? En avant ! et au pas de course sur la rente de la terre (1). »

En conséquence, dans cette série de décrets par lesquels il propose de réaliser la *liquidation* des iniquités du vieux monde, Proudhon écrira, pour ce qui concerne la terre :

« Tout paiement de redevance pour l'exploitation d'un immeuble acquerra au fermier une part de propriété dans l'immeuble et lui vaudra hypothèque.

« La propriété, intégralement remboursée, relèvera immédiatement de la commune laquelle succèdera à l'ancien propriétaire et partagera avec lui la nue propriété et le produit net.

« Les communes pourront traiter de gré à gré avec les propriétaires qui le désireront pour le rachat des

(1) *Idée générale de la Révolution*, X, 208 et 219.

rentes et le remboursement immédiat des propriétés.

« Dans ce cas, il sera pourvu, à la diligence des communes, à l'installation des cultivateurs et à la délimitation des possessions en ayant soin de compenser autant que possible l'étendue superficielle avec la qualité du fonds et de proportionner la redevance au produit. »

« Aussitôt que la propriété foncière aura été intégralement remboursée, toutes les communes de la République devront s'entendre pour égaliser entre elles les différences de qualité des terrains, ainsi que les accidents de culture. La part de redevance à laquelle elles ont droit sur les fractions de leurs territoires respectifs servira à cette compensation et assurance générale.

« A partir de la même époque, les anciens propriétaires qui, faisant valoir par eux-mêmes leurs propriétés, auront conservé leur titre, seront assimilés aux nouveaux, soumis à la même redevance et investis des mêmes droits, de manière que le hasard des localités et des successions ne favorise personne et que les conditions de culture soient pour tous égales.

« L'impôt foncier sera aboli.

« La police agricole est dévolue aux conseils municipaux (1). »

Nous avons tenu à reproduire intégralement cet

(1) *Idee générale de la Révolution*, X, 209, 210.

important « décret ». Il nous éclaire vivement sur les conceptions positives de Proudhon en matière agraire. Nous aurons à revenir bientôt sur ses principaux articles. Pour cette question du rachat qui nous occupe à présent, nous voyons Proudhon admettre (à côté des conventions de gré à gré entre les propriétaires et les communes, et comme équivalent de ce *remboursement par annuités* dont il redoute la lenteur) que « tout paiement de redevance pour l'exploitation d'un immeuble acquerra au fermier une part de propriété dans l'immeuble ». Ne serait-ce pas qu'il considère la redevance actuelle du fermier comme au moins égale et probablement supérieure à ce que pourrait être, avec cette organisation meilleure du crédit dont il a conçu le projet, l'intérêt et *l'amortissement* additionnés ? Interprétation évidemment révolutionnaire d'un principe juste. Est-il équitable de se placer idéalement dans les conditions futures de la vie sociale pour transiger avec des droits qui furent acquis dans les conditions actuelles ? Et cependant, aux yeux de Proudhon, ce moyen révolutionnaire est encore un moyen tout de transition et de *conciliation*. « Eh ! croyez-vous conclut-il, qu'au delà de l'idée toute de conciliation que je préfère et que je propose, il n'y en ait pas de plus radicale et de plus sommaire ? Avez-vous oublié ce mot du grand Frédéric au meunier Sans souci : Sais-tu que sans payer je pourrais bien le prendre ? » (1)

(1) *Idée générale*, X, 214.

L'heure n'est plus aux hésitations et aux attermoiements.
« Avant peu il faudra une solution; sinon prenez garde!... Je vois venir l'expropriation universelle, sans utilité publique et sans indemnité préalable. » (1).

II

La rente foncière.

Mais voici la terre *rachetée*, remise, grâce au *remboursement par annuités*, ou à tel autre moyen plus révolutionnaire, entre les mains du cultivateur. A quel régime sera-t-elle désormais soumise? Le projet de décret que nous venons de citer nous donne là-dessus de précieuses indications.

« La propriété, intégralement remboursée, relèvera immédiatement de la *commune*, laquelle *succèdera à l'ancien propriétaire*, et partagera avec le fermier la nue propriété et le produit net. »

Ainsi, dans ce même ouvrage où il déclare hautement renoncer à la théorie de la *possession* parce qu'il ne veut pas mettre la terre sous la souveraineté de « cet être fictif, sans génie, sans passion, sans moralité, qu'on appelle l'Etat » où il repousse avec indignation l'idée que le cultivateur puisse n'être plus qu'« un

(1) *Idee générale*, X, 213.

esclave du fisc » (1), il n'accorde pas cependant au paysan un droit absolu sur son domaine : la *commune* partage avec celui-ci la *nue-proprieté* et le *produit net* ; c'est d'elle que la terre *relève immédiatement*, c'est elle qui *succède à l'ancien propriétaire*, c'est elle qui possède enfin ce *domaine éminent* que les premiers mémoires attribuaient à l'Etat. N'avons-nous pas ici une preuve nouvelle, et frappante, de la continuité des idées fondamentales de Proudhon sous les différences superficielles ; ou plutôt, ne voyons-nous pas ici avec une entière clarté que si Proudhon renonça à sa théorie de la *possession* à mesure qu'il fut davantage convaincu de l'incompatibilité de cette théorie et de ses conceptions politiques, c'est bien le *même* idéal de *justice économique* qu'à travers ces changements il s'efforce de sauvegarder.

Si, dans les premiers mémoires, il refuse d'accorder à qui que ce soit un droit absolu sur la terre, c'est, nous le savons, parce que la terre, n'étant pas un produit du travail, ne lui paraît pas susceptible d'appropriation privée. « Qui a fait la terre ? Dieu ; en ce cas, propriétaire, retire-toi » (2), ce qu'expriment de pareilles

(1) V. plus haut, p. 41 et suiv.

(2) V. plus haut, p. 72 et suiv, et aussi *Premier Mémoire*, I, 129. « Je tombe d'accord que la terre est un instrument, mais quel en est l'ouvrier ? Est-ce le propriétaire ?... Que le créateur se présente et vienne lui-même réclamer le fermage de la terre, nous compterons avec lui, ou bien que le propriétaire, soi-disant fondé de pouvoir, montre sa procuration ».

formules, sous leur apparence un peu bien métaphysique, c'est une conception très positive de la justice économique : le travailleur a droit au produit de son travail (encore savons-nous que ce droit n'est pas sans réserves)(1), mais il n'a par contre aucun droit à ce que son travail n'a aucunement créé. En conséquence ce n'est pas assez que de rejeter tout droit absolu d'un individu sur la terre ; il faut repousser également toute prétention du cultivateur sur ce qui, dans le produit de la terre, n'est pas un effet du travail.

Nous retrouvons ici Ricardo et sa théorie de la rente foncière.

C'est bien de Ricardo en effet que, plus ou moins consciemment (2), Proudhon s'inspire. Ricardo avait été préoccupé comme lui de chercher les rapports de la valeur et du travail ou, plus précisément de la valeur et du coût de production ; et, mieux qu'aucun autre économiste, il avait montré ce qui dans la valeur des produits agricoles dépasse le coût de production, est indépendant du travail. La différence de qualité des parcelles fait qu'à travail égal le produit obtenu est de valeur inégale. Telle est l'origine de la rente foncière. Notons que, suivant une confusion qui ne lui est pas particulière, mais qu'on retrouve assez fréquemment chez les économistes du XIX^e siècle, Proudhon assimile, dans sa

(1) V. plus haut, p. 64 et suiv.

(2) Proudhon se réclame formellement de *Ricardo* dans les *Contr. Ec.*, t. II, p. 211.

démonstration, la rente foncière et le fermage. « Suivant Ricardo, Macculloch et Mill, écrit-il dans le premier Mémoire (1) le fermage proprement dit n'est autre chose que l'excédant du produit de la terre la plus fertile sur le produit des terres de qualité inférieure ; en sorte que le fermage ne commence à avoir lieu sur la première que lorsqu'on est obligé, par l'accroissement de la population, de recourir à la culture des secondes », et il objecte : « comment les variétés de l'humus entraîneraient-elles un principe de législation et de politique » ? Et il a sans doute pleinement raison, sous cette réserve que Ricardo, comme le remarque Diehl (2), n'a jamais prétendu rien de tel. Evidemment il importe moins à Proudhon d'expliquer les phénomènes économiques que de faire servir cette explication à la progressive réalisation de la justice. Cette préoccupation morale qui le domine explique son erreur d'interprétation ; elle fait l'intérêt de sa propre théorie. « Si l'on s'était borné à dire, continue-t-il dans ce même passage, que la différence des terres a été l'occasion du fermage, mais non qu'elle en est la cause, nous aurions recueilli de cette

(1) *Premier Mémoire*, I, 127. Remarquons que la confusion faite ici par Proudhon entre le fermage et la rente est extrêmement fréquente chez les économistes français de la première moitié du XIX^e siècle. En montrant la part de la *nature* dans la production agricole, ils s'imaginaient bien justifier la rétribution payée au propriétaire. C'est contre eux, sinon contre Ricardo, que porte l'argumentation de Proudhon.

(2) Diehl, *loc. cit.*, p. 53, t. I.

simple observation un précieux enseignement, c'est que l'établissement du fermage aurait eu son principe dans le désir de l'égalité... Le fermage... aurait donc été un *dédommagement ayant pour but de compenser les profits et les pertes* (1). » Telle est l'idée qui va lui servir de point de départ.

Nous la retrouvons, longuement développée, dans les *Contradictions Economiques*. Son historisme hégelien n'admet pas, à cette date, que l'humanité, dans les institutions successives qu'elle a engendrées, se soit trompée ; le fermage avait donc sa raison ; et cette raison, c'est l'idée qui se retrouve, suivant lui, à travers toutes les agitations de l'histoire, le principe supérieur qui dirige le « génie social », c'est l'égalité, la justice. « Par essence et par destination, la rente est donc un instrument de justice distributive, l'un des mille moyens que le génie économique met en œuvre pour arriver à l'égalité. C'est un immense cadastre exécuté contradictoirement par les propriétaires et les fermiers, sans collusion possible, dans un intérêt supérieur, et dont le résultat doit être *d'égaliser la possession de la terre entre les exploiters du sol et les industriels* (2). »

Insistons tout de suite sur ce dernier mot. La rétribution exigée des cultivateurs, sous le nom de fermage ou rente, n'a pas seulement pour objet d'égaliser entre

(1) *Premier Mémoire*, I, 128.

(2) *Contr. Ec.*, II, 212, *œ. c.*, t. V.

tous ceux-ci les conditions de culture, suivant l'esprit du décret proposé dans l'*Idée générale de la Révolution* ; elle doit surtout servir à compenser le privilège dont jouissent vis-à-vis des *industriels* les détenteurs de la terre. Par delà Ricardo, Proudhon rappelle ici les physiocrates (1) et annonce Henri George ; au surplus, comme Ricardo lui-même, il subit l'influence de ces prédictions célèbres de Malthus, qui marquèrent d'un pessimisme si profond l'économie politique des débuts du xix^e siècle. Par suite de l'accroissement continu de la population, les possesseurs de la terre verront croître indéfiniment la valeur relative de leurs produits, au grand détriment des industriels ; la rente est destinée à rétablir l'équilibre.

Mais il est bien entendu que si un tel prélèvement, est de justice stricte, il n'y a aucune raison pour que le propriétaire oisif s'en attribue comme aujourd'hui l'avantage. A qui donc appartiendra la rente ?

Sera-ce à l'Etat ? La rente viendra-t-elle remplir le budget, permettant de dégrever d'autant, peut-être de dégrever tout à fait les autres branches de la production ?

(1) Proudhon évoque lui-même leur souvenir dans *Justice*, XXI, 341. « C'était la pensée des physiocrates que la rente foncière devait acquitter, sinon la totalité, au moins la majeure partie de l'impôt », et dans sa *théorie de l'impôt*, XV, 207 : « L'idée première de l'impôt sur la rente foncière appartient aux physiocrates ; je n'ai fait que la présenter dans l'énergie de son principe et la rigueur de ses conséquences, avec une connaissance réfléchie du sujet qui ne fut jamais ni dans l'esprit de Quesnay, ni dans la tête de l'*Ami des hommes*, le marquis de Mirabeau ».

Telle sera l'idée d'Henri George ; telle fut aussi, à plusieurs reprises, l'idée de Proudhon (1), mais une idée qu'il n'admit jamais sans d'importantes restrictions. Ce fut « un jour mon utopie », écrit-il en 1861, dans sa *Théorie de l'impôt* (2) ; et il renvoie à l'un des chapitres de *la Justice dans la Révolution* où en effet l'impôt sur la rente foncière reçoit son enthousiaste adhésion. Nous n'analyserons pas en détail ce chapitre : les obscurités, les maladresses d'expression n'y manquent pas, et Léon Walras, dans la critique peu équitable qu'il en a faite, les a vivement relevées (3) ; on y remarque au surplus cette méfiance des formules absolues, ce sens des contingences et ce goût des approximations, qui devaient se développer sans cesse chez

(1) *De la Justice dans la Révolution*, XXI, 335 et suiv.

(2) *Théorie de l'impôt*, XV, 207. Proudhon cite ici, parmi les autorités qu'on peut invoquer en faveur de l'impôt sur la rente foncière, sans parler des physiocrates, Adam Smith et Rossi. Telles sont évidemment ses sources, Rossi surtout. C'est chez celui-ci que Proudhon trouvait l'idée que l'impôt sur la rente foncière a sur tous les autres l'avantage de ne troubler en rien l'œuvre de la production nationale, parce qu'il n'affecte ni le capital, ni le travail, ni les profits, ni les salaires, et cette idée sert de point de départ à sa propre argumentation, telle qu'elle est développée dans *Justice*. (V. ce qu'il dit de Rossi dans la *théorie de l'impôt*, XV, 211). Chez Rossi encore il trouve cette réserve que l'impôt sur la rente ne doit pas aller « jusqu'à l'entière spoliation » (*Ibidem*).

(3) Léon Walras, *L'économie politique et la Justice*, Paris, 1860 ; cet ouvrage est un minutieux examen critique du chapitre de *Justice* sur les « Balances économiques ». La section IV tout entière (pages 183 à 255) est consacrée aux idées de Proudhon sur la rente foncière.

Proudhon à mesure qu'il passerait de la théorie pure aux applications pratiques. Mais si l'on s'attache moins à la lettre qu'à l'esprit, (ce qu'il faut toujours faire avec lui), son idée, en somme, reste claire. La rente foncière, écrit-il, représente dans le produit de la terre ce qui dépasse les frais de culture, salaire compris (1); or, pour qu'un tel excédant existe, « bien des conditions sont requises, dont plusieurs ne dépendent pas de l'ouvrier (2). » Proudhon les ramène ici à trois catégories : « 1° conditions dans le travail : choix des instruments, méthode, tact, diligence ; 2° conditions dans le sol et le climat, 3° conditions dans la société : demande des produits, facilité de transport, sécurité du marché... d'où il suit que la rente, en supposant toujours qu'elle existe, appartient pour une part au travailleur, pour une part à la nature et pour une troisième part à la société, qui y contribue par ses institutions, ses idées, ses instruments, ses débouchés ». Or, pour la première et la troisième part, point de difficulté. « La part de la

(1) Proudhon dit ici : « ce qui excède la *moyenne* des frais d'exploitation », définition assurément vicieuse, car les terres où les frais d'exploitation sont égaux à la moyenne donneront une rente, le prix des produits étant déterminé par le taux *maximum* des frais d'exploitation. Dans les *Contradictions Economiques*, Proudhon plus proche de Ricardo, avait défini la rente ce qui dépasse les *frais réels* de production. La correction de *Justice* n'est pas heureuse. Elle traduit le souci qui domine ici Proudhon de déterminer pratiquement, en vue d'une *répartition*, le taux de la rente.

(2) *Justice*, XXI, 339.

rente revenant au travailleur lui sera payée avec le salaire, duquel dans la pratique elle ne se sépare pas » ; « la part revenant à la société lui arrive partie par l'impôt, partie par la réduction du prix des choses résultant de la facilité des relations et de la concurrence des producteurs (1). » Reste « la part revenant à la nature ». N'est-ce pas elle d'ailleurs qui constitue à proprement parler la *rente foncière*, au sens strict auquel Proudhon prenait ce terme dans les *Contradictions Economiques* (2) ? Elle est aujourd'hui « payée au propriétaire ». Mais nous avons dit assez que celui-ci n'a aucun droit à ce privilège. Proudhon la partagera donc entre les deux autres participants, l'exploitant, et l'Etat ; et il espère bien que l'Etat tirera de cette source des revenus suffisants pour couvrir toutes les dépenses du budget ; il n'y aura pas d'autres impôts.

(1) *De la Justice*, XXI, 339.

(2) Le sens beaucoup plus large dans lequel Proudhon prend ici le mot *rente* n'ajoute pas à la clarté et à la précision de son exposé. La *rente* devient l'excédant, d'où qu'il vienne, qui dépasse les frais de production ; et il est très exact que cet excédant dépend de conditions très diverses, et que la fécondité plus ou moins grande de la terre n'est qu'une de ces conditions. Mais seule la part d'excédant qui dépend de cette dernière condition mérite le nom de *rente foncière*. Et c'est à ce sens restreint que revient d'ailleurs Proudhon quand il parle d'impôt sur la *rente*. — Quant à la *rente* au sens large, il faudrait entendre par là tout ce qui, dans le revenu d'une industrie quelconque, est l'effet d'un *monopole*, ce monopole pouvant consister soit dans certains procédés de travail, soit dans une situation privilégiée. C'est sans doute à la *rente* ainsi entendue que pense ici Proudhon ; on ne peut pas dire qu'il s'en soit suffisamment expliqué.

Proudhon est donc partisan, en 1858, comme Henri George plus tard et pour les mêmes raisons, de l'impôt unique sur la rente foncière. Mais, à cette époque même, nous constatons qu'il n'accorde pas à l'Etat la totalité de cette rente. Comme Rossi, il craindrait qu'une « absorption totale » décourageât les initiatives, et croit utile à l'ordre économique de conserver ce ferment d'activité. Surtout, abandonner la totalité de la rente à l'Etat, ce serait, au point de vue politique, une faute grave : « d'abord parce qu'il importe de restreindre toujours, le plus possible, les dépenses de l'Etat ; en second lieu, parce que ce serait reconnaître dans l'Etat, seul rentier désormais et propriétaire, une souveraineté transcendante, incompatible avec la notion révolutionnaire de Justice, et qu'il est meilleur pour la liberté publique de laisser la rente à un certain nombre de citoyens exploitant ou ayant exploité que de la livrer à des fonctionnaires (1) »... Nous retrouvons ici l'influence des préoccupations politiques de Proudhon sur ses conceptions économiques. L'impôt sur la rente foncière, la substitution de l'Etat au propriétaire non exploitant, c'est bien ce domaine *éminent*, que Proudhon préconisait dans les premiers mémoires, mais qu'il trouva bientôt dangereux pour la liberté. Et cette crainte est chez lui si profonde qu'il hésite à remettre à l'Etat cette fraction même de la rente foncière qu'il

(1) *Justice*, XXI, 341.

lui attribue dans *Justice*. Nous avons vu que d'après *l'Idée Générale de la Révolution*, où s'affirme avec tant de netteté sa conception de l'anarchie, ce sont les *communes*, non l'Etat, qui « succèdent à l'ancien propriétaire » et partagent avec lui la nue propriété et le produit net (1). Mais plutôt encore, en dehors de tout organisme administratif ou politique, de la commune aussi bien que de l'Etat, c'est à de libres associations de cultivateurs, que devra revenir la rente, ces associations, véritables « sociétés d'assurance mutuelle », ayant pour objet de compenser entre les exploitations privées ou corporatives « les inégales qualités du sol et les désavantages de culture » aussi bien que les « accidents de la température et les ravages du feu, de l'eau et des insectes (2) ». De la sorte l'égalité économique, la *justice* serait pleinement sauvegardée, sans qu'aucun péril soit plus à craindre pour la liberté.

Mais encore une fois, ce sont là des variations de détail, dues à des considérations politiques ; la conception économique qu'elles recouvrent reste la même ; c'est celle qui déjà dirigeait la critique des premiers mémoires. Il s'agit de « compenser autant que possible l'étendue superficielle avec la qualité du fonds et de proportionner la redevance au produit » (3) ; il s'agit

(1) V. plus haut, p. 119.

(2) *Programme Révolutionnaire*, XVII, 70. C'est aussi l'idée des *Contr. Ec.*

(3) V. plus haut, p. 120.

d'assurer à chacun, à travail égal, un salaire à peu près égal. Dans la mesure où l'impôt sur la rente foncière peut contribuer à réaliser cet idéal, Proudhon le considérera toujours comme « le plus équitable », « le moins imparfait (1) » de tous les impôts.

(1) *De l'Impôt*, XV, 216.

CHAPITRE V

L'ÉQUILIBRATION DE LA PROPRIÉTÉ. — LES ASSOCIATIONS AGRICOLLES

- I. — L'équilibration de la propriété. A) Action de la propriété sur elle-même : l'instruction agricole. B) Action des institutions sur la propriété ; les garanties.
- II. — L'association au service de la petite propriété. — L'organisation de la circulation. — L'organisation de la production. — Répugnance de Proudhon pour l'*exploitation collective* et la *propriété actionnaire* ; critique des Fourieristes. La *consolidation* de la petite propriété.

I

Nous supposerons réalisées cette heureuse division et cette approximative égalité des domaines ruraux, vers lesquelles vont les vœux de Proudhon. Il s'agit maintenant d'empêcher que la propriété, en vertu de cette puissance d'accaparement qui est en elle, et que dénonçait si fortement le Premier Mémoire, ne recons-

titue bien vite ces *latifundia* que nous venons de morceler et avec eux le parasitisme oisif et l'exploitation du travailleur. Or, pour atteindre ce résultat, il ne peut plus être question de soumettre la propriété à la réglementation minutieuse de l'Etat, de restreindre ou de supprimer « la liberté des transactions et des héritages » Nous avons rejeté la théorie de la *possession* comme dangereuse pour la liberté et suspecte de communisme. Nous laisserons donc à la propriété toute l'énergie de son principe, toute cette puissance d'*absolutisme* et d'*abus* qui est son essence même. Pour arriver alors, quand même, à cette égalité, qui reste notre but, nous nous efforcerons de limiter la propriété par elle-même, de la « balancer », de « l'équilibrer », en opposant principe à principe, force à force(1). Mais cela ne suffira pas. « La propriété, en effet, quelle que soit son importance dans la société, n'existe pas seule comme fonction politique, institution économique et sociale ;... elle vit dans un milieu organisé, entourée d'un certain nombre de fonctions analogues et d'institutions spéciales sans lesquelles elle ne pourrait subsister, sur lesquelles, par conséquent, il faut qu'elle compte (2). » Ainsi, pour « équilibrer » la propriété, il ne suffira pas de recourir à « l'action de la propriété

(1) V. *Théorie de la propriété*, ch. viii. *Equilibration de la propriété, système de garanties.*

(2) *Ibidem*, p. 176 et suiv.

sur elle-même » il faudra faire appel aussi à l'influence des institutions, entourer la propriété, comme dit Proudhon, de tout un « système de garanties ».

Envisageons successivement ces deux points.

A

L'action de la propriété sur elle-même aboutit, dans la société anarchique d'aujourd'hui, à l'absorption des propriétés les unes par les autres, nous le savons. On atténuera ce résultat si, « par un bon système d'éducation publique, les facultés personnelles sont rendues de moins en moins inégales ». C'est là l'une des idées capitales de la doctrine de Proudhon. Pour réaliser cette « égalité des appointements » qui était l'idéal ardemment défendu des premiers Mémoires, et qui lui apparaissait dès 1840 comme la conséquence nécessaire de « l'équivalence des fonctions », il était nécessaire aussi que cette « *inégalité des capacités* », sur laquelle Saint-Simoniens et Fourieristes fondaient leur hiérarchie, ne restât pas à jamais une inégalité sans remèdes, qu'elle pût tout au moins s'atténuer ; et elle ne pouvait s'atténuer que par l'éducation. « Démocratie c'est démopédie » cette formule exprime bien l'une des convictions les plus chères de Proudhon. Pour nous en tenir au problème spécial qui nous occupe ici, on sait quelle importance attachent aujourd'hui à la diffusion

de l'instruction agricole les partisans de la propriété paysanne. C'est grâce à l'instruction que le paysan pourra améliorer ses procédés de culture, faire un usage rationnel des engrais, etc... ravier enfin à la grande propriété l'une de ses principales supériorités techniques. Mais ce n'est pas le seul résultat qu'en attend Proudhon. La diffusion de l'instruction, rendant les paysans plus conscients de « leur pouvoir » et de « leurs droits », fera que la grande propriété trouvera difficilement les domestiques, salariés, et fermiers, qu'elle requiert pour son service. Et de cette conséquence, dès aujourd'hui vérifiée, et qui désole tant de conservateurs agrariens, notre égalitaire se réjouit : « bientôt, vous verrez le salariat et la domesticité diminuer, les conditions du fermage changer, et peu à peu les propriétés se ramener les unes les autres à l'étendue moyenne que peut faire valoir une famille de paysan, forte de bras, d'intelligence et d'union (1) ». Nous reconnaissons ici son immuable idéal.

Toutefois, un tel résultat ne sera possible, Proudhon prend soin de le spécifier dans le même passage que si « par un ensemble d'institutions libérales et par la bonne exécution des services publics, les conditions d'exploitation sont rendues égales (2) ».

Nous passons ainsi au deuxième moyen de garantir l'égalité des propriétés : l'influence des institutions.

(1) *Théorie de la Propriété*, 2^e éd., p. 179.

(2) *Théorie de la Propriété*, 2^e éd., p. 178.

B

« Parmi les institutions déterminatives de liberté, et dont l'existence antérieure ou postérieure à l'établissement de la propriété est de droit, écrit Proudhon, je compte : 1° la *séparation des pouvoirs de l'Etat* ; 2° la *décentralisation*, 3° l'*impôt* (voir ma théorie de l'impôt, couronnée par le conseil d'Etat de Lausanne) 4° le régime des *dettes* publique, hypothécaire, commanditaire ; 5° les *banques* de circulation et de crédit ; 6° l'*organisation des services publics*, postes, chemins de fer, canaux, ports, entrepôts, bourses et marchés, assurances, travaux publics ; 7° les *associations* industrielles et agricoles ; 8° le *commerce international* (1) ».

(1) *Ibidem*, p. 180 et 181. On trouve, dans le même ouvrage, une autre énumération, peut-être plus claire, de ces garanties de la propriété (page 239 et 240).

Proudhon, séparant plus nettement la question économique de la question politique, distingue les garanties de la propriété contre elle-même et les garanties de la propriété contre l'Etat ; je cite :

« Les garanties de la propriété contre elle-même sont :

1° Crédit mutuel et gratuit.

2° Impôt.

3° Entrepôts, docks, marchés (voir mon projet sur le *Palais de l'Exposition Universelle*).

4° Assurance mutuelle et balance du commerce.

5° Instruction publique, universelle, égale.

6° Association industrielle et agricole.

7° Organisation des services publics : canaux, chemins de fer, routes, ports, postes, télégraphes, dessèchements, irrigations.

« Les garanties de la propriété contre l'Etat sont :

1° Séparation et distribution des pouvoirs.

Il ne nous est pas possible d'exposer ici en détail comment Proudhon conçoit ces diverses institutions ; nous avons dit un mot déjà de l'impôt, nous pensons faire plus tard une étude complète des autres. Ce sont toutes les idées économiques de Proudhon et une bonne part de ses idées politiques que nous devons alors expliquer. Mais il est une question sur laquelle il est nécessaire d'insister parce qu'elle est d'une importance capitale pour juger avec équité la conception que se fait Proudhon de la propriété foncière, c'est que, lorsqu'il s'efforce de reconstituer ou de maintenir la petite propriété, il ne songe nullement à la laisser dans cet isolement qui fait sa faiblesse et contre lequel les économistes comme les socialistes ont élevé tant de vives critiques. Ne compte-t-il pas ici, parmi les institutions destinées à garantir la propriété, les *associations ouvrières et agricoles* ? Mais il y a plus, ni les *services publics* ni les *banques* ne peuvent, dans son esprit, être organisés sans recourir à l'*association*, tandis que, par

2^o Egalité devant la loi.

3^o Jury, juge du fait et juge du droit.

4^o Liberté de la Presse.

5^o Contrôle public.

6^o Organisation fédérale.

7^o Organisation communale et provinciale.

« L'Etat se compose : 1^o de la fédération des propriétaires, groupés par districts, départements et provinces ; 2^o des associations industrielles, petites républiques ouvrières ; 3^o des services publics (à prix de revient) ; 4^o des artisans et marchands libres ». On voit par ce résumé combien connaissent mal Proudhon ceux qui déniaient toute précision à ses *idées positives*.

ailleurs, services publics et banques, tendant au premier chef à organiser, à centraliser la circulation, tendent, par cela même, à remplacer la propriété isolée par une propriété en quelque mesure *associée*. Il est vrai cependant que sur la manière dont Proudhon conçoit le rôle de l'association en matière agraire, il a beaucoup hésité, beaucoup varié, et que sa pensée n'est pas arrivée toujours à s'exprimer clairement.

Il convient donc de donner à cette partie de notre étude quelque étendue.

II

Un point d'abord est clair. Proudhon a fortement insisté, et c'est une des parties les plus puissantes de sa doctrine, sur l'importance primordiale qu'a prise dans le monde moderne le phénomène de l'*échange* et de la *circulation*, et sur les transformations inéluctables qu'a subies de ce chef, et dès l'époque de Louis-Philippe, le vieux régime de la propriété. Il faut relire, dans le *Représentant du Peuple* les belles pages qu'il consacrait à ce sujet, en 1848, au moment où il sollicitait des adhésions à son projet de Banque d'Echange.

C'en est fini, s'écrie-t-il, irrémédiablement fini, de ce régime de l'*économie de famille* (1) qui fut celui de

(1) Cette expression n'est pas de Proudhon, mais elle exprime bien sa pensée.

Rome et de l'ancienne France et auquel s'est formé « la forte race qui accomplit l'ancienne révolution (1). » Alors « la propriété était une vérité, l'homme parla propriété était complet. » « Parlez-moi de la propriété romaine. Là le père de famille, personnage consulaire ou consul désigné, vivait, nourrissait les siens du vieux champ patrimonial. Il tirait toute sa consommation du travail rustique, il ne demandait rien à personne, vendait peu, achetait encore moins, méprisant le commerce, le change et la banque et tournant toutes ses spéculations à l'agrandissement de sa terre, à l'extension de son domaine. Alors la propriété existait véritablement, car le propriétaire existait par lui-même ; il ne craignait pas les crises financières et commerciales ; il n'avait pas peur de la fermeture des ateliers. Le principe et la fin de la propriété était le propriétaire ; le propriétaire était à lui-même production, circulation et débouché. Il vivait en soi, par soi et pour soi (2). » Ce temps n'est plus, il ne reviendra plus. « Sous l'influence de la division du travail et de l'engrenage des industries, un autre fait, l'échange et la circulation domine la propriété et la tient sous sa dépendance (3) »... « Le propriétaire foncier, qui exploite par ses mains ou par autrui n'est plus qu'un industriel ou un commanditaire comme un autre ; fabriquant, sui-

(1) *Banque d'Echange*, VI, 150.

(2) *Banque d'Echange*, VI, 149.

(3) Ces mots sont de Darimon, préface à l'opuscule sur la *Banque d'Echange*, VI, 141.

vant la nature de ses fonds, du blé, du vin, de l'huile, du fourrage ou de la viande, mais ne faisant que cela, ayant besoin du marché et de la foire comme le colporteur vagabond, soumis par conséquent à tous les accidents du commerce, à tous les périls des crises financières et du chômage. Ainsi, l'isolement qui faisait autrefois la force du propriétaire, fait aujourd'hui sa faiblesse, comme il fait la faiblesse de l'ouvrier. La propriété, par suite de ses relations obligées avec la banque, est devenue aussi instable que le salaire de l'ouvrier, aussi précaire que la clientèle du négociant (1). » Bref, comme la *propriété* était le fait dominant de la civilisation romaine ou de la civilisation féodale, la *circulation* est le fait dominant de la civilisation moderne. « Nous vivons d'un fait plus grand que la propriété, d'un principe supérieur à la propriété. Comme la circulation est la fonction mère et motrice du corps humain, ainsi la circulation est la fonction mère et motrice du corps social (2). »

Parce qu'il est convaincu de cette grande vérité (qu'il a plus qu'aucun autre contribué à mettre en lumière (3), Proudhon fera porter son principal effort

(1) *Le droit au travail et le droit de propriété*, VII, 232, v. dans le même sens Vandervelde : *Le Socialisme et l'Agriculture*.

(2) *Banque d'Echange*, VI, 149.

(3) De Greef a particulièrement insisté sur l'importance de la « fonction de circulation », qui « dans l'ordre économique aussi bien que physiologique est la plus générale, celle qui, par conséquent, détermine toutes les autres. Il a consacré à démontrer cette

sur l'*organisation de la circulation*. C'est par l'organisation de la circulation seulement qu'on remédiera, dans la mesure du possible, à cette instabilité, à cette précarité, qui est le caractère de la propriété nouvelle. Tel est l'objet en particulier de cette banque d'échange, par laquelle seule Proudhon s'imagina un instant résoudre toute la question sociale ; tel est l'objet aussi de ces *services publics* (postes, chemins de fer, canaux, ports, entrepôts, bourses et marchés, etc...) dont il nous faisait tout à l'heure l'énumération. Par l'organisation de la circulation, on assurera au paysan le crédit à bon marché, on l'arrachera à la rapacité des usuriers ; par l'organisation de la circulation encore on le débarrassera des intermédiaires parasites qui le grugent, on lui assurera des prix acceptables pour ses achats, des débouchés pour ses ventes ; par l'organisation de la circulation enfin, on redonnera sécurité et vigueur à la propriété paysanne.

La *circulation* voilà donc un premier et très vaste domaine dans lequel l'association doit prendre la place de l'insolidarité actuelle. Mais l'association ne doit-elle

proposition un important chapitre de son *Introduction à la Sociologie* (Paris Alcan, 1889, 2^e partie, ch. III, t. II, p. 39 et suiv.). « L'honneur de cette observation, ajoute-t-il, revient particulièrement à Proudhon. Ce grand penseur, auquel il ne manqua qu'une éducation scientifique plus systématique et plus complète pour fonder la sociologie pratique, comprit parfaitement cependant la plupart des conséquences de cette notion au point de vue de la politique sociale »... p. 42 et 43.

pas étendre son rôle au delà ? N'a-t-elle pas à intervenir dans le processus de la *production* elle-même ? La pensée de Proudhon est ici plus hésitante et plus changeante.

Dans les premiers mois de 1848, alors qu'il avait l'esprit tout plein de son projet de banque d'échange — et réserve faite de ces sociétés d'assurance mutuelle, dont nous parlions tout à l'heure (1), et qui, constituées dans un but de justice économique autant que de prévoyance, n'affectent *directement* ni la circulation ni la production — il est certain que la tendance de Proudhon est à laisser la production en dehors de l'association. Ce qu'il entend par cette *association progressive* dont il avait entrepris de tracer le programme quand vint le surprendre la Révolution de février (2), c'est bien avant tout la substitution d'une circulation organisée à la circulation anarchique d'aujourd'hui,

(1) Page 132.

(2) Proudhon préparait en effet un *Programme de l'association progressive, solution du problème social*, qui devait être, après la critique exposée dans les *Contradictions Economiques*, le tableau d'ensemble de ses vues positives. « Il s'agissait, dit Darimon, après avoir construit tout un système de négations, de reprendre ces négations les unes après les autres, d'en faire sortir l'affirmation, le fait pratique, et de formuler la contre-partie de la philosophie de la misère : la philosophie de la richesse ». Préface à la brochure sur la *Banque d'Echange* *œ, c.*, t. VI, 135. Ces vues positives s'exprimèrent fragmentairement dans les brochures et articles de 1848 : *Solution de problème social* ; *Organisation du crédit et de la circulation*, *Banque d'Echange*, *Banque du Peuple* ; elles gravitent toutes autour de la réforme du crédit.

ou plus exactement encore c'est l'entente, le contrat passé entre les producteurs indépendants pour régulariser et centraliser cette circulation. Cependant, dès cette époque, dans son *Programme Révolutionnaire* de mai-juin 1848 par exemple, tout en insistant fortement sur l'indépendance que son système réserve aux diverses exploitations (1), il conçoit à côté des exploitations « privées » la possibilité d'exploitations « corporatives » (2). L'année suivante, dans sa polémique avec Pierre Leroux, après avoir déclaré que le meilleur moyen de réaliser la Liberté, l'Egalité, la Fraternité, est dans « l'organisation démocratique du crédit et la simplification de l'impôt », « vient ensuite, ajouta-t-il, la formation, spontanée et populaire, des groupes, ateliers ou associations de travailleurs » (3). Manifestement, il ne s'agit plus uniquement de l'organisation de la circulation ; il faut aussi centraliser la production elle-même ; il faut remédier à ces inconvénients des petites exploitations que signalaient déjà les Contradictions Economiques (4). Ce point de vue apparaîtra

(1) XVII, 70.

(2) *Ibidem*.

(3) *Voix du Peuple* du 13 déc. 1849, XIX, 39.

(4) *Contr. Ec.*, V, 216. Les économistes d'accord en cela avec les socialistes « verraient avec joie, écrit-il, une exploitation d'ensemble qui, opérant sur une vaste échelle et faisant de larges économies de matériel, doublerait, quadruplerait peut-être le produit » ; et il fait un grief à la propriété de s'opposer à une pareille exploitation. Déjà dans le *premier Mémoire*, il regrette qu'avec la propriété morcelée les travailleurs soient privés des avantages « d'une franche et entière association ».

avec pleine clarté quelques années plus tard, à propos de cette question des chemins de fer qui de bonne heure préoccupa l'homme de confiance de la maison Gauthier (1). « Sans doute, écrit-il, l'action individuelle doit jouer dans l'agriculture comme dans toute industrie un rôle considérable et toujours croissant ; » elle est le grand moteur du progrès économique. Mais le développement des chemins de fer comme celui des compagnies de navigation et des institutions de crédit démontre que « l'avenir, c'est-à-dire la puissance, la liberté, la richesse, sont aux gros capitaux ; qu'à l'époque où nous sommes arrivés, l'action individuelle elle-même a besoin pour se développer de s'appuyer sur le groupe, sur la solidarité des intérêts, et jusqu'à un certain point, sur leur centralisation » (2). On peut être certain que l'agriculture « l'industrie individua-

(1) Dès 1845, Proudhon, alors employé chez les Gauthier, exprime dans un article du *Journal des Economistes* ses vues sur les avantages comparés du transport par eau et par voies navigables. En 1855, il écrit son curieux opuscule : « Des réformes à opérer dans l'administration des chemins de fer et des conséquences qui peuvent en résulter soit pour l'augmentation du revenu des compagnies, soit pour l'abaissement du transport, l'organisation de l'industrie voitière et l'organisation économique de la société ». C'est vers le même temps que Proudhon, préoccupé d'utiliser ses capacités d'homme d'affaires, sollicite du gouvernement impérial la concession du chemin de fer de Besançon à Mulhouse (Desjardins, *op. cit.*, p. 212, t. I) et s'associe dans cette entreprise avec Huber, l'énigmatique personnage du 15 mai 1848 (V. Sainte-Beuve, P.-J. Proudhon, p. 320 et suiv.)

(2) *Des Réformes à opérer dans l'exploitation des chemins de fer*, XII, 262.

liste par excellence », n'échappera pas au mouvement. « De quelque manière que le sol se distribue, par petits lots ou par vastes domaines *quelle que soit l'étendue des exploitations et l'indépendance des propriétés* [notons ceci], il ne nous paraît pas que le travail agricole, en demeure de subvenir à l'alimentation de masses industrielles toujours croissantes, puisse se soustraire aux conditions économiques qui seules lui permettent d'augmenter ses produits et dont la plus décisive en la circonstance est la division du travail. Or, la division du travail est le premier pas vers l'agglomération agricole : c'est elle qui, la rendant possible, la rendra bientôt nécessaire » (1).

Proudhon se réfère ici à l'*Essai* de Léonce de Lavergne sur l'*Economie agricole en Angleterre, en Ecosse et en Irlande* ; et, sans doute, les observations de cet auteur, très mesurées d'ailleurs, sur les causes qui ont amené en Angleterre le recul de la petite culture (2), ont contribué à lui faire sentir l'importance en agriculture des gros capitaux (3). Surtout, ces lignes sont écrites à un moment où, sous l'impulsion de cette « féodalité Saint-Simonienne » dont les pre-

(1) *Ibidem*, XII, 261.

(2) « Depuis Arthur Young, écrit Léonce de Lavergne, elle est en baisse et les progrès modernes de l'agriculture ont été obtenus par des voies opposées. Elle persiste cependant et tout porte à croire que sur quelques points au moins elle subsistera. » *Essai sur l'Economie agricole*, etc., Paris, 1854, p. 135.

(3) L. de Lavergne, *loc. cit.*, p. 127-128.

mières années du Second Empire marquèrent le brillant avènement (1), la concentration des entreprises fit, dans tous les domaines, des progrès subits, qui frappèrent l'imagination des contemporains, et dont nous retrouverons, dans le *Manuel du Spéculateur à la Bourse*, l'éloquente description. Toutes les formes de l'industrie et du commerce, mines, métallurgie, filatures, chemins de fer, batellerie, banque, etc... passaient aux mains de puissantes sociétés anonymes. Proudhon fut alors tenté d'accorder à l'association un rôle plus considérable que dans les années précédentes et dans celles qui suivirent. Mais, cela est bien remarquable, même dans ce passage du mémoire sur l'*Exploitation des chemins de fer*, où il met si fortement en lumière la probabilité d'une prochaine « agglomération agricole », Proudhon réserve cependant la question de l'*étendue des exploitations* et de l'*indépendance des propriétés*. Qu'est-ce à dire ? concevrait-il une forme d'association rurale qui laisserait entière la liberté des petites exploitations, tout en leur assurant la plupart des bienfaits de la grande propriété ? Telle paraît bien être sa pensée dans la théorie posthume : « Rien n'empêche, écrit-il, que plusieurs familles s'as-

(1) *Manuel*, XI, 391. « Une chose d'abord est devenue manifeste. La Féodalité industrielle que Fourier prédisait il y a près de 50 ans, que l'école saint-simonienne chanta ensuite, cette féodalité existe. Elle a définitivement remplacé l'anarchie industrielle qu'avait laissée à sa suite la Révolution. »

sociant pour certaines opérations, les avantages de la grande culture ne se trouvent unis à ceux de la petite propriété » (1).

Ce n'est pas à la vérité, un idéal chimérique.

La manière même dont se sont développées de nos jours, d'un si merveilleux essor, les associations agricoles semblerait plutôt le confirmer que le contredire. Si l'on s'efforce, en effet, de caractériser ces associations d'après l'influence qu'elles peuvent exercer sur la forme de la *propriété* ou, ce qui est plus précis, sur la forme de l'*exploitation*, on constate que le plus grand nombre, ayant pour objet l'achat ou la vente des denrées, la suppression des intermédiaires, le crédit mutuel, tendent essentiellement à cette organisation de la circulation, qui, nous le savons, est la préoccupation capitale de Proudhon, et qui laisse entière la division et l'indépendance des propriétés ; on constatera de plus que lorsqu'elles s'occupent de la production, ce n'est pas tant, dans l'immense majorité des cas, de la production agricole proprement dite que des diverses productions industrielles annexées à l'agriculture : ce sont des laiteries coopératives, des pressoirs coopératifs, etc., bref ce sont « des associations de production industrielle formées entre petits agriculteurs, non des associations de production agricole » (2).

(1) *Théorie de la Propriété*, 2^e éd. p. 179.

(2) *Le Socialisme à l'œuvre*, par Georges Renard, p. 235.

L'association de production agricole, à strictement parler, serait l'association formée entre des agriculteurs pour l'exploitation collective d'un domaine commun. Or, de telles associations ont été tentées en divers pays ; mais, sans qu'il faille prononcer en pareille matière de jugement absolu, il est certain qu'elles n'ont pas eu jusqu'à ce jour un succès comparable, même de très loin, aux deux types d'associations que nous venons de rappeler (1). Si bien que, sans préjuger de ce que l'avenir fera de l'industrie agricole, on peut dire que le rôle qu'y joue actuellement l'association favorise non seulement l'indépendance de la propriété, mais l'individualisme de la petite exploitation elle-même.

Est-ce quelque chose de ce genre qu'a prévu et désiré Proudhon ?

Nous ne voulons pas lui prêter des précisions auxquelles il ne pouvait songer. Mais il est certain, d'une part, qu'au temps où il attaquait le plus furieusement la propriété, il maintenait, avec une énergie sur laquelle nous nous sommes expliqués, l'individualisme de la *possession* (2) ; et d'autre part, qu'à toute époque

(1) *Le Socialisme à l'œuvre*, p. 236.

(2) V. plus haut, chapitres I et III. On peut relire également, à ce point de vue le *Programme Révolutionnaire* de mai-juin 1848. Le rachat de la propriété une fois opéré, « les propriétaires et après eux les fermiers auraient privilège de *gestion et de direction* sur la propriété ». Il s'agit bien, de réserver la propriété à la collectivité, en l'espèce « à la société centrale d'agriculture chargée

il a témoigné d'une répugnance instinctive et profonde pour ces formes diverses d'*exploitation collective*, que prônaient autour de lui les Saint-Simoniens et les Fourieristes. A cet égard, les critiques qu'il adresse à ces derniers sont particulièrement caractéristiques.

Fourier, on le sait, ne supprime pas la *propriété* individuelle de la terre. Mais, préoccupé par dessus tout des avantages que peut produire l'application universelle et méthodique du principe d'association, il supprime l'*exploitation* individuelle. Le travail des champs est fait en commun par les « séries passionnées », harmonieusement « intriguées et contrastées » de la phalange sociétaire ». Bien plus, dans la vaste hôtellerie scientifiquement agencée de son phalanstère, Fourier favorise, s'il ne l'impose, la consommation en commun (1). La propriété individuelle, strictement ré-

de pourvoir par la création de compagnies locales à l'organisation agricole ». Mais l'*exploitation* doit rester *individuelle*, « la solidarité n'existant que pour les inégalités de la nature et les accidents de force majeure ». XVII, 59 et 70. Les compagnies locales dont il est question ici sont les sociétés d'assurance mutuelle dont nous avons parlé plus haut.

(1) V. dans le même sens la préface de Ch. Gide aux *Extraits* de Fourier publiés par la librairie Guillaumin, p. 41. « Il est à remarquer que, à l'inverse des collectivistes, qui suppriment la propriété individuelle pour les instruments de production (terre et capitaux) et la maintiennent pour les objets de consommation, Fourier maintient la propriété individuelle (mobilière il est vrai, sous la forme d'actions) pour la terre et les capitaux, mais semble vouloir la supprimer pour les objets de consommation par sa vie d'hôtel garni. Or, s'il fallait choisir entre ces deux mutilations du droit de propriété, je préférerais celle des collectivistes ».

duite à ses caractères économiques, n'a plus ici d'autre objet que d'assurer la juste rétribution du travail, du capital et du talent, de provoquer l'action de la « cabaliste », et d'intensifier à la fois l'activité de l'individu et la productivité du groupe, A cela, une créance individuelle sur la masse commune suffit. La « phalange sociétaire est une société par actions » ; pour Fourier, écrit M. Ch. Gide, « la propriété individuelle doit se transformer peu à peu en propriété actionnaire. » Fourier est d'accord sur ce point avec les Saint-Simoniens, d'accord aussi, comme le remarque M. Gide, avec les vues de l'économie politique la plus orthodoxe (1), de M. de Molinari et de M. Yves Guyot. Mais il n'est pas du tout d'accord avec Proudhon.

Pour Proudhon, en effet, cette propriété, qui n'est qu'un simple droit impersonnel au dividende dans une société anonyme, c'est l'ombre de la propriété.

Un instant seulement il parut l'admettre, ou tout au moins s'y résigner ; c'est quand il écrivait le *Manuel du Spéculateur*. Le formidable développement des sociétés anonymes, dont il vient de faire l'énumération et de commenter les méfaits, l'impressionne visiblement. « L'agriculture aura son tour, écrit-il ; déjà, une société, le cheptel, pour la commandite des bétiaux, se forme, dit-on, au capital de 100 millions (2) ».

(1) Ch. Gide, *ibidem*, p. XXV et Molinari, *Evolution Economique au XIX^e siècle*, p. 437 (Paris, 1880).

(2) *Manuel*, XI, 425. « Déjà, écrit-il, dans les Majorats littéraires

Et, devant la fatalité de ce mouvement qui lui paraît irrésistible, voulant essayer au moins de faire tourner en définitive, à l'avantage du prolétariat, cette transformation complète des conditions de la production, et éviter que le « salarié, l'antique esclave exclu dès l'origine du monde de la Propriété » ne le soit encore « jusqu'à la consommation des siècles de la *société* » (1), Proudhon songera à mettre le titre mobilier, l'action, entre les mains du travailleur. Mais ce n'est là, en ce qui concerne l'agriculture, qu'un pis-aller. Que dans un très grand nombre d'industries, cette seule forme de propriété soit compatible avec les conditions nouvelles de la technique, c'est incontestable. Mais il y a comme un sacrilège, aux yeux de Proudhon, à assimiler la propriété de la terre à celle d'une « inscription de rentes », à « la propriété des écus ».

« Ce qui rend la propriété chose délectable, écrivait-il déjà en 1841, alors qu'il n'avait pas assez d'anathèmes contre la propriété, et ce passage exprime toutes ses tendresses intimes, ce qui rend la propriété chose délectable, comme le disait je ne sais quel philosophe, c'est la faculté de disposer à volonté non seulement de la

il existerait dans un certain monde un projet de conversion de la propriété foncière et d'organisation de grandes compagnies agricoles destinées à remplacer la petite culture et la petite propriété comme on a remplacé les commissionnaires de transport et les voituriers par les compagnies de chemin de fer. L'idée féodale n'est par morte en France. »

(1) *Manuel*, XI, 426.

valeur de son bien, mais encore de sa nature spécifique, de l'exploiter à son plaisir, de s'y retrancher et de s'y clore, d'en excommunier les humains, comme dirait M. Pierre Leroux, en un mot d'en faire tel usage que la passion, l'intérêt, le caprice même suggèrent. Qu'est-ce qu'une jouissance en numéraire, une action dans une entreprise agricole et industrielle, un coupon de grand livre, à côté du charme infini d'être maître dans sa maison et dans son champ, sous sa vigne et sous son figuier ? *Beati possidentes* dit un auteur cité par M. Troplong ; en bonne foi, cela peut-il s'appliquer au banquier qui n'a d'autre possession sous le soleil que le marché et dans la poche son argent ? Autant vaudrait soutenir qu'une auge est un parc. On ne cesse de déclamer contre la soif de l'or et contre l'individualisme du siècle et par la plus inconcevable contradiction, on s'apprête à transformer toutes les propriétés en une seule, la propriété des écus » (1).

(1) *Deuxième Mémoire sur la propriété*, I, 314. Ce passage est dirigé contre les Fourieristes. V. aussi p. 318, *Ibidem* : « Ce que M. Considérant prend pour la propriété n'est qu'un privilège de haute paie. Dans le système fouriériste, ni le capital créé ni la plus-value du sol ne sont répartis et appropriés d'une manière effective ; les instruments de travail créés ou non créés restent sous la main de la phalange, le prétendu propriétaire n'en peut toucher que le revenu. Il ne lui est permis ni de réaliser immédiatement les actions qu'il a sur la compagnie, ni de posséder en propre, ni d'administrer quoi que ce soit. Le caissier lui jette son dividende et puis, propriétaire, mange si tu peux ». La différence du point de vue de Proudhon et de celui des Fourieristes est nettement marquée dans une polémique qui surgit dans les premiers jours de

Avec plus d'éloquence et de profondeur, il nous dira plus tard dans *Justice*, sa tristesse de voir qu'on tient aujourd'hui au sol « comme à un outil » ; qu'on ne sent plus « ces attractions puissantes, cette communauté de vie que la nature a mise entre l'homme et elle » (1).

mai 1848, sur cette question de la propriété, entre le *Représentant du Peuple* et la *Démocratie pacifique*. Nous avons montré, dit le Représentant du Peuple « que, la propriété se compose en quelque sorte de deux jouissances : la *possession* et le revenu, que votre propriété collective supprimant la *possession* ne laisse plus au propriétaire que son revenu, que l'intérêt de la propriété sans le *sentiment propriétaire* ». Proudhon, tout au contraire, veut supprimer l'intérêt de la propriété, ou, plus exactement, la rétribution spéciale que le Fourierisme accorde au capital. Le travail seul, à ses yeux donne des droits sur le produit du travail collectif. Mais il veut conserver le sentiment propriétaire. A cela tend sa première théorie de la *possession* comme la dernière théorie de la libre *propriété*. « *Possession et intérêt*, voilà la propriété entière pour la bourgeoisie actuelle, écrit encore le Représentant du Peuple; intérêt seul, voilà la propriété pour vous ». *Possession seule*, pouvons-nous ajouter, voilà la propriété pour Proudhon, voilà ce que, dès les premiers Mémoires, il veut en conserver (V. *Représentant du Peuple* du 5 mai 1848). « La possession est un bien », disait-il déjà en 1840 (I, 313), c'est la propriété, c'est-à-dire le droit d'aubaine, c'est-à-dire l'intérêt du capital, c'est-à-dire enfin la possibilité de jouir sans travailler qui est un vol. Voir aussi, *Représentant du Peuple*, du 4 mai 1848 : « Non la jouissance de la possession et de la transmission héréditaire ne se trouve pas dans l'âme du capitaliste, c'est l'intérêt de la propriété moins le *sentiment* et la *joie* intime, continue et *personnelle* de la propriété, ce qui est bien différent pour le propriétaire. Demandez-le au socialiste Lamartine, qui a fait de si jolies phrases sur ce sentiment et cette joie de la propriété des ancêtres, sur le jardin paternel, sur le verger planté par les aïeux, etc., etc... Vous dépoétisez la propriété en *dépersonnalisant* en partie le propriétaire puisque vous lui enlevez son individualité locale ».

(1) *Justice*, XXII, 203-204 et ce que nous disons plus haut, *Introduction*, p. 3 et suiv.

C'est à cette communauté de vie que Proudhon voudrait revenir.

Qu'il nous parle de *propriété* ou de *possession*, ce qu'il désire, c'est assurer au paysan la jouissance intime et personnelle de sa terre ; il veut, suivant une expression que nous avons déjà citée, « consommer le mariage de l'homme avec la nature » et cela n'est possible que si le cultivateur garde, dans une large mesure, la disposition de son champ, s'il a personnellement le souci et l'orgueil de le cultiver, de l'enrichir, de l'embellir, bref si, réserve faite de toutes les entreprises collectives nécessaires soit pour l'utilisation des machines soit pour les gros travaux d'aménagement du sol (drainage, irrigation, etc.) l'*exploitation* elle-même reste *individuelle*.

En résumé, quand Proudhon insiste, avec plus de précision et de force que nul autre sur l'importance qu'a prise dans le monde moderne le phénomène de la circulation, quand il reconnaît le rôle qui est dévolu à l'avenir aux associations agricoles comme aux associations ouvrières, ce n'est pas avec l'espoir d'achever, à la faveur de ce double mouvement la *dépersonnalisation*, comme dit M. Yves Guyot, de la propriété foncière. Il ne s'agit certes pas de fermer les yeux à l'évidence et de revenir en arrière. Il faut prendre conscience de la direction et de la puissance des forces économiques qui nous entraînent. Mais il faut garder aussi le sentiment de ce que peut la liberté

de l'homme quand elle sait faire servir à ses fins la fatalité aveugle de la nature. La circulation dans le monde moderne est tout : organisons donc la circulation (1). L'association est le moyen suprême de remédier aux insuffisances des énergies individuelles, utilisons donc l'association. Mais, quelle que soit l'intime solidarité que le développement des échanges et la multiplicité des associations établissent entre chaque parcelle et toute autre, et bien que cette solidarité rende le propriétaire étroitement dépendant de toute la vie nationale, ce que Proudhon entrevoit au terme de ce développement, ce qu'il veut, c'est un renouveau de prospérité et de vigueur pour la petite propriété paysanne.

(1) De ce point de vue, le développement des chemins de fer, moyen puissant de régulariser les échanges et de discipliner le marché, de conjurer les crises commerciales et de limiter les abus de la spéculation, apparaît à Proudhon comme une sauvegarde plutôt que comme une menace pour la petite propriété rurale.

CHAPITRE VI

LA DERNIÈRE THÉORIE DE LA PROPRIÉTÉ

- I. La *Propriété* et l'*Etat*. — La propriété foncière est-elle une garantie contre l'absolutisme de l'Etat ? — L'absolutisme de la propriété est corrélatif de l'absolutisme de l'Etat et doit disparaître avec celui-ci. — Supériorité théorique de l'idée de *possession*.
- II. *Immobilité* ou *mobilisation*. — Le crédit, l'hypothèque et la propriété. — La mobilisation du crédit foncier et la mobilisation de la propriété : inquiétudes de Proudhon à ce sujet. — L'organisation du crédit comme moyen de *consolider* la petite propriété. — Rapport des idées de Proudhon sur la propriété *absolue* et de ses idées sur la banque.

A travers ses projets de réformes positives, comme à travers la riche argumentation de sa critique, l'idéal de Proudhon nous est apparu d'une remarquable unité. Mettre en relief cette unité, telle fut l'une des parties essentielles de notre tâche ; on s'est si souvent complu à ne voir que les changements et les apparentes contradictions ! Ces changements cependant sont réels, et nous ne les avons pas dissimulés. On peut les caractériser

ainsi qu'il suit : ce qui est constant, c'est le but, c'est le désir qu'a Proudhon d'assurer l'indépendance des petits domaines paysans et leur approximative égalité ; ce qui change, c'est d'une part la théorie, Proudhon adoptant dans ses dernières œuvres cette pleine propriété, *abusive* et *absolue*, qu'il condamnait dans les premières ; ce sont d'autre part, les *moyens pratiques*, les projets de réforme, qui tendent dans les premières œuvres, avec la théorie de la *possession*, à la réglementation stricte et, comme on dit aujourd'hui à *l'immobilisation* de la propriété, tandis que dans les dernières, pleine liberté *d'administration et de disposition* étant laissée au propriétaire, la mobilité, en principe, est complète.

Que dirons-nous de ces changements ?

I

C'est pour des raisons *politiques* surtout, disions-nous que Proudhon trouve la *possession* insuffisante, et se déclare finalement pour la pleine *propriété*.

« Servir de contrepoids à la puissance publique, écrira-t-il dans la théorie posthume, balancer l'Etat, par ce moyen assurer la liberté individuelle, telle sera donc dans le système politique, la fonction principale de la propriété. Supprimez cette fonction, ou, ce qui revient

au même, ôtez à la propriété le caractère absolutiste que nous lui avons reconnu et qui la distingue ; imposez-lui des conditions, déclarez-la incessible et indivisible ; à l'instant elle perd sa force, elle ne pèse plus rien, elle devient un simple bénéfice, un précaire, c'est une mouvance du gouvernement, sans action contre lui (1). » Et plus loin : « La justification de la propriété, que nous avons vainement demandée à ses origines, prime-occupation, usucapion, conquête, appropriation par le travail, nous la trouvons dans ses *fins* ; elle est essentiellement politique. Là où le domaine appartient à la collectivité, sénat, aristocratie, prince ou empereur, il n'y a que féodalité, vassalité, hiérarchie et subordination ; pas de liberté, par conséquent, ni d'autonomie. C'est pour rompre le faisceau de la *souveraineté collective*, si exorbitant, si redoutable, qu'on a érigé contre lui le domaine de propriété, véritable insigne de la souveraineté du citoyen... (2) »

Telle est la théorie ; que vaut-elle ?

Remarquons ici encore que la propriété dont nous parle Proudhon et dont il proclame la nécessaire fonction politique, c'est par excellence la propriété de la *terre*. Ce sens restreint du mot est constant chez lui. J'entends toujours par là, écrit-il dans les *Majorats littéraires*, « cette propriété *foncière*, do-

(1) *Théorie de la Propriété*, 2^e éd., p. 138.

(2) *Théorie de la Propriété*, p. 225 et 226.

maniale, dont le partage de la terre nous a donné une idée si nette (1) ». C'est avec la même pensée qu'il écrira dans la *Théorie de la propriété* : « Pour que le citoyen soit quelque chose dans l'Etat, il ne suffit pas qu'il soit libre de sa personne, il faut que sa personnalité s'appuie, comme celle de l'Etat, sur une portion de *matière* qu'il possède en toute souveraineté, comme l'Etat a la souveraineté du domaine public (2) ». Seule, la propriété foncière lui paraît avoir assez d'indépendance et de stabilité pour offrir à la liberté civique une inébranlable base. Or, à prendre la théorie de Proudhon dans ce sens restreint, on peut se demander si ce rôle prééminent accordé dans l'organisation politique au propriétaire foncier — encore que Proudhon ne soit pas seul à l'avoir conçu (3) — est justifié par les conditions nouvelles dans lesquelles la civilisation contemporaine a placé ce propriétaire et, plus spécialement, par le rôle qu'il joue et la puissance qu'il exerce dans l'ensemble de la vie économique actuelle. Proudhon s'inspire de l'histoire de Rome, chère à son esprit juridique, et de l'histoire du Moyen âge, que l'ont fait approfondir ses

(1) *Majorats littéraires*, XVI, p. 17. Dans le même ouvrage, opposant la propriété à la possession : « la possession, dit-il, est le terme propre quand on parle du droit du producteur et de l'échangeur sur le produit ». *Ibidem*, p. 19.

(2) *Théorie de la propriété*, p. 138.

(3) « La liberté chez un peuple, disait Disraéli, repose toujours sur ce fait qu'il y a une classe dans la nation pouvant défier les despotes et les démagogues et autour de laquelle le peuple pourra toujours se rallier, ce sont les possesseurs du sol. »

recherches sur la Pologne. Or, il se peut bien qu'à l'une et à l'autre époque, la terre étant la principale richesse, les détenteurs de la terre aient seuls disposé d'une puissance capable de faire obstacle à l'absolutisme du pouvoir. En est-il de même aujourd'hui, avec le développement qu'a pris la grande industrie, avec l'importance chaque jour plus énorme de la richesse mobilière ?

Il est vrai que Proudhon considère la prépondérance actuelle de la richesse industrielle et mobilière comme fâcheuse, et comme provisoire. Et ces regrets ne lui sont pas inspirés seulement par son amour tenace de la vie rurale, par ses instincts profonds de paysan. Il trouve disproportionné le nombre des personnes employées aux productions industrielles, relativement superflues, avec le nombre de celles qui s'occupent de la production des subsistances. Il dénonce la cherté qui en résulte pour les denrées alimentaires (1). Il entrevoit

(1) *Capacité politique des classes ouvrières*, édition de 1868, p. 251 et 252. — V. aussi *Théorie de la propriété*, p. 240 : « Normalement le nombre des industriels, artisans, marchands est déterminé par celui des propriétaires fonciers, par conséquent la production industrielle doit être égale à l'excédant des subsistances non consommé par les propriétaires... La quotité des subsistances est le régulateur ; par conséquent, l'agriculture est l'industrie primordiale et prépondérante ». Ailleurs encore (*Justice*, XXII, 337), il déclare que « l'agriculture est destinée à devenir le premier des arts ». Dans le même sens, Ch. Gide (*Préface aux Extraits de Fourier* publiés par la librairie Guillaumin, page 64), déclare qu'il ne faut pas voir la cause des crises industrielles ailleurs que dans la disproportion de plus en plus marquée entre la production des richesses nécessaires, qui sont les produits agricoles,

au surplus dans les récents progrès de l'industrie des transports, dans le développement des chemins de fer, la grande cause qui rétablira bientôt l'équilibre. Longtemps avant Emile Vandervelde, et avec des arguments analogues, Proudhon prédit le *retour aux champs* (1). Avec les chemins de fer, « l'entassement des populations dans les grandes villes n'a plus de raison (2). » Mais, quoi qu'il en soit de ces prophéties, sur lesquelles lui-même fait de sages réserves, est-il bien sûr qu'à leur réalisation la liberté politique gagnerait? est-il sûr

et celle des richesses relativement superflues, qui sont les produits industriels, disproportion qui se traduit par une hausse funeste dans le prix des premières et par une baisse assez inutile dans le prix des secondes. »

(1) V. Em. Vandervelde, *L'Exode rural et le Retour aux champs*, Paris, 1903.

(2) *Des Réformes à opérer dans l'exploitation des chemins de fer*, XII, 292. « C'est que, ajoute-t-il, dès lors qu'un particulier peut sans inconvénient faire chaque jour ses affaires à Paris, par exemple, et avoir son domicile à Versailles, à Saint-Denis, à Saint-Germain, à Sceaux, à Pontoise, 15, 20 ou 25 kilomètres de la barrière, il n'y a point de raison pour qu'il préfère le séjour de la ville à celui de la campagne. De même quand la facilité des communications, d'accord avec l'intérêt des entrepreneurs, permet à l'ouvrier de travailler le fil, le lin, la soie, les métaux, sans quitter son village et de cumuler ainsi les salaires de l'industrie avec les petits profits de l'agriculture, il y a plus d'avantage à garder le toit paternel qu'à émigrer vers ce que nous appelons euphémiquement les *centres de population* et qui ne sont que les gouffres où elle s'engloutit. La perfection des transports, en augmentant pour le pays la somme des affaires, les dissémine et fait perdre aux villes leur fonction d'entrepôt : voilà le fait décisif qu'elles n'ont pas prévu et qu'aujourd'hui encore elles ne veulent pas comprendre » *Des Réformes à opérer...* p. 277.

qu'elle puisse trouver dans la propriété foncière la garantie sur laquelle compte Proudhon ? « Considérée dans ses tendances politiques et dans ses rapports avec l'Etat, écrit-il lui-même avec force, la propriété incline à se faire du gouvernement un instrument d'exploitation, rien de moins, rien de plus (1). » Elle ne tient par elle-même à aucune forme du gouvernement (2). « Le coup d'Etat du 2 décembre a réussi, comme celui du 18 brumaire, par l'appui de la propriété (3) ». Expériences toutes proches et cruelles, et bien faites pour nous faire douter de l'esprit politique qui anime les propriétaires, et des secours que la liberté peut trouver auprès d'eux.

Mais ce sont là, nous dit Proudhon, les *abus*, au point de vue politique, de la propriété ; ils n'impliquent pas l'inutilité de la fonction elle-même. De plus, c'est restreindre outre mesure la théorie de Proudhon, que de ne l'appliquer qu'à la propriété foncière. Reprenons donc la question d'un peu plus haut et demandons-nous si l'idée même d'attribuer à la propriété en général une telle fonction politique, ne repose pas sur une conception singulièrement étroite et désuète du pouvoir de l'Etat et de ses limites.

« L'*Etat*, considéré de la manière la plus rationnelle, la plus libérale, animé des intentions les plus

(1) *Théorie de la Propriété*, p. 131.

(2) *Ibidem*, p. 135.

(3) *Ibidem*, p. 134.

justes, n'en est pas moins une puissance énorme, capable de tout écraser autour d'elle si on ne lui donne pas un contrepoids. Ce contrepoids, quel peut-il être ? L'Etat tire toute sa puissance de l'adhésion des citoyens. L'Etat est la réunion des intérêts généraux appuyée par la volonté générale et servie au besoin par le concours de toutes les forces individuelles. Où trouver une puissance capable de contrebalancer cette puissance formidable de l'Etat ? Il n'y en a pas d'autre que la propriété. Prenez la somme des forces propriétaires, et vous aurez une puissance égale à celle de l'Etat (1). »

Mais cet Etat, dont Proudhon esquisse ici la définition, cet Etat qui est « la réunion des intérêts généraux appuyée par la volonté générale et servie au besoin par le concours de toutes les forces individuelles », ne serait-ce pas, en dépit des restrictions et des atténuations dont use notre auteur, l'état *absolu* de l'ancien régime, ou encore cet état *jacobin*, unitaire et autoritaire, dont Rousseau avait fait la théorie, et contre lequel Proudhon a dirigé tant d'après critiques ? En face de l'Etat *absolu*, Proudhon pose la propriété *absolue*. Mais le philosophe ne ferait-il pas tort ici à l'économiste et au politique ? la théorie de l'équilibre, de la balance, de la réalisation progressive du droit par l'opposition nécessaire des forces, n'agirait-elle pas fâcheusement sur sa pensée, ou tout au moins sur son langage ? Soit,

(1) *Théorie de la Propriété*, p. 137.

si nous supposons l'Etat absolu, nous aurons besoin, pour le limiter, de la propriété absolue. Mais si l'Etat de l'avenir — et n'est-ce pas au fond la conception même de Proudhon ? — si l'Etat dont il s'efforce lui-même de deviner, à travers les institutions actuelles, les incertaines préformations, est à l'opposé d'un tel absolutisme ; si c'est et ce doit être de plus en plus un état *de droit*, laissant aux citoyens des recours juridiques de plus en plus nombreux contre les abus de pouvoir des gouvernants ; si les rapports contractuels, les rapports de gestion doivent se substituer de plus en plus entre l'Etat et ses administrés, entre l'Etat et ses agents eux-mêmes, aux antiques rapports unilatéraux de puissance publique (1), si d'autre part, la puissance publique elle-même, au lieu d'être concentrée tout entière dans un seul organisme central doit se fragmenter dans une multiplicité croissante d'organismes régionaux et d'organismes professionnels (2), n'est-il pas vrai de dire que, limité par tant de règles, entouré de tant de garanties, balancé par tant de contrepoids, l'Etat nou-

(1) V. surtout Maxime Leroy, *Les transformations de la Puissance publique*, Paris, 1907.

(2) V. surtout Paul Boncour, *Le Fédéralisme Economique*, Paris, 1901. Au surplus, pour sortir des hypothèses, ne voyons-nous pas dès aujourd'hui, en dehors de la propriété et de la richesse, pour ne pas dire contre elles, dans la force des organisations syndicales, une puissance capable d'« équilibrer » la puissance de l'Etat ? V. aussi notre étude sur les Syndicats de fonctionnaires et l'organisation de la Démocratie, *Revue politique et parlementaire* de février 1906.

veau peut se passer de contrepoids de la propriété, que l'absolutisme de la propriété aura perdu sa raison d'être par cela même qu'aura disparu l'absolutisme de l'Etat ?

Sans doute, quelques garanties que trouve l'individu contre l'Etat, dans la complexe organisation juridique de ce fédéralisme professionnel et contractuel, on pourrait trouver ces garanties insuffisantes encore si, toute propriété étant abandonnée soit à l'Etat, soit à des groupements plus limités, l'individu ne possédait plus rien en propre, si nul domaine n'était réservé au libre jeu de ses initiatives, nulle dépense possible aux inspirations ou aux fantaisies mêmes de son imagination. Mais ces considérations condamnent le communisme, elles ne justifient pas l'*absolutisme* de la propriété. Comme l'a fort bien dit Proudhon, dans ses premiers Mémoires, la *possession* individuelle, c'est-à-dire la propriété subordonnée à l'intérêt social, contrôlée, limitée par la loi, répond suffisamment à ces exigences de l'individualisme. Entendons-nous, si *possession* voulait dire concession précaire de l'Etat, révoicable *ad nutum* par les gouvernants, il y aurait, dans une semblable dégradation de la propriété de quoi révolter notre amour de l'indépendance. Et c'est bien en interprétant ainsi la notion de possession qu'on peut la déclarer incompatible avec le principe même de ce fédéralisme dont Proudhon fut un des annonciateurs. Mais si l'on entend seulement par là que la propriété,

soustraite aux fantaisies arbitraires de l'individu, à son prétendu droit d'user et d'abuser, doit apparaître de plus en plus comme une *fonction* sociale, dont la loi règle l'exercice en s'inspirant des nécessités variables de l'économie nationale, une telle conception de la propriété n'a plus rien d'inquiétant pour la liberté, et l'on sera d'autant plus tenté de l'admettre qu'on ira plus loin dans le sens du fédéralisme. Plus on fera de place, en effet, dans l'organisation politique, à l'initiative des individus et des groupes, plus étroite sera leur collaboration à la confection des lois, plus ils auront de moyens d'en contrôler et d'en assurer l'exécution ; et plus du même coup les lois cesseront d'être surtout à l'égard des citoyens une limite et une contrainte, pour être surtout une *sauvegarde*.

En résumé, la conception dernière de Proudhon sur la propriété repose bien sur une idée profonde, mais sur une idée du droit ancien, ou, plus exactement, du droit féodal, incompatible avec le droit nouveau. De même que l'exercice du pouvoir fut intimement lié, au Moyen Age, à la propriété de la terre, que le roi fut considéré comme le propriétaire de son royaume et que sa souveraineté apparut vraiment comme l'un des aspects de son droit de propriété (1) ; de même l'indépendance du sujet vis-à-vis du prince avait besoin de

(1) Sur le Pouvoir royal considéré comme la propriété du roi, v. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit*, 3^e édition, Paris, 1898, p. 63.

s'objectiver, de se matérialiser en quelque sorte dans la propriété de quelque portion de terre ; et cette indépendance ne put sembler entièrement garantie, le sujet ne devint citoyen que le jour où sur cette portion de terre il eut lui-même les droits d'un souverain. Le *domaine* de propriété étudié, comme le fait Proudhon, dans la lente évolution par laquelle le *domaine utile* tend à s'affranchir du *domaine éminent*, le *fief* à s'assimiler à l'*alleu*, apparaît bien comme un démembrement de la souveraineté, et l'on peut dire, avec Proudhon, que la propriété se révèle là comme ayant une fonction *politique*. Seulement, nous prétendons que cette fonction devient de plus en plus inutile à mesure que, se dégageant du réalisme primitif, l'esprit humain devient plus capable de concevoir et de respecter, comme une aussi sûre garantie de la liberté individuelle que les murailles du baron féodal ou les clôtures du paysan, la barrière idéale du droit. S'il en est ainsi, si les progrès du droit public rendent de moins en moins nécessaire le rôle politique attribué par Proudhon à la propriété, il reste, contre la *propriété*, en faveur de la *possession*, toute cette riche variété d'arguments que Proudhon déduisait du droit économique, des idées d'égalité et de justice. C'est donc cette théorie de la possession qu'en définitive et en dépit de Proudhon lui-même, nous préférons. Et c'est bien à une conception analogue, c'est-à-dire à l'idée d'une propriété limitée par la loi, subordonnée à l'inté-

rêt général, fonction sociale plutôt que droit individuel, que nous paraît aboutir, en effet, l'évolution des théories sociales contemporaines (1) et l'évolution même du droit (2).

Mais cette idée de *possession*, disions-nous, reste chez Proudhon très indéterminée, et c'est un défaut sensible quand on en veut indiquer les applications pratiques.

Il est vrai ; seulement cette indétermination même est peut-être, au point de vue théorique, une supériorité.

(1) V. plus haut, p. 103 et suiv.

(2) Nous sommes heureux de pouvoir citer à l'appui de cette thèse, l'opinion de M. Duguit, que son étude sur *le Droit social, le Droit individuel et les transformations de l'Etat*, nous permet de considérer désormais comme un des théoriciens du fédéralisme professionnel. « Je ne crois point, écrit-il, que l'appropriation individuelle, même celle des capitaux, doive disparaître de longtemps. Mais il n'est pas douteux que la conception de la propriété droit subjectif disparaît pour faire place à la conception de la propriété fonction sociale. Le détenteur d'une richesse n'a point de droit sur elle ; c'est une situation de fait, qui l'astreint à une certaine fonction sociale, et son appropriation est protégée dans la mesure et seulement dans la mesure où il remplit cette fonction sociale ». *Le Droit social le droit individuel et les transformations de l'Etat*, Paris, 1908, p. 148 et 149. Et ailleurs : « Dans un pays où la propriété individuelle est reconnue par la législation positive, le propriétaire a par cela même qu'il est propriétaire un certain rôle social à remplir ; et l'étendue de son droit de propriété doit être déterminé par la loi et par la jurisprudence qui l'applique d'après le rôle social qu'il doit remplir ». *Manuel du droit constitutionnel français*, Paris, 1907, p. 644. Nous ne prétendons pas autre chose. « A ce point de vue, ajoute M. Duguit, s'explique très bien toute la jurisprudence nouvelle sur la responsabilité du propriétaire à l'occasion de la chose dont il est propriétaire et sur l'abus du droit » ; et il renvoie à Ripert, *De l'exercice du droit de propriété*, 1902.

rité de plus. Qu'est-ce à dire ? Proudhon nie, dans ses premières œuvres, la propriété *absolue* ; il montre que cette propriété absolue est une impossibilité, un non-sens, rien. Comme toute institution humaine, la propriété est essentiellement relative aux contingences historiques ; elle est et doit être sans cesse modifiée à mesure que changent les conditions de la vie sociale (1). Elle n'est pas ce droit naturel, immuable, absolu, qu'une métaphysique abstraite a rêvé, mais que tout, dans la réalité, dément. Or, cette négation de l'*absolutisme* propriétaire au nom de l'universel devenir n'est p  s ce qu'il y a de moins intéressant et de moins solide dans la critique de Proudhon. Il y a quelque chose d'étrangement simpliste dans les controverses que nous entendons tous les jours au sujet de la propriété, et sur lesquelles on prétend fonder les distinctions, souvent si factices, des partis. Les uns sont pour la propriété individuelle, les autres pour la propriété collective. On s'accorde sur les réformes à opérer, sur la politique immédiate à suivre ; mais l'on se dit des gros mots à propos de cette métaphysique. Comment ne comprend-on pas que la propriété indivi-

(1) « Le Code Napoléon,   crit Proudhon en ce sens, est aussi incapable de servir la société nouvelle que la République platonicienne, et l'*  l  ment économique* substituant partout le droit *relatif et mobile* de la mutualité industrielle au droit *absolu* de la propriété, il faudra reconstruire de fond en comble ce palais de carton », *Révolution sociale démontrée par le Coup d'Etat*, VII, 149.

duelle, à la considérer comme un absolu, n'est qu'un mythe (1), et la propriété collective un autre mythe ; ou plutôt, propriété individuelle et propriété collective sont deux termes extrêmes, deux limites, au sens des mathématiciens, entre lesquelles oscille éternellement la propriété *réelle* (2). L'une représente la part nécessaire faite au contrôle de la société, l'autre la part nécessaire faite à l'initiative et à l'indépendance des indi-

(1) « Depuis le commencement de la civilisation, écrit Proudhon dans la *Théorie de la propriété* (p. 173 de la 2^e édition), la propriété... s'étend et se restreint *ad libitum*, au point que de la servitude à la propriété, on ne trouve pas de ligne de démarcation sensible, on ne les comprend bien que par leurs extrêmes ».

(2) *Le socialisme à l'œuvre*, par Georges Renard, etc., p. 227. « Ce prétendu droit n'est-il pas, dès aujourd'hui, un mythe ? » « A notre époque, dit dans le même sens Bernard Shaw, très peu de personnes font une distinction quelconque entre la propriété virtuellement complète et la propriété *possédée sous des conditions publiques très développées*... Mais la législation des fabriques d'une part, l'organisation des syndicats d'autre part, ont, au cours d'une seule vie d'homme — d'homme vivant encore actuellement — converti l'ancienne propriété non restreinte du manufacturier... en une simple permission de trafiquer et de travailler, sous des conditions strictes, publiques ou collectives, imposées dans l'intérêt du bien-être général, sans le moindre égard pour les cas difficiles individuels... Si la propriété était complètement abolie et si tous les citoyens étaient convertis en fonctionnaires salariés du service public, beaucoup plus des 99 centièmes de la nation n'auraient aucune conscience de cet énorme changement... Tout le monde continuerait à appeler sa « propriété », ses montres, ses parapluies, et les petits jardins de ses habitations ». Bernard Shaw, *Manuel de poche du révolutionnaire*, trad. Hamon, dans la *Grande Revue* d'octobre 1909, p. 645. Shaw insiste surtout ici sur la propriété industrielle, mais la propriété foncière elle-même n'échappe pas à cette évolution.

vidus. Et il s'agit de savoir à chaque époque de l'histoire et pour chaque espèce de propriété *dans quelle mesure* il convient d'incliner vers l'un ou l'autre de ces modèles idéaux. L'expression proudhonnienne de *possession* exprime assez bien, malgré ce qu'elle a de vague, ou plutôt grâce à ce vague lui-même, la conciliation changeante des deux termes.

On peut regretter que Proudhon ne s'y soit pas tenu.

Nous avons dit et critiqué les raisons politiques qu'il donne de cet abandon. Nous en savons aussi les raisons métaphysiques. Substituant la notion d'équilibre à celle de synthèse, Proudhon cherche dans la mutuelle opposition des principes absolus ce qu'il avait cru ne pouvoir obtenir d'abord que par la négation de leur absolutisme. Et nous pouvons ajouter que le changement est plus profond dans la forme qu'au fond, dans les formules que dans les résultats pratiques (1). N'y aurait-il, cependant, en dehors de la politique et de la philosophie, aucune raison proprement économique de l'évolution de Proudhon sur la propriété? Notre exposé ne serait pas complet si nous n'éclairions pas ce point ; il nous faut revenir sur cer-

(1) « Il y a cinq ou six manières très différentes de posséder la terre, écrit Proudhon en 1862, au moment où il annonce que son prochain ouvrage sur la Pologne contiendra une défense de la propriété ; allons-nous proscrire le mot de propriété. C'est la notion de *mouvement* qu'il faut introduire dans nos idées, ce n'est pas les mots qu'il faut attaquer », mars, 1862, *Corr.* XII, p. 8.

taines de nos affirmations antérieures, en préciser, et aussi en limiter la portée.

II

« Au point de vue de la justice et de l'économie », nous a dit Proudhon, le système de la possession « défie la critique ». Qu'est-ce à dire ? S'agit-il du but à atteindre, de l'idéal à déterminer, il est très vrai que, s'il peut y avoir des raisons politiques ou philosophiques de préférer la propriété à la possession, il n'y a pas, à ses yeux, de raisons économiques. En est-il de même s'il s'agit des moyens pratiques de réaliser cet idéal ? Proudhon oscille, disions-nous, entre deux systèmes opposés. Les premières œuvres, réglant étroitement l'héritage, supprimant le droit d'aliéner, tendent, comme on dit volontiers aujourd'hui, à l'*immobilisation* de la propriété ; c'est le système de la possession hébraïque ou slave ; nous en avons rapproché la législation contemporaine sur l'insaisissabilité, l'indivisibilité et l'inaliénabilité du bien de famille. Mais, dès 1851, Proudhon se refuse à limiter en quoi que ce soit « la liberté des transactions et des héritages (1). » Il opte pour la *pleine propriété* et pour le *mouvement*. « Un des abus de la propriété est de pou-

° (1) V. plus haut, p. 41.

voir être morcelée, écrira-t-il plus tard, mais il le fallait pour sortir de l'immobilisme du sol, source de l'immobilisme social » (1). L'économie n'est-elle pour rien dans ce changement total de point de vue ?

La vérité est, qu'entre 1845 et 1851, en 1848, surtout, l'attention de Proudhon s'est fixée principalement sur la question du crédit. C'est par l'organisation du crédit qu'il espère supprimer les diverses prélibations du capital sur le produit, et réaliser, dans la mesure du possible, cette « égalité des appointements » qui était l'idéal un peu simpliste du premier Mémoire. La terre ne pouvait rester en dehors de cette grande réforme ; et nous savons déjà le rôle important qu'il attribue, dans l'*Idée générale de la Révolution*, aux banques de crédit foncier. Mais la base du crédit foncier, c'est l'hypothèque ; et l'hypothèque suppose le droit de disposer. « Par cela seul que la société, forcée par le crédit, a reconnu au monopoleur le droit d'emprunter sur l'hypothèque de son monopole sans rendre compte à ses compagnons de travail, elle l'a rendu propriétaire. La propriété est le postulat du crédit (2). » Et Proudhon rappelle en y adhérant ces paroles d'Augier. « Il n'y a pas d'hypothèque sans propriété libre, nécessairement pas de crédit sans la propriété (3). » Dès lors, c'en était

1) *Théorie de la Propriété*, p. 160.

(2) *Contr. Ec.*, V, 196.

(3) *Ibidem*, 189. — V. aussi *Création de l'Ordre*, § 402, III, p. 259 : « La propriété a enfanté le crédit, la circulation, les banques ».

fait de la théorie de la *possession*. « J'ai conclu dès 1848, et dans votre sens (écrit Proudhon à Grandclément qui lui fait l'éloge de l'*alleu*), quand j'ai présenté l'organisation du crédit comme le pivot de toute réforme économique, car sans la propriété allodiale, pas de crédit » (1).

Est-ce à dire que Proudhon, passant d'une extrême dans l'autre, accepte, avec toutes leurs conséquences, ces projets de *mobilisation* de la propriété foncière qui ont séduit tant d'économistes de son temps et du nôtre (2)? Son attitude sur ce sujet est délicate à saisir ; mais il est nécessaire de la préciser pour qu'aucune obscurité ne demeure sur la signification réelle de ses conceptions agraires.

La mobilisation de la propriété foncière était tout à fait à l'ordre du jour sous la monarchie de juillet. « Toutes les idées, en France, sont à la réforme hypothécaire et à l'organisation du crédit foncier », écrit Proudhon en 1845 (3). Et, en effet, au moment même où il écrivait les *Contradictions Economiques*, le gouvernement, se décidant à mettre à l'étude des réformes dont Wolowski (4), dès 1839, dans un mémoire reten-

(1) *Corr.*, XI, 293.

(2) V. E. Besson, *Les livres fonciers et la réforme hypothécaire*, Paris, 1891 ; une étude de Ch. Gide sur l'act Torrens dans le *Bulletin de la Société de législation comparée* de 1886, p. 288 et suiv. ; et G. Rondel, de la *Mobilisation du sol*, Paris, 1888.

(3) *Contr. Ec.*, V, 112.

(4) Suivant Proudhon, c'est à Cieszkowski que Wolowski aurait

tissant à l'Académie des sciences morales avait démontré l'opportunité (1), procédait à une vaste enquête auprès des conseils généraux et réunissait à Paris un congrès d'agriculteurs, de grands propriétaires, de jurisconsultes, pour établir les principes d'un projet de loi dont il paraissait disposé à prendre l'initiative. Mais, en dehors du gouvernement et des économistes c'étaient tous les réformateurs qui, entrevoyant dans la mobilisation de la terre les idées parfois les plus chimériques et les plus folles, célébraient la vertu de cette nouvelle panacée. La Révolution de février, ici comme en tant d'autres domaines, fit surgir toute une floraison d'utopies. « C'est un nouveau levier destiné à faire sortir de la terre, comme de toute valeur immobilière, des centaines de millions chaque année au profit de tous, et cela sans peine » (2), écrivait l'un de

emprunté son projet d'organisation du crédit foncier : *Contr. Ec.*, V, 111 et 112.

(1) Wolowski, de la *Mobilisation du crédit foncier*, dans la Revue Wolowski, t. X, p. 241. *Mémoire* lu à l'Académie des Sciences morales le 13 juillet 1839 ; et *De l'organisation du crédit foncier* dans la *Revue de législation et de jurisprudence*, n° de sept-déc., 1848.

(2) Rondel, *loc. cit.* p. 204 et suiv. Ce projet publié en 1848 dans le journal d'Indre-et-Loire par Boutard ; il fut réimprimé en 1857 sous le titre de *Libre monétisation de la propriété*. « Mon système disait l'auteur, c'est la mobilisation, la monétisation et la circulation immédiate de la propriété, dont on fait surgir un capital représenté par des billets hypothécaires à rente ». C'est à ce système que font allusion les lignes suivantes de Jérôme Paturot : « Vingt milliards, quelle vétille, en frappant du pied le sol (en 1848) on devait les trouver ; un simple procédé y suffisait, il s'agissait de

ces financiers illuminés. Il n'est pas besoin d'indiquer que Proudhon n'est pas dupe d'aussi naïves illusions. Mais que pense-t-il des projets plus raisonnables ?

Sur la mobilisation du crédit foncier, sur ses avantages, sur les transformations du milieu économique qui la rendent nécessaire, il a écrit dans le *Manuel du Spéculateur à la Bourse*, quelques fortes pages qu'il faut citer : « La division du travail dont l'effet le plus remarquable et le moins prévu a été de solidariser les industries, la multiplicité des entreprises, surtout en ce qui concerne les travaux publics ; le développement de la mécanique, qui réduit à presque rien la production individuelle et l'immense circulation qui en a été lasuite : toutes ces causes ont fait subir à la propriété, à la consommation, à l'état des citoyens, des modifications aussi profondes que variées dont la Bourse est devenue l'expression et l'écho. Sous l'action de ces causes irrésistibles, un capitaliste avisé ne se dessaisit plus de ses fonds par un acte spécial, *individuel* et pour un *long temps*, entre les mains d'un emprunteur unique. Il sait que par la création incessante de valeurs nouvelles, par la proportionnalité variable des produits, par les oscillations de la politique, sa fortune est soumise à des chances perpétuelles de hausse et de baisse ; et, dans la prévision de toutes ces éventualités, il se

tout *mobiliser*. O vertu d'un mot ! mobilisation, mobilisation, enfaits d'un vocabulaire qui n'est pas celui de Bossuet, que de qualités ne renfermez-vous pas ? »

met, autant que possible, en engageant ses fonds, à même de les déplacer, distribuer, et au besoin réaliser. à la convenance de ses intérêts.

« La commandite par actions représentées en titres circulables et au porteur lui en fournit le moyen.

« Le prêt hypothécaire à longue échéance n'est maintenant un placement de fonds que pour le petit rentier qui renonce à augmenter son capital, ou qui, spéculant au fond d'une province sur la misère et l'ignorance du paysan, fait ses placements à un taux dont l'élévation est en raison même de l'immobilisation de la dette (1). »

Bref, pour attirer sur la terre l'afflux fécondant des capitaux, pour délivrer le paysan des exigences ruineuses des usuriers, il est nécessaire de donner au gage hypothécaire quelque chose de cette mobilité, qui fait l'extrême commodité du titre au porteur. Ce sont les raisons mêmes que faisait valoir Wolowski. Et quand ses efforts aboutirent enfin, en 1852, à la création, par le gouvernement impérial, du Crédit foncier de France (2), il crut avoir réussi. En attendant la réforme hypothécaire qu'allait incomplètement réaliser la loi de 1855, et à défaut de la mobilisation de la propriété, qui présupposait une telle réforme, on obtenait

(1) *Manuel du Spéculateur*, XI, 67 et suiv.

(2) Le décret organique de 1852 organisait les Sociétés de crédit foncier ; toutes ces sociétés furent réunies en une seule par le décret du 6 juillet 1864.

bien la mobilisation du crédit foncier. Les obligations au porteur de la société anonyme, représentant, au second degré, les obligations hypothécaires des propriétaires fonciers, entraient dans le grand courant de la circulation mobilière. C'est bien ainsi que le comprend Proudhon : « La société du crédit foncier, écrit-il, en substituant au crédit individuel et déclaré un commanditaire multiple et anonyme, a détruit, au moins en principe, ce vieux système usuraire [du prêt hypothécaire] et fait du gage immobilier, de l'antique hypothèque, un instrument de mobilisation (1). »

Mais cette mobilisation, dont il explique si bien la nécessité, n'est pas sans lui inspirer de vives inquiétudes.

On veut faciliter au paysan les moyens d'emprunter et lui rendre l'emprunt moins onéreux ; à merveille ; mais qu'on prenne garde de provoquer ainsi son endettement et de hâter son éviction. La mobilisation du crédit foncier, n'est-ce pas à bref délai « la subalternisation de l'agriculture par la finance et, conséquemment, le retour de la propriété terrienne aux mœurs féodales (2) ? » Le paysan pourra-t-il rembourser sa dette (3) ? Et, s'il n'y parvient pas, comme il est probable, ses terres ne vont-elles pas passer aux mains de la puissante société de crédit, ou de l'Etat, si l'Etat en

(1) *Manuel du Spéculateur*, XI, 67 et suiv.

(2) *Manuel*, XI, 394.

(3) *Plus haut*, p. 116 et suiv.

est le commanditaire, le paysan ne gardant plus, comme le colon du Moyen Age, qu'un droit d'usufruit, ou tout au plus d'emphytéose. Que sera-ce, si, au lieu de la mobilisation indirecte et limitée du crédit foncier, telle que l'a commencé à réaliser le gouvernement impérial, on entreprend la mobilisation universelle et directe de la terre elle-même, si toute propriété, mise en mouvement, se trouve emportée dans ce formidable courant de spéculation et d'agiotage où se précipite aveuglément la société contemporaine ? « Qu'il vienne donc au plus vite, écrit Proudhon, ce dégagement universel des capitaux, ce règne des billets à rente, où l'argent, idole décrépète, sera mis à la retraite. Et nous verrons l'humanité, que les poètes dépeignent comme la fiancée de Dieu et la reine de la nature, nous la verrons assise, comme une courtisane, l'œil enflammé, la gorge pantelante, à une table de jeu, produisant pour le jeu, achetant ou vendant, spéculant, toujours pour le jeu (1). »

Ces craintes sont-elles chimériques ? Nous les entendons exprimées de nos jours par quelques-uns même des économistes qui ont entrepris de faire connaître en

(1) *Contr. Ec.*, V, 136. Proudhon songe ici au système de mobilisation de la terre, préconisé par Ciezkowski. V. Ciezkowski : *Du crédit et de la circulation*. Ce livre exerça une influence réelle sur la pensée de Proudhon. Ciezkowski fut rapporteur, en 1847, du Congrès central d'agriculture, présidé, le fait est à noter, par Victor Considérant, et présenta à cette occasion tout un projet de mobilisation du crédit foncier.

France les divers moyens employés au dehors pour « mobiliser la propriété. » Il faudrait réfléchir mûrement, écrit, entre autres, M. René Henry, avant de nous donner de pareilles institutions ; on ouvrirait un nouveau champ à la spéculation, ceux qui jouent déjà sur les blés joueraient sur les terres ; on verrait des krachs fonciers et de vastes accaparements, d'où sortiraient peut-être de puissantes sociétés anonymes, propriétaires de domaines immenses qu'elles cultiveraient à la machine avec un personnel réduit au strict nécessaire (1). » Et voilà bien, en effet, ce que redoute Proudhon. Non seulement la spéculation et l'agiotage vont trouver de nouvelles proies — et l'on sait quelle ardeur mit toujours Proudhon à dénoncer leurs abus — mais, par le développement de la propriété mobilière, par la constitution de puissantes sociétés anonymes, les funestes *latifundia* vont revenir, et nous allons assister à la dépossession du paysan. Nous avons dit combien cette idée-là lui tient au cœur.

Malgré tout, c'est pour la mobilisation qu'en définitive il se prononce. « La propriété allodiale, écrit-il dans la théorie posthume, engendre, comme conséquence de son principe, le crédit par l'hypothèque ; elle fait de la terre un véritable meuble (2). » Mais, en se réservant les avantages de la mobilisation, il croit

(1) René Henry, *La propriété rurale en France*, Paris, 1895, p. 203 et 204.

(2) *Théorie de la Propriété*, 2^e éd., p. 140.

avoir trouvé le moyen d'en supprimer les inconvénients, et ce moyen, c'est l'organisation du crédit, la banque d'échange. Sous le régime actuel du « monopole », la mobilisation de la propriété, c'est « la mise en loterie de l'avoir social » (1). Comme « l'intérêt du capital, si faible qu'il soit, dès l'instant qu'il doit reproduire indéfiniment le capital lui-même avec bénéfice, dépasse toujours l'excédant que le travail laisse au producteur, il y a nécessité que dans une nation le travail s'*aliène* pour ainsi dire continuellement au profit du capital, et que continuellement aussi la banqueroute et la misère rétablissent l'équilibre » (2). Mais que l'on organise démocratiquement le crédit, que l'intérêt soit nul, ou si réduit qu'il ne suffise plus à faire vivre dans l'oisiveté son bénéficiaire, ou plutôt que, par le jeu automatique du remboursement par annuités, le travail, cessant de s'*aliéner* au profit du capital, absorbe au contraire indéfiniment le capital à mesure même qu'il se forme ; et, dans cette organisation économique, où, suivant le vœu constant de Proudhon la primauté du travail aura remplacé la primauté du capital, il n'y aura plus de péril à laisser la propriété se morceler et se mouvoir ; le propriétaire qui cultive

(1) *Contr. Ec.*, V, 137. Proudhon écrit : « sous le régime du monopole, l'organisation du crédit est la mise en loterie de l'avoir social » ; mais notre variante, si elle limite quelque peu sa pensée, ne la dénature pas.

(2) *Contr. Ec.*, V, 135, 136.

lui-même ne risquera plus d'être dépossédé par le prêteur qui ne cultive pas ; bien au contraire, la mobilisation de la propriété ne pourra qu'aider à la division des grandes propriétés oisives et à leur rachat progressif par les travailleurs de la terre (1). Ainsi comprise l'organisation du crédit aboutit effectivement à la *consolidation de la propriété*, entre les mains des producteurs.

Telle est en effet l'idée de Proudhon. Tel est le but qu'il poursuit en 1848, alors qu'il insiste avec le plus de force sur l'importance nouvelle du phénomène de l'échange, et sur la mobilisation, la volatilisation qu'a subie de ce chef l'antique propriété foncière(2). S'il veut organiser le crédit, c'est précisément pour remédier, dans la mesure du possible à cet inévitable mal. « Toutes ces réformes économiques que nous proposons en 1848 comme les conditions de l'abolition du pro-

(1) *Théorie de la Propriété*, p. 166 : « Le crédit hypothécaire est le moyen par lequel la propriété foncière entre en rapport avec la richesse mobilière, le travail agricole avec le travail industriel : chose excellente en soi, qui facilite les entreprises, ajoute à la puissance de la production et devient un nouveau moyen de nivellement ». « Malheureusement, ajoute-t-il en note, page 140, dans toutes nos reculades, nous avons constitué le crédit en *féodalité*, comme si son but était d'absorber la propriété et de ramener les fiefs ».

(2) V. plus haut, p. 140 et suiv. et *Banque d'Echange*, VI, 150. « Qu'est-ce que la propriété aujourd'hui ? un titre, le plus souvent nominal qui ne tire plus sa valeur, comme autrefois, du travail personnel du propriétaire, mais de la circulation générale, et qui, à lui seul, ainsi que les vieux titres de marquis ou de baron, ne donnerait pas au porteur le crédit d'un dîner. »

létariat, écrira-t-il plus tard, et dans lesquelles plusieurs ont cru voir un acheminement au communisme, conduisent au nivellement et à la consolidation de la propriété (1). » Quand on discutera la constitution de la nouvelle république et qu'il s'agira d'énoncer (dans ce fameux article 13, qui contenait, d'après Proudhon toute la question de travail) les principes directeurs de la future organisation sociale, il proposera d'ajouter les mots suivants : « Elle [la Constitution] assure la division des propriétés par l'organisation de l'échange (2). » Et dans ce discours sur *Le Droit au travail et le Droit de propriété*, où il explique à la fois son amendement et son silence, et déploie, avec une si remarquable vigueur, l'éloquence de l'escalier : « Il s'agit donc, écrira-t-il en manière de conclusion, de faire que la propriété moderne, avec la division forcée des industries, avec la nécessité d'une circulation irrésistible, avec la perspective assurée d'une réduction incessante sur le loyer des capitaux, redevienne aussi indépendante, aussi solide que la propriété féodale (3). »

Ainsi la conception proudhonnienne de la propriété absolue est étroitement solidaire de ses théories sur le crédit, et en particulier, de ses idées sur la banque d'échange. Nous ne pouvons exposer ici le détail de

(1) *Théorie de la Propriété*, 2^e éd., p. 198.

(2) *Le Droit au travail et le Droit de Propriété*, VII, 192.

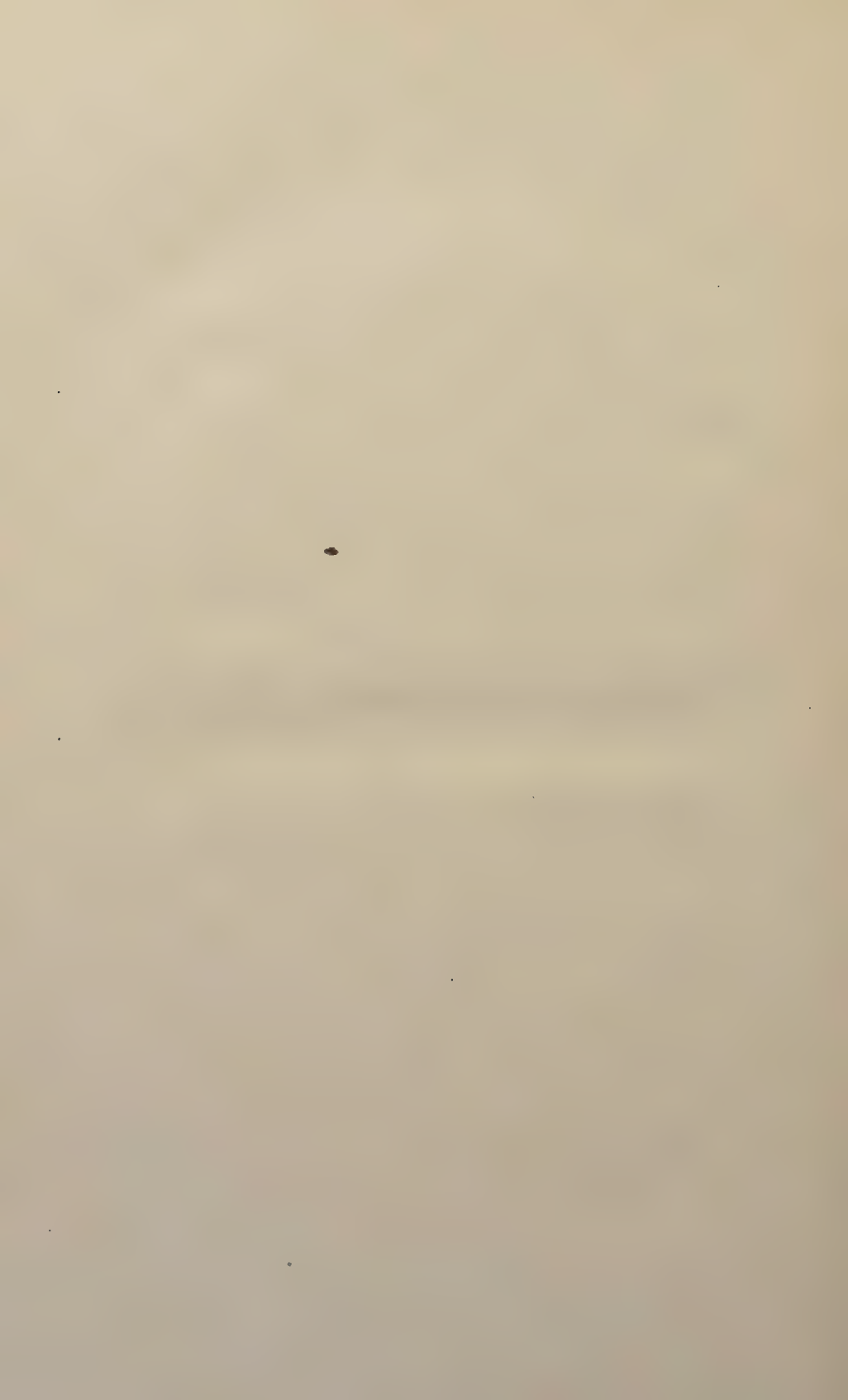
(3) *Le Droit au travail et le Droit de Propriété*, VII, 232 et Arthur Desjardins, *loc. cit.*, I, 125 et 126.

ces idées, ni par conséquent les juger. Ce sera l'objet d'un prochain travail (1). Constatons seulement, une fois de plus, que Proudhon — qu'il opte pour la *possession* ou pour la *propriété*, pour l'immobilité ou pour le mouvement — poursuit constamment le même idéal : il faut que la terre reste à ceux qui la cultivent. Ce sont ses conceptions sur l'organisation du crédit qui seules lui permettent de croire qu'un semblable idéal peut être réalisé aussi bien par le mouvement et par la liberté, que par l'immobilité et la réglementation. Dès lors, s'il se trouvait que Proudhon eut mis dans son institution de la banque d'échange une confiance excessive, s'il y avait dans sa théorie du crédit gratuit ou du crédit à très bas prix une part d'utopie, force serait peut-être pour réaliser cette approximative égalité, cette division et cette consolidation des propriétés, qui est le but, de revenir, en quelque mesure au moins, à ces limitations du droit de disposer que préconisaient les premières œuvres. Bref, il nous faudrait abandonner l'idée de la propriété *absolue*, absolument libre, pour revenir en quelque mesure à l'idée de la propriété limitée et réglementée; à la *possession*. En tout cas, dans les conditions actuelles du crédit, qui sont toujours, dans leur ensemble, celles qu'a décrites et déplorées Proudhon, « il ne semble pas, comme l'écrit

(1) V. Marc Aucuy, *les Systèmes socialistes de l'Echange*, Paris, Alcan, 1908.

quelque part M. Ch. Gide, qu'il y ait un intérêt social à faciliter au petit propriétaire les moyens d'emprunter sur hypothèque : pour une fois qu'il y trouvera une occasion de fortune, dix fois il y trouvera une cause de ruine. Nous serions plus disposés, nous inspirant d'une idée tout opposée, à réclamer l'adoption de certaines mesures telles que le *homestead* des Etats-Unis, qui enlève au propriétaire la faculté d'emprunter sur sa terre, au moins quand il s'agit de la petite propriété » (1). Bref, au point de vue pratique comme au point de vue théorique — et tout en répétant que la vérité n'est pas ici dans les conceptions absolues, mais dans les conceptions intermédiaires, et pour cette raison même — nos préférences seraient pour l'idée de *possession*.

(1) Charles Gide, *Principes d'Economie politique*, 11^e édition, Paris, 1908, p. 382, 383.



CONCLUSION

Influence exercée par les doctrines de Proudhon sur la propriété.
— Emile de Laveleye et Charles Renouvier. — Karl Marx et Bakounine. — La question de la propriété foncière dans les Congrès de l'Internationale. — Le « collectivisme » au Congrès de Bâle. — Les difficultés du socialisme contemporain en face du problème agraire. — Qu'est-ce que le Socialisme ? — Le socialisme et la propriété paysanne : productivité et justice. — La doctrine de Proudhon sur la propriété est-elle socialiste ?

Nous avons exposé, dans leur variété et leur complexité, les idées de Proudhon sur la propriété, nous sommes efforcés de dégager leur signification exacte et leur valeur actuelle, nous les avons rapprochées, chemin faisant, des conceptions analogues que nous avons rencontrées chez les économistes de son temps et du nôtre, nous n'avons pas craint enfin — dans la mesure où nous le permettait une interprétation nécessairement fragmentaire de la doctrine — de les juger. Il nous resterait à indiquer sommairement quelle influence elles ont exercée.

Cette influence fut assurément considérable, et on en trouve des traces notables chez des auteurs où l'on

n'irait pas d'abord la chercher. Il en est deux que nous nous plaçons à citer ici, à cause de leur grande autorité, et parce qu'il y a là un point curieux de l'histoire des idées, qui fait honneur à Proudhon ; ce sont Emile de Laveleye et Charles Renouvier. On trouvera la preuve de cette double influence dans les journaux proudhoniens de la Révolution de 1848, la *Voix du Peuple* et le *Peuple*.

Voici quelques passages d'une lettre qu'Emile de Laveleye écrivait de Gand, le 22 décembre 1849, à M. Darimon, rédacteur en chef de la *Voix du Peuple*, et qu'on trouvera dans le Supplément de la *Voix du Peuple* du lundi 24 décembre 1849,

« Monsieur,

« Je viens de lire dans *La République* une lettre signée P. Leroux où M. Proudhon est accusé de n'être point socialiste. Quel sens les Français attachent-ils donc à ce mot?...

« M. Proudhon a répondu à M. Pierre Leroux : Vous ne m'avez point lu ! Si j'en juge par toutes les critiques et examens des œuvres de l'auteur de la *Création de l'Ordre dans l'Humanité* il semblerait que la France a fait comme M. Pierre Leroux...

« M. Proudhon n'est point socialiste ! qui donc a défini le Socialisme de façon à l'en mettre ainsi dehors ?

« Pour le Peuple avide de progrès et pour les privi-

légiés épouvantés, le Socialisme est une tendance : la tendance vers l'organisation de l'égalité dans l'humanité.

« Pour celui qui aime les définitions précises je crois qu'on peut dire que le Socialisme est une science : la science de l'homme en société. (1)

« Il s'en suit que la question est double : 1° M. Proudhon est-il animé de cette tendance ? 2° M. Proudhon possède-t-il cette science ?

« M. Proudhon n'est point socialiste ! mais qui donc a fondé le Socialisme sur les bases mêmes du droit naturel, et qui en a fait d'une secte qu'il était, le parti grandissant de l'opposition constitutionnelle ?

« Qui donc a démontré que l'égalité était au fond de tous les arguments invoqués par la propriété, et que le principe égalitaire était la base rationnelle de toute société ?

« Qui a démontré cette formule vraiment organisatrice, négation de tout privilège : la diversité des facultés est la condition de l'égalité ?

« Qui a fait sortir des arguments de l'économie politique la théorie de l'équivalence, et qui a fondé, comme sur une base inébranlable, l'association sur la division du travail et la solidarité sur la force collective ?

« En disant que M. Proudhon n'était point partisan de l'association, M. Pierre Leroux a-t-il voulu dire que

(1) Nous n'avons pas besoin de faire toutes nos réserves sur la précision prétendue d'une telle définition.

son contradicteur plaçait peu d'espérance dans la réunion de quelques travailleurs groupés autour d'une idée exclusive ? Pour qui croit que le Socialisme a pour mission d'organiser l'association humaine, ces essais peuvent inspirer de la sympathie, mais point de confiance.

« Il ne s'agit point de fonder des phalanstères ou des communautés. Les couvents de la Thébaïde ont prouvé que ces généreuses tentatives ne changent rien au train du monde. La mission du xix^e siècle est de faire aboutir le mouvement de l'humanité à l'égalité vers laquelle elle se précipite, et à organiser l'association suivant les lois du juste. M. Proudhon les ignore-t-il et n'est-il point de son siècle ?

« Du socialisme que lui manque-t-il ? La tendance ou la science ?... »

Nous ne voulons pas commenter en détail cette longue et curieuse lettre. Nous ne la citons ici que comme un signe de l'influence profonde exercée sur Emile de Laveleye, à un moment de sa vie, par la lecture de Proudhon, et spécialement par le premier mémoire sur la propriété. On n'aura pas de peine à reconnaître cette influence dans ses ouvrages, et en particulier dans cette étude sur la *Propriété et ses formes primitives* qui est le plus considérable et fonda sa réputation de sociologue et d'économiste. Qu'on relise, dans le dernier chapitre, cette « théorie de la propriété », où le nom de Proudhon n'est pas cité (comme si l'on re-

doutait d'avoir avec soi cet allié si longtemps compromettant), elle est tout entière d'inspiration proudhonnienne, et reproduit, dans son dessin général et parfois jusque dans les mots l'argumentation du premier Mémoire. Critique des thèses qui prétendent fonder la propriété sur le *consentement universel*, sur l'*occupation*, sur le *travail*, sur le *contrat*, sur la *loi*, sur le *droit naturel*, Laveleye n'a fait en réalité que reprendre, éclaircir et compléter (1) les raisonnements de Proudhon. Et c'est dans le sens de Proudhon, — du Proudhon des premières années — qu'il conclut : « Faute de connaître les faits, la plupart des juristes et des économistes ont fondé la propriété sur des hypothèses contredites par l'histoire, ou sur des raisonnements dont la conclusion était en opposition avec ce qu'ils voulaient démontrer. Ils s'efforçaient d'établir la légitimité de la propriété *quiritaire*, que le droit romain nous a léguée, et prouvaient, au contraire, que la propriété *naturelle*, telle qu'elle a été établie chez les peuples primitifs, était seule conforme à la justice » (2). Mais cette propriété *naturelle*, défendue par Laveleye, qui

(1) Il les complète notamment en ceci qu'aux théories critiquées par Proudhon il ajoute la théorie fondée sur ce qu'il appelle « le droit naturel *économique* », c'est-à-dire sur l'accroissement de *productivité* qui résulte de la propriété privée. C'est un argument que Proudhon n'a pas ignoré cependant, et qu'il reprend en faveur de la propriété dans les *Contradictions Économiques*.

(2) V. *De la Propriété et de ses formes primitives*, quatrième édition, p. 542.

doit être réglée de manière que tout homme puisse également y accéder, et dont on trouve le type dans les institutions des peuples primitifs, c'est exactement ce que Proudhon désigne du nom de *possession* (1).

Quant à Charles Renouvier, il faut lire, dans le *Peuple* du 11 décembre 1848, l'article enthousiaste dont Langlois, le fidèle ami de Proudhon, saluait la deuxième l'édition de ce *Manuel républicain de l'homme et du citoyen*, qui avait occasionné, quelques mois auparavant, la chute d'Hippolyte Carnot (2).

« Nous avons lu la seconde édition de son Manuel, écrit Langlois, et nous qui avons la prétention de n'avoir jamais dissimulé ni notre but, ni nos moyens, nous sommes forcés de reconnaître dans le citoyen Ch. Renouvier un des socialistes les plus avancés de ce temps.

« Le Peuple, nous en sommes certains, accueillera avec enthousiasme cette adhésion franche et nette d'un citoyen aussi éminent dans la science que le citoyen Ch. Renouvier ; et s'il est possible, cette adhésion lui donnera une foi plus grande dans la réalisation prochaine des doctrines sur lesquelles il fonde toutes ses

(1) Comme beaucoup de ceux qui commencèrent par s'inspirer de lui, E. de Laveleye sera plus tard assez injuste pour Proudhon. « Proudhon est un dialecticien étincelant, écrira-t-il dans son ouvrage sur le *Socialisme contemporain*, mais il n'a eu d'idées nettes sur rien, et par suite, il est plein de contradictions. » Em. de Laveleye, *le Socialisme contemporain*, 2^e éd. Paris, 1885, p. 223.

(2) A la séance du 5 juillet 1848, sur l'interpellation du député Bonjean.

espérances... Il lira le Manuel, surtout lorsqu'il saura que ce manuel est précédé d'une préface où l'auteur s'est élevé aux considérations les plus hautes, les plus nobles, d'une préface qui est un magnifique manifeste, un manifeste socialiste comme nous voudrions en voir signer un par la jeune Montagne... »

Curieuse préface en vérité, ardente, révoltée, violente presque ; protestation superbe d'un libre et généreux esprit qu'exaspérait, après les grands espoirs de février, le progrès rapide de la réaction.

« Le socialisme triomphera, s'écrie Renouvier. Il triomphera parce qu'il possède un principe ; il a une volonté, un amour. Hors du socialisme je ne vois que des principes affaiblis représentés par des hommes repus et caducs. Ce sont là des ombres du principe. Mais l'égoïsme s'est serré, concentré derrière ces ombres... (1) »

Mais le socialisme, aux yeux de Renouvier, en ces derniers mois de 1848, c'est surtout Proudhon.

« Le grand esprit qui a juré de détruire la propriété, continue-t-il, nous a depuis expliqué son serment ; ce qu'il nommait alors propriété n'est point la juste possession, mais le privilège, le monopole, le droit exclusif de quelques-uns sur la production et la circulation de toutes les valeurs. Que le crédit gratuit renverse les barrières des seigneurs, et la propriété sera vrai-

(1) *Manuel*, 2^e édition, p. 8.

ment un droit de l'homme, parce que tout homme en aura (1). »

Considérer la *rente*, comme « un abus, une forme impie » de la propriété, chercher dans le *crédit gratuit* la solution, ou du moins l'un des éléments essentiels de la solution du problème social (2), Renouvier en était là en 1848. N'est-il pas vrai que la pensée proudhonienne agissait fortement sur lui (3) ?

Renouvier fut plus tard moins affirmatif sur la valeur pratique des conclusions de Proudhon (4). Mais il garda toujours sa sympathie au penseur incomplet et profond, trouble et génial, qui seul, entre tant de réformateurs faisant l'apologie de la bonne *nature* ou célébrant la sainteté des *passions* avait placé au-dessus de tout la *Justice* et dit la majesté de la *loi morale*.

(1) *Manuel*, p. 48.

(2) *Ibidem*, p. 48 et 49.

(3) Action nullement exclusive, en vérité, de celle des autres écoles socialistes. On sait que Renouvier avait commencé par être Saint-Simonien. Il insiste avec *Fourier* sur l'importance de l'*association*, avec *Louis Blanc*, sur le *droit au travail*, il oppose avec *Pierre Leroux*, la *propriété caste* à la propriété légitime. V. la notice d'*Emile Thomas* à la troisième édition du *Manuel*, Paris, Colin 1904, encore que l'auteur paraisse bien mal connaître Proudhon. Ne semble-t-il pas considérer comme une différence entre Proudhon et Renouvier le fait que celui-ci « sut toujours être socialiste sans abandonner la liberté de l'individu, et qu'il subordonna toujours à la morale la politique et l'économie » (Notice, p. 31). C'est là au contraire l'un des points de contact les plus certains des deux philosophes.

(4) V. *Emile Thomas*, *loc. cit.*, p. 171 note 2 et 176 note 2.

A côté de cette influence exercée par la doctrine de Proudhon sur quelques-uns de ses plus illustres contemporains — et il serait aisé d'en citer d'autres — il nous faut dire quelle influence elle exerça sur le mouvement socialiste proprement dit. Or, il semble bien qu'ici elle ne fut pas aussi grande et surtout ne fut pas celle qu'on serait en droit d'attendre. D'un mot, c'est surtout la partie critique et négative de la théorie de Proudhon qui fut adoptée et reprise par les socialistes postérieurs ; mais ils semblent avoir en général méconnu ou renié ses conceptions positives.

Sur le premier point les témoignages abonderaient.

On connaît le jugement que Karl Marx portait en 1845 sur le premier Mémoire : « Proudhon soumet le principe fondamental de l'économie politique, la propriété à un examen critique, le premier décisif, sans ménagement, et scientifique en même temps. C'est là pour la science un progrès qui est son œuvre, progrès ou même révolution de l'économie politique, dont la constitution en science effective est pour la première fois rendue possible. L'ouvrage de Proudhon : *Qu'est-ce-que la propriété* a la même importance pour l'économie politique moderne que celui de Siéyès : *qu'est-ce que le Tiers-Etat ?* a pour la politique moderne. Au contraire des autres économistes, qui n'ont attaqué

que partiellement telle ou telle sorte de propriété, Proudhon a montré dans le principe même de la propriété, en général, la cause de la misère (1). » Celui qui allait bientôt écrire l'âpre pamphlet qu'est la *Misère de la Philosophie*, rendait encore justice à cette époque au maître français auquel il devrait plus d'une inspiration (2). Mais c'est seulement la critique de celui-ci qu'il retient. Frappé, comme il l'était, par l'exemple de l'Angleterre, où se généralisait si rapidement la grande propriété, et disposé à considérer partout, en agriculture aussi bien que dans l'industrie, la concentration des entreprises comme une conséquence nécessaire — et au demeurant bienfaisante — des progrès de la technique, il ne pouvait s'arrêter un seul instant au côté positif d'une doctrine qui, sous le nom de possession ou de propriété, tendait directement à éterniser les petites exploitations. Ce ne pouvait être pour lui qu'utopie funeste de « petit bourgeois ».

Et c'est encore le côté négatif seulement des idées de Proudhon sur la propriété que retiendra Bakounine, qui fut son plus illustre disciple, comme Marx qui fut son plus illustre adversaire. S'il est vrai, ainsi que le déclare Ed. Droz, que les ouvrages de Bakounine ne

(1) Karl Marx, *Die heilige Familie, oder Kritik der kritischen Kritik*, p. 39.

(2) V. sur ce point Adler, *Die Grundlage der Karl Marxschen Kritik der bestehenden Volkswirtschaft*, Tubingen 1887, pages 190 et suiv.

contiennent d'idées sociales que les idées de Proudhon (1) et que Proudhon encore ait inspiré une bonne part de ses idées philosophiques, que son athéisme, en particulier, ne soit qu'une adaptation sentimentale de « l'antithéisme » proudhonien, il n'en est pas moins vrai que son communisme nihiliste ne pouvait s'accommoder des arguments de Proudhon en faveur de la propriété (2). Il l'écrira à James Guillaume, à propos de ces proudhoniens modérés de la fin de l'empire, Tolain, Chermalé etc., qui n'étaient pas loin de préconiser l'alliance du socialisme avec « l'opposition libérale » : « Ils sont des socialistes, dis-tu. Mais il y a socialisme et socialisme. Ils sont proudhoniens de la seconde, de la *mauvaise manière de Proudhon*. Ils ont le tort de vouloir la *propriété individuelle* (3). » Bakounine repousse la propriété individuelle. Mais il ne voulait pas davantage de la possession individuelle des premiers Mémoires. Dans sa partie positive, la première manière de Proudhon ne pouvait pas plus lui plaire que la seconde.

(1) Ed. Droz, P.-J. Proudhon, Paris 1909, page 48. V. aussi Diehl, *op. cit.*, p. 322, II, « la doctrine de Bakounine n'est à un certain point de vue que la doctrine de Proudhon mise à la russe », cité par Ed. Droz, *ibidem*.

(2) V. sur Bakounine : Emile de Laveleye, *Le Socialisme contemporain*, chapitre x : *L'alliance universelle de la démocratie et l'apôtre du nihilisme* et un intéressant article d'Hubert Lagardelle dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 août 1909.

(3) James Guillaume, *L'Internationale*, Paris 1905, t. I, p. 154. Sur cette tentative de quelques proudhoniens pour faire alliance avec la gauche libérale, v. aussi Albert Thomas : *Histoire socialiste*, le Second Empire, p. 330.

Seulement, dans cette première manière, la négation tenait tant de place qu'il était aisé de ne voir qu'elle.

Ainsi, les deux rivaux de l'Internationale, l'apôtre du fédéralisme libertaire aussi bien que le théoricien du collectivisme autoritaire sont d'accord au moins en ceci qu'ils repoussent également les idées positives de Proudhon sur la propriété. Il n'est pas surprenant que ces idées n'aient pas eu, dans les milieux socialistes et révolutionnaires, l'action qu'elles méritaient.

..

Mais il nous faut insister sur ces congrès de l'Internationale où s'engagea le conflit entre le collectivisme et le mutuellisme proudhonien, et où celui-ci fut vaincu. Ils présentent ici pour nous cet intérêt particulier que la question de la *terre*, de la propriété rurale, fut l'occasion et le centre du débat.

Dès le deuxième congrès (Lausanne, septembre 1867) Caesar de Paepe, dans un rapport encore tout imprégné d'idées proudhoniennes, mais où se manifestait aussi l'influence de Colins, réclamait l'entrée du *sol* dans la *propriété collective* (1). L'opposition des parisiens, des « Gravilliers », fit échouer la proposition. Mais la discussion avait été vive ; les Allemands et les Anglais,

(1) V. Puech : *Le Proudhonisme dans l'Association Internationale des Travailleurs*, Paris 1907, p. 216 et suiv.

ces derniers surtout, étaient pour la propriété collective du sol ; les Belges également ; leur opinion allait prévaloir au troisième Congrès (Bruxelles, septembre 1868).

« L'acte principal du congrès de Bruxelles, dit James Guillaume, fut son vote dans la question de la *propriété foncière*. Cette question avait fait l'année précédente, au Congrès de Lausanne l'objet d'un échange de vue et de Paepe s'était trouvé à peu près seul à défendre l'opinion « collectiviste ». Cette fois le sujet fut sérieusement étudié ; une commission de neuf membres présenta au Congrès un projet de résolution disant en substance : Les mines, houillères, carrières, etc., ainsi que les chemins de fer doivent appartenir à la collectivité sociale ; il doivent être de même du *sol arable*, des canaux, routes, lignes télégraphiques, et autres voies de communication, et des forêts. Sur une cinquantaine de délégués, trente se prononcèrent en faveur de la proposition, savoir : huit Anglais, quatre Français, quatre Allemands, un Italien et treize Belges ; cinq votèrent contre : un Français et quatre Belges ; les autres, une quinzaine, s'abstinrent. Ils fut convenu que la question serait de nouveau mise à l'étude, pour être placée à l'ordre du jour d'un autre Congrès(1). » Elle reparut, en effet, l'année suivante, à Bâle

(1) James Guillaume, *l'Internationale*, documents et souvenirs 1864-1878, t I, Paris 1905, p. 66. Guillaume ajoute que l'abstention des délégués suisses était due à ce que leur mandat ne contenait pas d'instruction sur la question ; mais que la plupart d'entre eux étaient revenus convertis à l'idée collectiviste. *Ibidem*, note 1.

(Quatrième Congrès, septembre 1869). « Les Proudhoniens, déjà battus à Bruxelles y furent pour ainsi dire écrasés, et le gros de la lutte, cette fois, fut entre les marxistes et d'autres fractions de collectivistes qui, tout en aboutissant comme Marx à la propriété collective n'y arrivaient point par les mêmes voies » (1). Finalement on vota, avec d'énormes majorités, les deux résolutions suivantes :

« 1° Le Congrès déclare que la société a le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de faire entrer le sol à la communauté ».

« 2° Il déclare encore qu'il y a aujourd'hui nécessité de faire entrer le sol à la propriété collective, »

Pour de longues années la doctrine agraire du parti socialiste semblait fixée : le sol arable, comme tous les autres instruments de production, « devait entrer à la propriété collective ».

Avant d'expliquer quelles difficultés cette doctrine allait soulever, et comment on s'est progressivement acheminé à son abandon, qui paraît aujourd'hui, malgré les hésitations du récent Congrès de Saint-Étienne, un

V. aussi, sur l'importance du Congrès de Bruxelles dans l'histoire des idées socialistes. Albert Thomas, *Histoire Socialiste, le Second Empire*, p. 334 et suiv. et sur les causes qui amenèrent à ce congrès le triomphe des tendances « communistes » Tchernof. *Le parti républicain au Coup d'Etat et sous le Second Empire*, Paris 1906, p. 176 et suiv.

(1) Albert Richard, les débuts du parti socialiste français, *Revue politique et parlementaire*, janvier 1897, p. 87.

fait accompli, il nous faut analyser avec quelque détail, pour les rapprocher de la pensée de Proudhon, ces discussions du Congrès de Bâle dont on ne saurait exagérer l'importance historique.

La pensée dernière de Proudhon, celle de la *Théorie de la Propriété* paraît avoir été exprimée assez exactement par Tolain. Après avoir revendiqué les droits naturels de l'individu, auxquels la collectivité ne peut porter atteinte, il proposait une déclaration ainsi conçue : « Le Congrès déclare que pour réaliser l'émancipation des travailleurs, il faut transformer les baux de fermage, etc., en un mot tous les contrats de location en contrats de vente ; qu'alors la propriété, étant continuellement en circulation, cesse d'être abusive par ce fait même ; que par conséquent dans l'agriculture comme dans l'industrie, les travailleurs se grouperont comme et quand ils le jugeront convenable, sous la garantie d'un contrat librement conclu, sauvegardant la liberté des individus et des groupes (1). » Mais d'autres Proudhoniens, moins confiants peut-être dans les effets de l'absolue liberté et de la mobilisation, insistant davantage, en tout cas, sur cette théorie de la rente foncière, dont nous avons dit l'importance dans la pensée de Proudhon, se rapprochaient de cette idée de *possession* à laquelle le maître s'était longtemps arrêtée, et arrivaient ainsi, comme le remarque James Guillaume (2), à être pratiquement

(1) James Guillaume, *op. cit.*, I, 197.

(2) *Ibidem.*

d'accord avec de Paepe et les Colinsiens sur le mode d'organisation de la production agricole. On sait en effet que Colins, s'il réclame l'appropriation collective du sol, en concède l'exploitation par baux trentenaires soit à des associations, soit à des individus : son but, très voisin de celui de Proudhon, est de détruire le monopole du propriétaire foncier et spécialement, d'empêcher l'appropriation individuelle de la rente foncière (1). De Paepe son disciple admettait donc « que la société devait accorder l'occupation de la terre soit aux agriculteurs individuels, soit de préférence à des associations agricoles qui paieraient la rente à la collectivité. » Il n'était pas loin de s'entendre avec des mutuellistes comme Langlois ou Murat qui affirmaient que « tout en concédant à quelques-uns (individus ou groupes) le droit de cultiver, à l'exclusion de tous autres, une partie de domaine commun, la société ne saurait leur abandonner aucun droit sur la rente foncière, et que cette rente appartient à la collectivité (2). » Mais en face des Proudhoniens et des Colinsiens, disposés à admettre sinon la propriété individuelle de la terre, au moins la *possession* individuelle, il y avait Bakounine, partisan d'une exploitation collective dont la commune serait l'organisme ; et il y avait surtout les Allemands, entraînant la majorité de la commission, et chez qui dominaient les

(1) V. Em. de Laveleye, *le Socialisme contemporain*, troisième édition, p. 286 et suiv.

(2) J. Guillaume, *op. cit* , I, 197.

idées marxistes (1) sur la concentration nécessaire des entreprises et la supériorité technique de la grande exploitation ; leur avis était que « le sol doit être cultivé et exploité par les communes solidarisées ». Cependant, aucune décision ferme ne fut prise sur ce problème capital du mode d'exploitation à appliquer à la terre. La question restait ouverte.

En réalité, dans la pensée de la majorité des congressistes, l'idée d'exploitation collective était incluse dans celle de propriété collective. Cette interprétation devait triompher. Elle avait pour elle l'apparence extérieure des formules, ce mot de « collectivisme » que de Paepe avait lancé au congrès de Bruxelles, et que les marxistes adoptaient ; elle avait pour elle aussi la survivance dans les masses ouvrières de cet esprit « communiste », qui avait trouvé sa plus complète expression dans l'utopie fraternitaire du bon Cabet, qui dominait les discussions de la fameuse Commission du Luxembourg, et qui, en dépit des âpres critiques de Proudhon reprises et commentées par ses disciples, paraissait triomphant chez les disciples de Colins comme chez ceux de Marx, chez ceux de Bakounine comme chez ceux de Blanqui (2) : elle avait pour elle

(1) V. Gaston Richard, *loc. cit.*, *Revue politique et parlementaire* de janvier 1897, p. 88.

(2) Sur le progrès des tendances communistes dans l'*Internationale* à partir du Congrès de Bruxelles. V. Tchernoff, *op. cit.*, p. 475 et suiv.

surtout l'influence croissante qu'allait prendre la doctrine de K. Marx dans le socialisme européen. — Mais elle avait contre elle, en dépit des prédictions de K. Marx, la résistance vivace de la petite propriété rurale, l'attachement du paysan à sa terre, la nécessité pour un parti qui allait prétendre de plus en plus à « la conquête des pouvoirs publics », de compter avec la masse de ces petits propriétaires campagnards, sans l'appui ou tout au moins la neutralité desquels le socialisme ne triompherait pas. « Le socialisme se perdra, s'était écrié Langlois — le fidèle ami et l'un des exécuteurs testamentaires de Proudhon — au Congrès de Bâle, le socialisme se perdra en s'aliénant tous les habitants des campagnes, si l'on maintient les décisions prises à Bruxelles en dehors d'eux et sans les consulter. Nous verrons les paysans se lever en masse contre les ouvriers des villes, et rendre illusoire le triomphe de la révolution (1) ». Nous entendrons bien des fois dans les années qui vont suivre, en Allemagne, en Italie, comme en France, dans la bouche des « militants » les moins suspects de timidité bourgeoise, l'expression renouvelée de cette crainte (2).

(1) V. Em. de Laveleye, *loc. cit.*, p. 176.

(2) « C'est Schœnlack, par exemple, s'écriant au congrès de Frankfort (1894) : « Les souliers à clous des paysans sont aussi des réalités de fer, et si nous ne faisons pas une juste politique agraire, nous les aurons contre nous quand ils décideront du combat entre le prolétariat et la bourgeoisie, comme ils l'ont déjà fait en 1848, et en 1871 contre la Commune de Paris » (V. Georges

Le Congrès de Bâle marque ainsi le point de départ de cette longue série de difficultés, auxquelles allait se heurter le parti socialiste, chaque fois qu'il voudrait formuler son programme agricole. Nous n'en ferons pas le récit. Il nous suffit, pour marquer la profondeur et l'étendue du malaise, de constater qu'après tant de congrès et de discussions, après les remarquables études de Kautski, Ed. David, Gatti, Vandervelde, malgré le très sérieux effort fait en ces dernières années pour étudier de près et à fond les conditions de la vie paysanne et de la production agricole, malgré les enquêtes entreprises après le Congrès de Limoges (1907) par les fédérations régionales, malgré plusieurs jours de débats au récent congrès de Saint-Etienne, le Parti socialiste unifié de France n'a pas pu se décider encore

Pelissonnier, *Etude sur le socialisme agraire en France*, Dijon, 1902, p. 77). C'est encore René Cabannes, le militant syndicaliste des Landes, déclarant, après avoir analysé les conditions d'existence et la psychologie du petit propriétaire paysan : « Il faut que le prolétariat rural s'imagine bien qu'il ne pourra tenter aucune action efficace contre la bourgeoisie sans le secours de ces éléments » (René Cabannes *Le parti socialiste et les paysans*, Bayonne, 1907, p. 12). Mais aucune parole n'est plus caractéristique que celles du « Vieux » Blanqui s'écriant, dans son journal « Ni Dieu, ni maître », le 19 juin 1884 : « Les mots partage et communauté sonnent le tocsin aux oreilles des paysans. Ils ont contribué pour une bonne part aux malheurs de la révolution en 1848 et servent de rechef contre elle aujourd'hui. Il faut déclarer nettement que nul ne pourra jamais être forcé de s'adjoindre avec son champ à une association quelconque, et que s'il y entre, ce sera toujours de sa pleine et libre volonté. »

à conclure, et a remis à un nouveau congrès le soin de fixer sa doctrine.

L'étude que nous avons faite des doctrines agraires de Proudhon nous permettrait-elle de jeter sur cet obscur problème quelque clarté ?

..

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas de demander à Proudhon la solution définitive. Ce serait bien mal le comprendre. N'était-ce pas une de ses idées les plus chères qu'il n'y a pas, en matière sociale de solutions définitives, qu'il est chimérique de vouloir arrêter, au nom de quelques pauvres vérités fragmentairement entrevues, le mouvement sans fin de l'évolution humaine, qu'il n'est possible à chaque moment du temps, que de marquer l'étape accomplie et d'éclairer les premiers pas de l'étape prochaine ? En matière agraire, comme en toute autre, un des attrait de la lecture de Proudhon, c'est qu'elle n'arrête jamais la recherche mais incessamment la provoque, offre incessamment, non des solutions, mais des suggestions. Du moins, s'il est vrai que la pierre d'achoppement, pour le socialisme contemporain est la question de la propriété paysanne, s'il est vrai d'autre part que la défense de la propriété paysanne fut à toute époque l'une des préoccupations dominantes de Proudhon, s'il est vrai enfin qu'au point de vue théorique comme au point de vue

pratique, pour la critique des idées aussi bien que pour l'étude des institutions, Proudhon a retourné le problème sous toutes ses faces, ne pourrait-il pas nous aider, sinon à le résoudre, du moins à le *poser*.

Ce serait bien un résultat.

On se demande si la protection de la propriété paysanne est contraire aux postulats essentiels du socialisme. Mais on oublie de dire avec précision ce que sont ces postulats. Or, toute la question est là. Ce n'est pas une réponse suffisante que de répéter passivement quelques vieilles et vagues formules, promues à la dignité de dogmes, sur « la socialisation des moyens de production et d'échange » et la « transformation de la société capitaliste en société collectiviste ou communiste ». Il ne suffit même pas de se réunir en Congrès et de parler avec éloquence. Le socialisme contemporain est un vaste mouvement qui remue depuis près d'un siècle les masses ouvrières et provoqua d'innombrables théories ; il dépasse infiniment les convictions plus ou moins ardentes ou la science plus ou moins étendue de tel ou tel « militant ». C'est par une étude historique — objective et précise — portant à la fois sur les doctrines et sur les faits, sur les idées des théoriciens et sur les institutions dans lesquelles ces idées se sont plus ou moins complètement réalisées, qu'on

pourrait essayer de déterminer les tendances maîtresses de ce grand mouvement et d'esquisser une définition.

Nous n'entreprendrons pas ici cette tâche.

Qu'il nous soit permis du moins, sans aucune prétention, d'indiquer, le plus clairement et le plus simplement possible, en dehors de toute chancelante hypothèse et de toute métaphysique ambitieuse, les quelques principes qui nous semblent inclus dans toute revendication socialiste, et en dehors desquels, à nos yeux, il n'y a pas de socialisme. Ils nous paraissent se ramener aux trois idées suivantes.

1° Une idée de *productivité* économique, idée commune d'ailleurs aux socialistes et aux économistes classiques, mais qui les conduit souvent à des conclusions opposées. Il s'agit d'organiser la production de manière à obtenir avec le minimum d'effort le maximum de résultat. C'est inspirés par cette idée que les socialistes ont tant insisté, à toute époque, sur le phénomène des crises commerciales, sur le manque d'équilibre entre la consommation et la production, sur les méfaits de la concurrence, etc... ; c'est cette idée que nous reconnaissons dans les plaintes de Fourier quand il s'indigne, par exemple, de voir jeter à la mer des cargaisons de grains pour faire hausser les prix ; c'est cette idée encore qui forme la véritable base économique du matérialisme historique, la concentration industrielle ne s'expliquant et ne se justifiant que par la productivité supérieure des grandes entreprises. Cette idée n'est

pas non plus étrangère à Proudhon, malgré la prédominance chez lui des préoccupations éthiques. Rappelons-nous, entre autres, les considérations qu'il emprunte à Sismondi sur la stérilité des *lati/undia*.

2° Une idée de *liberté*, d'affranchissement de l'individu. C'est cette idée qui s'est traduite, en matière d'organisation politique, par la critique de l'*Etat*, de l'idée d'*autorité*, par la volonté, clairement manifestée, aussi bien chez les Marxistes centralisateurs et autoritaires que chez les Proudhoniens libertaires et fédéralistes, de remplacer « le gouvernement des hommes par l'administration des choses ». C'est cette idée qui, en matière d'organisation économique, inspire les multiples tentatives faites pour remplacer, comme on dit, dans l'organisation du travail, le système autocratique par le système constitutionnel, pour faire participer de plus en plus les travailleurs à la direction des entreprises ; elle a produit la juridiction prudhommale, les conseils du travail, et les délégués ouvriers ; elle est le grand ressort du mouvement coopératif.

3° Il y a enfin une idée d'égalité, ou plus exactement de proportionnalité, ou, plus simplement de *justice* économique. C'est l'idée qui domine la doctrine de Proudhon, et c'est à nos yeux l'idée essentielle. Il s'agit de supprimer tous les gains qui n'ont pas pour origine le travail et de proportionner, le plus exactement possible, la rétribution à l'effort. Le dédain si hautement affiché par le matérialisme histo-

rique pour toute considération de droit, pour toute « idéologie », a pu faire oublier l'importance capitale de ce principe. Il ne serait pas difficile de démontrer qu'il est à la base de la critique marxiste elle-même. Quel sens aurait la fameuse théorie de la plus-value en dehors de ce postulat inexprimé qu'une organisation économique dans laquelle le producteur est frustré d'une partie de son produit est une organisation injuste? « On ne peut parler, dit Benedetto Croce, du caractère usurpateur du profit que lorsqu'on applique, comme un réactif chimique [à la société capitaliste] la mesure qui est propre à une société basée sur l'égalité humaine, type qui a atteint la *solidité d'un préjugé populaire* (1). » Ces derniers mots sont de Karl Marx.

Telles étant les trois idées générales, ou plutôt les trois grandes tendances par lesquelles on peut définir l'évolution socialiste, que dirons-nous d'un socialisme qui prétend maintenir et protéger la propriété paysanne. Nous allons retrouver les quelques arguments qu'on présente traditionnellement pour ou contre cette thèse. Nous essayerons cette fois de les juger.

A l'idée de la *productivité économique* se rattachent les discussions qui se sont longtemps élevées entre socialistes et conservateurs, qui séparent aujourd'hui marxistes orthodoxes et socialistes révisionnistes (2),

(1) *Matérialisme Historique et Economie Marxiste*, Paris, 1901, p. 217.

(2) V. Emile Vandervelde, *Le socialisme agraire*, Paris, 1908, p. 217 et suiv.

sur la vitalité et la fécondité relative de la grande et de la petite culture. On les rattache très étroitement d'ordinaire à l'hypothèse marxiste de la concentration nécessaire des entreprises. De là l'importance qu'on donne aux enquêtes et statistiques relatives au développement plus ou moins grand, en chaque pays, de la petite ou de la grande propriété. Et certes, ces observations historiques sont du plus haut intérêt. Il n'est pas de meilleur moyen, pour juger de la vitalité d'une institution que de constater si, en fait, elle vit, si elle est en progrès ou en décadence. Il ne faudrait pas oublier cependant que ces observations n'ont qu'un but, qui n'est pas de vérifier telle ou telle hypothèse métaphysique ou d'illustrer telle ou telle philosophie de l'histoire, mais d'aider à reconnaître laquelle est la plus féconde, la plus productive, en conséquence, la plus pleine d'utilité sociale, de la grande ou de la petite exploitation. C'est l'immense mérite de l'ouvrage si remarquable d'Ed David, d'avoir ainsi posé le problème et de l'avoir traité à fond (1). En d'autres termes, il ne s'agit pas de savoir, comme on paraît le croire d'ordinaire, si la propriété se concentre ou ne se concentre pas ; il s'agit de déterminer si la concentration des entreprises est en agriculture comme dans l'industrie une cause de supériorité technique, c'est-à-dire de plus

(1) Edouard David, *Socialismus and Landwirtschaft*.

On trouvera un résumé des arguments de David dans le *Socialisme à l'œuvre*, Paris, 1907, p. 220 et suiv.

haute productivité. Quand bien même il serait possible, par des mesures législatives, de maintenir artificiellement la petite propriété, un socialiste ne s'y résignera jamais s'il est convaincu qu'il conserve ainsi une forme de production arriérée et misérable et qu'il perpétue l'indigence. Et inversement, quand bien même la petite propriété serait victime de circonstances défavorables, on pourra travailler à sa défense, s'il est prouvé qu'elle peut, aussi bien ou mieux que la grande, contribuer à l'accroissement de la richesse générale.

A poser le problème en ces termes, on trouvera certainement bien insuffisante l'argumentation que depuis le Congrès de Marseille (1892) où fut élaboré le Programme agricole du *Parti ouvrier français*, jusqu'au récent congrès de Saint Etienne, les théoriciens français du socialisme ont l'habitude de présenter en faveur de la petite propriété. J'en emprunte l'un des exposés les plus clairs au discours que prononçait à la Chambre des députés, en 1897, M. Gabriel Deville, alors l'un des membres les plus en vue du parti guesdiste :

« Nous ne nous attaquerons qu'à la grande propriété, déclare M. Deville, car le socialisme n'a pas à intervenir là où les travailleurs possèdent encore les moyens de production qu'ils utilisent, c'est-à-dire là où ces moyens n'ont pas encore atteint un degré de développement qui les fasse échapper à l'action directe de leur possesseur et les transforme en capital. Car cette

transformation s'opère grâce à de simples changements dans la quantité. Il faut posséder un certain minimum de moyens de production pour avoir la dignité de capitaliste. Là où ce minimum n'est pas atteint, il y a propriété véritablement « individuelle ». L'individu propriétaire a encore sur elle une action personnelle, directe, immédiate. »

« Ainsi la différence qualitative existant entre la propriété individuelle et la propriété capitaliste, provient d'une différence quantitative. D'une façon générale, là où il y a petite propriété il y a propriété individuelle, là où il y a grande propriété, il y a propriété capitaliste. »

« Nous sommes donc amenés théoriquement à distinguer entre les gros et les petits propriétaires. L'expropriation des premiers permettra de donner la possession des moyens de travail qu'ils détiennent à ceux qui les mettent vraiment en valeur. Le respect et la protection accordés aux seconds, qui possèdent ce qu'ils mettent eux-mêmes et directement en valeur, consacrera l'union féconde des deux facteurs de la production, la force de travail et les moyens de travailler (1). »

Cette distinction est en elle-même fort loin d'être indifférente. La séparation du travailleur et du capitaliste, de « la force de travail et des moyens de tra-

(1) *Journal officiel*, Débats parlementaires. Ch. des Députés, 1897, p. 2321.

vailler », comme dit M. Deville, est bien l'un des vices essentiels, aux yeux du socialisme, de l'organisation économique actuelle. Et nous reconnaissons dans cette critique deux des idées directrices que nous analysons tout à l'heure : l'idée de *liberté* et l'idée de *justice*. Parce que le producteur ne possède plus ses instruments de production, il n'est plus libre, il est réduit à l'état de *salaire*, il obéit aux ordres du patron, du maître (1) ; et parce qu'il est forcé, pour travailler, de s'adresser au capitaliste, celui-ci, contrairement à l'égalité, à la justice économique, abuse de son monopole pour prélever sa part léonine sur le produit. Mais à supposer qu'à ce double point de vue il n'y ait rien à dire contre ce que M. Deville appelle la « propriété individuelle », encore faudrait-il montrer que cette propriété individuelle est apte à jouer, dans l'organisation économique moderne, le rôle qui lui est dévolu, qu'elle n'est pas irrémédiablement routinière et inféconde, qu'elle égale en utilité sociale la grande propriété. Or, c'est précisément du contraire que les Guesdistes, en fidèles disciples de Marx, sont convaincus. Qu'on s'étonne après cela qu'en défendant la petite propriété, ils souhaitent mentalement sa mort, et ne se consolent,

(1) « Les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production » déclarait le P. O. F. au Congrès de Nantes. Et Jules Guesde insistait dans le *Socialiste* du 27 sept. 1894, sur la lumière éclatante que cette remarque projetait sur le problème agraire.

en définitive, des obstacles qu'elle met, suivant eux, à l'accroissement de la richesse collective que par la conviction où ils sont que cette mort est irrémédiable et prochaine.

Mais du moins une telle défense de la « propriété individuelle » est-elle satisfaisante au point de vue de la liberté et de la justice.

Quant à la liberté on dira que la liberté du paysan est souvent plus apparente que réelle, et que les créanciers hypothécaires sont souvent plus maîtres que lui de son bien. On dira encore que c'est une liberté précaire, celle qui résulte de l'isolement, qu'elle laisse son bénéficiaire incapable de profiter des progrès de la science agricole et de se défendre contre les calamités naturelles et les crises économiques; on remarquera, suivant des idées que Proudhon a défendues, que si *liberté* veut dire *pouvoir*, la vraie liberté ne se réalise pour le paysan que par l'association. Il reste que le paysan propriétaire a la direction de son entreprise, qu'il dispose de son instrument de production avec une indépendance que sous aucun régime économique on ne peut supposer plus grande. Sur ce point du moins, la critique tombe. — Reste l'idée de justice économique. Elle se définit disions-nous, par la proportionnalité du salaire et du travail, ou, pour parler comme Anton Menger, et sous réserves des restrictions que nous avons faites nous-mêmes (1), par *le droit*

(1) V. plus haut pages 64 et suiv.

au produit intégral du travail. Mais c'est ici que l'argumentation du P. O. F., reprise par la plupart des socialistes français, est radicalement insoutenable. La quantité et la valeur de la récolte ne dépendent que pour une part du *travail* de l'agriculteur. Pour le reste, elles dépendent de la *terre*, de sa qualité et de sa situation. Est-il équitable de ratifier, une fois pour toutes, les inégalités parfois énormes qui résultent de ce deuxième élément, sous prétexte que le cultivateur est en possession de son instrument de travail ? Ne faut-il pas chercher un moyen de rétablir l'équilibre entre les diverses exploitations ? Ne faut-il pas enfin, au cas où le fait de détenir la terre procurerait aux propriétaires fonciers en général un privilège sur l'ensemble des autres producteurs, leur imposer, au profit de la collectivité, une contribution proportionnelle à ce privilège ? C'est toute la question de la rente foncière que nous indiquons ici. Nous savons combien Proudhon y a insisté. Nous savons aussi qu'au Congrès de Bâle, c'est cette question qui fit pencher la balance en faveur du « collectivisme ». Qu'on relise le récit fait par Hins de sa conversion à cette doctrine. « En étudiant de plus près la question de la propriété du sol, il avait dû reconnaître qu'il n'était pas possible, au nom de la justice, d'admettre qu'avec le même travail deux cultivateurs obtinssent une somme inégale de produits. La supériorité naturelle d'un sol sur un autre crée la rente foncière ; et il fut forcé de se dire que cette rente devait

appartenir non au cultivateur, mais à la collectivité. Seulement, après avoir admis que la société devait prélever la rente du sol, il reconnut que sans s'en apercevoir il était arrivé par là à la négation de la propriété individuelle, puisque c'est la jouissance de la rente qui constitue la propriété (1). » Tout est proudhonien dans cette argumentation ; c'est avec les raisons de Proudhon que l'on se séparait de lui.

Nous pouvons maintenant répondre à la question que nous nous posions tout à l'heure : la défense de la propriété paysanne est-elle conciliable avec les principes essentiels du socialisme ? Elle l'est, si l'on démontre que la propriété, paysanne peut être, dans certaines conditions à réaliser, aussi productive que la grande propriété, si l'on démontre de plus — la question de la liberté étant hors de cause — que la défense de la propriété paysanne peut se concilier avec le souci de maintenir l'égalité entre les producteurs, avec la justice. Or, ni l'une ni l'autre de ces préoccupations n'est étrangère à Proudhon. On peut dire seulement qu'il n'a pas insisté sur la première autant peut-être qu'il eut fallu. C'est un des grands mérites des Marxistes de l'avoir placée, au contraire, au premier plan. Mais leur

(1) James Guillaume : *l'Internationale*, I, 198.

grande erreur est d'avoir à peu près complètement oublié l'autre.

La doctrine de Proudhon sur la propriété est donc bien une doctrine socialiste. Elle l'est dans sa dernière expression comme dans la première. Nous avons dit, pour notre part, les raisons, à la fois théoriques et pratiques, qui nous font préférer l'idée de *possession* à celle de *propriété*. Mais lors même qu'il défend la propriété *absolue*, ce souci ne l'abandonne pas — il est sa préoccupation permanente — de réaliser la proportionnalité du travail et du salaire, de détruire les inégalités qui ont leur source dans le monopole, d'arriver — par la liberté — mais d'arriver quand même à l'entière justice. Le socialisme est cela surtout, ou n'est rien.

Dira-t-on qu'une telle conception du socialisme laisse entièrement de côté cette « socialisation des moyens de production et d'échange » par laquelle il est assez d'usage de le définir ? Mais d'abord, cela n'est pas exact. Nous avons dit, en exposant les idées de Proudhon sur la propriété, quelle place il fait lui-même à la socialisation de l'échange, et nous avons tâché de déterminer avec lui quelle part il convient de faire, même en matière agraire, à la socialisation de la production. La vérité est que, dans un très grand nombre de cas, la « socialisation des moyens de production », est le meilleur moyen d'accroître la productivité du travail, et qu'elle est le plus souvent aussi le *seul*

moyen d'assurer au producteur aussi bien sa légitime influence sur la direction de l'entreprise que sa juste part dans la répartition des produits. Dans tous ces cas là, en vertu des principes que nous avons définis, il convient de poursuivre cette socialisation. Mais c'est là une question d'espèces. La formule usuelle, comme toutes les formules, si on la prend dans un sens absolu, est absurde. Surtout, cette formule, par laquelle on prétend définir le socialisme ne désigne qu'un des moyens — le moyen par excellence si l'on veut — par lequel on peut tâcher de le réaliser. Or, il était naturel que les masses ouvrières, engagées dans l'âpre combat qu'elles mènent pour leur affranchissement et peu faites à l'analyse abstraite des idées, aperçoivent plus aisément le but immédiat que le but final, et symbolisent en lui l'ensemble confus de leurs espoirs. C'est ainsi que plus récemment, elles ont pu voir dans la « grève générale » l'unique et suprême *fin* sur laquelle il fallait concentrer leur effort. Mais la grève générale, si elle n'est pas simplement, comme le dit Georges Sorel, un *mythe*, n'est assurément, et plus manifestement encore que la « socialisation de la production et de l'échange » *qu'un moyen*. Nous reconnaissons là l'une des lois les plus connues de la psychologie des sentiments (des sentiments collectifs aussi loin que des sentiments individuels) cette *loi de transfert*, qui consiste à fixer *directement* sur un objet, le sentiment qui s'attachait d'abord à un *autre* objet auquel le premier est constamment

uni, plus spécialement à porter sur le *moyen*, l'amour ou la haine qu'inspirait d'abord la *fin*. Comme l'avare aime l'or sans songer à son utilité, le prolétariat s'est épris de grève générale ou de socialisation sans plus songer à l'idéal que cette socialisation ou cette grève doivent réaliser. Et pourtant, c'est l'idéal seul qui importe, et il est de peu de conséquence que les moyens changent, si l'idéal subsiste.

On aurait évité sans doute, dans la question du socialisme agraire, bien des difficultés et bien des contradictions, si l'on n'avait pas perdu de vue cette simple vérité. Nulle lecture, plus que celle de Proudhon, n'est propre à nous la remettre en mémoire.

Vu : par le président de thèse,
CH. GIDE.

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu : et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur
De l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Nous ne prétendons donner ici une bibliographie complète ni des études qu'ont provoquées les théories de Proudhon sur la propriété, ni à plus forte raison des ouvrages qui traitent du socialisme agraire et des questions connexes. Nous mentionnerons seulement les travaux que nous avons utilisés directement dans le présent volume.

OUVRAGES DE PROUDHON

On consultera avec fruit la bibliographie sommaire donnée par Edouard Droz à la fin de sa récente étude : Edouard Droz : P.-J. Proudhon (1809-1865) Paris, 1909, pages 273 à 278. Droz donne l'ordre chronologique et les dates de publication des ouvrages de Proudhon, et mentionne pour chacun d'eux la place qu'il occupe dans les *Œuvres complètes*, publiées de 1867 à 1870 par Lacroix et ses associés. C'est à cette dernière édition que se réfèrent toutes nos citations.

Parmi les œuvres posthumes, nous n'avons eu à nous occuper ici que du traité *De la capacité politique des classes ouvrières* et de la *Théorie de la Propriété*.

Quant aux journaux proudhoniens de 1848 1850 (*Le Représentant du Peuple*, 14 octobre 1847, 15 novembre 1847, quotidien du 27 février au 9 juillet et du 9 juillet au 21 août 1848. — *Le Peuple*, hebdomadaire septembre à novembre 1848, quotidien du 23 novembre au 13 juin 1849. *La Voix du Peuple*, 20 septembre 1849, quotidien du 1^{er} octobre 1849 au 14 mai 1850. — *Le Peuple*, du 15 juin au 15 octobre 1850), la plupart des articles de Proudhon

ont été recueillis dans les volumes XVI, XVII et XVIII, des œuvres complètes (Quelques-uns pourtant ont été omis ou mutilés par égard pour la censure impériale). Mais on aura toujours grand intérêt à feuilleter les journaux eux-mêmes, si l'on veut avoir une impression juste de l'activité de Proudhon et de ses idées pendant la Révolution.

OUVRAGES SUR PROUDHON

Nous comprenons sous ce titre des ouvrages qui, bien que n'ayant pas trait uniquement à Proudhon ou même ne lui ayant pas consacré un chapitre spécial, l'ont cependant commenté ou critiqué.

Nous renvoyons ici encore à la courte bibliographie donnée par Ed. Droz, pages 278 et suiv. Elle contient les œuvres essentielles à consulter.

Nous avons utilisé en outre :

A. — *Ouvrages parus du vivant de Proudhon.*

Défense du Fourierisme, réponse à MM. P. J. Proudhon, Lamennais, Reybaud, Louis Blanc, etc., 2^e édition, Paris, 1841.

Karl Grün, *Die sociale Bewegung in Belgien und Frankreich*, Darmstadt, 1845.

Karl Marx, *Œuvres*, particulièrement *La misère de la philosophie*, cité par Ed. Droz et *Die heilige Familie*.

Mattabon, *La Propriété est-elle le vol? Lettre à M. Proudhon sur son mémoire : qu'est-ce que la Propriété*, Paris, 1848.

Thiers, *Théorie de la Propriété*, Paris, 1848.

Sudre : *Histoire du Communisme*, Paris, 1849.

Ch. Renouvier, *Manuel Républicain de l'homme et du citoyen*, 2^e édition, Paris, 1849 et la 3^e édition, Paris, 1904, avec notice et notes d'Emile Thomas.

Ludwig Stein. — *Geschichte der socialen Bewegung in Frankreich*, Leipzig, 1858,

Colins, *La Science sociale*, Paris Bruxelles, 1857-1883 ; et plus spécialement : *De la Justice dans la Science, hors l'Eglise et hors la Révolution* (1861). (Ce livre est une réponse au livre de Proudhon : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*).

Léon Walras. — *L'économie politique et la Justice*, Paris, 1860.

B. — Ouvrages postérieurs.

- Adler. — *Die grundlage der Karlmarx'schen Kritik der bestehenden Volkswirtschaft*, Tübingen, 1887.
- Andler. — *Le Manifeste Communiste*. Commentaire, Paris, 1903.
- Basch. — *L'individualisme anarchiste*, Paris, 1904.
- Bourgin (Hubert) *Fourier*. — *Contribution à l'étude du socialisme français*, Paris, 1905.
- *Etude sur les sources de Fourier*, Paris, 1905.
- Bourguin (Maurice). — *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, Paris, 1904.
- Denis (Hector). — *Histoire des systèmes économiques et socialistes*, tome I, *Les fondateurs*, Paris, 1904, t. II, *Les fondateurs* (fin), Paris, 1907.
- Fournière (Eugène). — *Les théories socialistes au XIX^e siècle de Babœuf à Proudhon*, Paris, 1904.
- Gide et Rist. *Histoire des Doctrines économiques*, depuis les physiocrates jusqu'à nos jours, Paris, 1909.
- De Greef. — *Introduction à la sociologie*, Paris, 1889.
- Javel (Auguste). — *Proudhon intime*, dans la « *Revue socialiste* » de mars, 1905.
- Lagarde (Ed.). — *La revanche de Proudhon ou l'avenir du socialisme mutualiste*, Paris, 1905.
- Menger. — *Le droit au produit intégral du travail*, traduction française, avec préface de Ch. Andler, Paris, 1900.
- Pareto (Vilfredo). — *Les systèmes socialistes*, Paris, 1902.
- Renard (Georges). — *Histoire Socialiste : La République de 1848*, Paris, s. d.
- Sorel (Georges). — *Introduction à l'économie moderne*, Paris, s. d.
- Thomas (Albert). — *Histoire socialiste : Le Second Empire*, Paris, s. d.

OUVRAGES SUR LA PROPRIÉTÉ, LE PROBLÈME AGRAIRE
ET LE SOCIALISME

- Besson. — *Les livres fonciers et la réforme hypothécaire*, Paris, 1891.
- Bourgeois (Léon). — *Solidarité*, 4^e édition, Paris, 1904.

Cabannes (René). — *Le parti socialiste et les paysans*, Bayonne, 1907.

Cieszkowski. — *Du crédit et de la circulation*, Paris, 1845.

Convert. — *Les exploitations agricoles*, Paris, 1890.

Groce (Benedetto). — *Matérialisme historique et économie marxiste*, trad. française d'A. Bonnet, Paris 1901.

Compère Morel. — *L'exploitation agricole et le Socialisme*, Paris, s. d.

— *Le Socialisme aux Champs*, Paris, s. d.

— *Les Propos d'un rural*, Préface de Paul Lafargue, Paris, s. d.

David (Eduard). — *Socialismus und Landwirtschaft. I Die Betriebsfrage*, Berlin, 1903.

Duguitt. — *Manuel de droit constitutionnel français*, Paris, 1907.
Le droit social, le droit individuel et la transformation de l'Etat, Paris, 1908.

Esmein. — *Cours élémentaire d'histoire du droit*, Paris, 1898.

Gatti. — *Le socialisme et l'agriculture*, trad. française, avec Introduction de G. Sorel, Paris, 1902.

George (Henri). *Progrès et Pauvreté* ; essai sur les causes des crises industrielles et de l'accroissement de la misère au milieu de l'accroissement de la richesse, trad. française, Paris, 1895.

Gide. — *Principes d'économie politique*, Paris, 1909.

— Etude sur l'Act Torrens, publié dans le « Bulletin de législation comparée », 1886.

— Préface aux extraits de Fourier, publiés par la librairie Guillaumin, Paris.

Guillaume (James). — *L'Internationale; Documents et souvenirs*, Paris, t. I, 1905, t. II, 1907, t. III, 1909.

Guyot (Yves), *La Propriété*, origine et évolution, réfutation de la thèse communiste de Paul Lafargue, Paris, 1895.

Henry (René). — *La Propriété rurale en France*, Paris, 1895.

Landry. — *L'utilité sociale de la Propriété individuelle*, Paris, 1901.

Laveleye (Emile de). — *De la propriété et de ses formes primitives*, 4^e édition, Paris, 1891. *Le Socialisme contemporain*, Paris, 1881.

Lefébure. — *La Réforme agraire en Prusse*, Paris, 1902.

Lavergne (Léonce de). — *Essai sur l'Economie agricole*, Paris, 1854.

- Leroy (Maxime). — *Les transformations de la Puissance publique*. Paris, 1907.
- Locke. — *Du gouvernement civil*,
- Molinari. — *Evolution économique au XIX^e siècle*.
- Paul Boncour. — *Le Fédéralisme économique*, Paris, 1901.
- Pelissonnier (Georges). — *Etude sur le socialisme agraire en France*. Dijon, 1902.
- Programme agricole du Parti ouvrier français, commenté par Paul Lafargue, Paris s. d.
- Renard (Georges). — *Le Socialisme à l'œuvre*, en collaboration avec Aimé Berthod, Fréville, Landry, Mantoux, Simiand, Paris, 1907.
- Ricardo. — *Œuvres*, et particulièrement, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*.
- Richard (Albert). — *Les débuts du parti socialiste français*, dans la « Revue politique et parlementaire » de janvier 1897.
- Rondel. — *De la Mobilisation du sol*, Paris, 1888.
- Shaw (Bernard). — *Manuel du parfait révolutionnaire*, trad. Hamon, dans la « Grande Revue », octobre 1909.
- Sixième Congrès national du Parti socialiste tenu à Saint-Etienne. Paris, 1909.
- Souchon. — *La Propriété paysanne*, Paris, 1899.
- Tarbouriech. — *Essai sur la Propriété*, Paris, 1904.
- Tchernof. — *Le Parti républicain au Coup d'Etat et sous le Second Empire*, Paris, 1906.
- Vandervélde (Emile). — *L'exode rural et le retour aux champs* Paris, 1903. *Le socialisme et l'agriculture*, Paris 1908.
- Wolowski. — *De la Mobilisation du Crédit Foncier*, dans la « Revue Wolowski », t. X et *De l'organisation du Crédit Foncier*, dans la « Revue de législation et de jurisprudence », numéro de septembre-décembre, 1848.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Délimitation de notre étude : caractère général de la doctrine de P.-J Proudhon sur la propriété ; Proudhon et les paysans ; le sentiment de la nature ; le mariage de l'homme avec la terre. <i>La propriété c'est le vol</i> ; l'interprétation que donne Proudhon de cette formule change avec ses idées sur la propriété ; quelques mots sur la dialectique sérielle. La proposition de Proudhon n'implique à aucune époque la condamnation absolue de la propriété Quelques interprètes des idées de Proudhon sur la propriété. Karl Diehl et Arthur Desjardins. CHAPITRE I. — EVOLUTION DES IDÉES DE PROUDHON SUR LA PROPRIÉTÉ. Propriété et possession. La possession à Rome et chez les Hébreux. Le <i>fief</i> et l'<i>alleu</i>. Rapport des idées de Proudhon sur la propriété avec ses idées <i>politiques</i> et ses idées <i>philosophiques</i>. Le but permanent : la terre à celui qui la cultive. CHAPITRE II. — LA CRITIQUE DE LA PROPRIÉTÉ. I. Critique des arguments présentés en faveur de la propriété. <i>L'occupation</i> ne fonde pas la propriété ; elle donne à tous les hommes un droit égal de <i>possession</i>. La propriété est-elle fondée sur le <i>travail</i>. Proudhon et les économistes classiques ; le droit au produit intégral du travail et la solidarité sociale ; le travail ne donne aucun droit sur la matière ; il conduit à l'égalité des <i>possessions</i>. Argumentations fondées sur le <i>droit naturel</i>, le <i>consentement universel</i> la <i>loi</i>, la <i>liberté</i>. La propriété équilibrée par le droit.	1 9 19 23 49 49
---	---

II. Critique des <i>abus</i> de la propriété : le droit d'aubaine, le fermage, accaparement et morcellement. — La propriété paysanne	83
CHAPITRE III. — LA POSSESSION. — Les idées positives de Proudhon sur la Propriété foncière. Insuffisance des indications des premiers Mémoires. La possession et l'hérédité : l'héritage, la famille et l'Etat ; hérédité et égalité. Le bien de famille. La distinction faite par le socialisme contemporain entre la propriété et l'exploitation	93
CHAPITRE IV. — FERMAGE ET RENTE.	10
I. <i>Le rachat des fermages</i> . — Fermage et intérêt : le remboursement par annuités ; les banques de crédit foncier ; la « liquidation sociale » et le problème agraire dans l' <i>Idee générale de la Révolution au XIX^e siècle</i>	107
II. <i>La rente foncière</i> . — Ricardo ; la rente comme instrument de justice distributive ; l'impôt sur la rente foncière. Henri George. Défiance de Proudhon à l'égard de l'Etat. La rente et les associations d'assurance mutuelle.	122
CHAPITRE V. — L'EQUILIBRATION DE LA PROPRIÉTÉ ; LES ASSOCIATIONS AGRICOLES	123
I. <i>L'équilibration de la propriété</i> . A) action de la propriété sur elle-même : l'instruction agricole. B) action des institutions sur la propriété : les <i>garanties</i>	134
II. <i>L'association au service de la petite propriété</i> . L'organisation de la circulation ; l'organisation de la production. Répugnance de Proudhon pour l'exploitation <i>collective</i> et la propriété <i>actionnaire</i> ; critique des Fourieristes. La consolidation de la petite propriété	140
CHAPITRE VI. — LA DERNIÈRE THÉORIE DE LA PROPRIÉTÉ. —	
I. <i>La Propriété</i> et l'Etat. La propriété foncière est-elle une garantie contre l'absolutisme de l'Etat ? L'absolutisme de la propriété est corrélatif de l'absolutisme de l'Etat et doit disparaître avec celui-ci. Supériorité théorique de l'idée de <i>possession</i>	158
II. <i>Immobilité</i> ou <i>mobilisation</i> . Le crédit, l'hypothèque et la propriété. La mobilisation du crédit foncier et la mo-	

bilisation de la propriété ; inquiétudes de Proudhon à ce sujet. L'organisation du crédit comme moyen de consolider la petite propriété. Rapport des idées de Proudhon sur la propriété *absolue* et de ses idées sur la banque . 174

CONCLUSION. — Influence exercée par les doctrines de Proudhon sur la propriété. Emile de Laveleye et Charles Renouvier. Karl Marx et Bakounine. La question de la propriété foncière dans les Congrès de l'Internationale ; le « collectivisme » au Congrès de Bâle. Les difficultés du socialisme contemporain en face du problème agraire. Qu'est-ce que le Socialisme ? Le socialisme et la propriété paysanne : productivité et justice. La doctrine de Proudhon sur la propriété est-elle socialiste ? 189

BIBLIOGRAPHIE 223

